ISRAËL — NÉTANYAHOU A LE SANG DES OTAGES SUR LES MAINS **ALGÉRIE — UNE PRÉSIDENTIELLE CADENASSÉE**

L'entretien — Liu Thai Ker, l'architecte de la mixité



Courrier international

N° 1766 du 5 au 11 septembre 2024
courrierinternational.com
France : 4,90 €

Algérie 530 DA, Allemagne 6,30 €, Andorre 6 €, Canada 8,95 $CAN, DOM 5,30 €, Espagne 5,60 €, Grande-Bretagne 5,6 £, Grèce 5,90 €, Italie 5,60 €, Japon 1100 ¥, Maroc 48 DH, Pays-Bas 6 €, Portugal cont. 5,60 €, Sénégal 3400 FCFA, Suisse 7,20 CHF, TOM 1100 XPF, Tunisie 10 DT, Afrique CFA autres 3600 FCFA.

LA FACE SOMBRE DE TELEGRAM

L'arrestation en France de Pavel Dourov, patron du réseau social, soulève de nombreuses questions dans la presse étrangère. Qui décrit une dérive inquiétante de la plateforme.







LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

La face sombre de Telegram

Est-ce annonciateur de la *"fin d'une époque"*, comme l'a écrit **The Washington Post**? Un avertissement aux patrons de la tech? Une atteinte à la liberté d'expression, comme n'a cessé de le dénoncer Elon Musk, propriétaire du réseau social X? Ou simplement la conséquence d'un manque de transparence, comme le suggère le **Financial Times** en ouverture de notre dossier? L'arrestation en France de Pavel Dourov, PDG de la plateforme Telegram, samedi 24 août, à son arrivée à Paris, puis sa mise en examen quelques jours plus tard ont suscité de très nombreuses réactions dans la presse étrangère. Dès lors, il nous paraissait important d'y consacrer notre couverture pour comprendre ce qui est vraiment en jeu.
Que représente Telegram? Comment cette plateforme de messagerie promettant la sécurité et la liberté des échanges est-elle devenue l'épicentre d'activités extrémistes, pédocriminelles et mafieuses? Pourquoi les Russes s'émeuvent-il du sort de cet exilé? Est-ce le début de la fin de la confidentialité des échanges? Ce qui est sûr, c'est que pour le "Zuckerberg russe", comme Pavel Dourov a parfois été surnommé, le vent semble tourner, et qu'il en est largement responsable.
Ce qu'on lui reproche principalement? Le refus de communiquer aux gouvernements qui en font la demande les données relatives aux activités de sa plateforme et l'absence de modération. Dans l'un de ses très rares entretiens, accordé au *Financial Times* en mars, Pavel Dourov présentait Telegram comme *"l'une des dernières plateformes libres où les gens peuvent s'exprimer"*. Sans s'inquiéter des dérives, nombreuses, dans l'utilisation de la messagerie ni de l'évolution des réglementations. C'est cet aveuglement qu'il paie aujourd'hui. Avant lui, aucun des grands patrons de la tech n'était passé par la case prison.
"Sur Telegram, où d'authentiques crimes se déroulent, c'était consternant de voir à quel point personne n'était tenu pour responsable", explique au quotidien britannique la responsable d'une ONG qui suit les groupes radicaux présents sur la messagerie (qui en abriterait 30 000).
Il faut lire l'article de **Novaïa Gazeta Europe** qui a recensé toutes les activités criminelles (pédocriminalité, trafic de drogue, terrorisme...) qui prospèrent grâce à la plateforme pour mesurer ce qui est reproché à Pavel Dourov. Des propagandistes du Kremlin qui l'utilisent abondamment depuis le début de la guerre en Ukraine aux partisans de Trump, en passant par les terroristes du Bataclan, l'application est devenue la messagerie préférée de tous les extrémistes ainsi que des narcotrafiquants du monde entier. Et un outil puissant entre leurs mains, d'autant plus difficile à canaliser que le siège de l'entreprise est à Dubaï, note le magazine **Bloomberg,** lequel détaille les spécificités de la messagerie aux 900 millions d'utilisateurs revendiqués et explique en quoi cela effraie les gouvernements. Que risque Pavel Dourov? Sa mise en examen marque-t-elle un tournant pour les entreprises de la tech? Elle sonne en tout cas comme une revanche pour les tenants d'une réglementation des réseaux sociaux. De quoi inquiéter les dirigeants de la Big Tech, qui *"suivront de près l'affaire"*, avance la **Süddeutsche Zeitung.** Car s'il perd, *"eux non plus ne seront plus intouchables"*.
De fait, quelques jours après l'arrestation du PDG de Telegram, on apprenait qu'un juge brésilien avait ordonné la suspension *"immédiate, complète et intégrale"* de X dans le plus grand pays d'Amérique latine. Aux États-Unis, c'est TikTok qui pourrait prochainement être interdit.
Et pour Pavel Dourov, le feuilleton est loin d'être terminé. Son arrestation a mis un frein à ses projets d'introduction en Bourse : selon **Fortune,** le fondateur de Telegram envisageait une valorisation de son entreprise à 30 milliards de dollars... Très loin de la réalité financière de sa société, à en croire le magazine d'affaires américain.
En Corée du Sud, une enquête vient d'être ouverte contre Telegram pour son rôle présumé dans la distribution de deepfakes pornographiques générés par IA, avance **Forbes.** Et les articles se multiplient sur les failles de sécurité de la messagerie, qui, contrairement à WhatsApp, Signal et iMessage, n'est pas cryptée de bout en bout. Le vent tourne. Jusqu'à quel point?

En couverture : Telegram : *dessin d'* **Ale+Ale,** *Italie.*



Sommaire

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Ha'Aretz Tel-Aviv, quotidien. **Bloomberg.com** (bloomberg.com) New York, en ligne. **Dagens Nyheter** Stockholm, quotidien. **Deutsche Welle Brasil** (dw.com/pt-br) Berlin, en ligne. **Financial Times** Londres, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Al-Jazeera** (aljazeera.net) Doha, en ligne. **Le Matin** Alger, quotidien. **Middle East Eye** (middleeasteye.net) Londres, en ligne. **Nautilus** (nautil.us) New York, en ligne. **The New Statesman** Londres, hebdomadaire. **New York Magazine** New York, bimensuel. **The New York Times** New York, quotidien. **Novaïa Gazeta Europe** (novayagazeta.eu) Riga, en ligne. **NRC** Amsterdam, quotidien. **El País** Madrid, quotidien. **El País Semanal** Madrid, hebdomadaire. **Politico** Bruxelles, hebdomadaire. **Politiken** Copenhague, quotidien. **The Straits Times** Singapour, quotidien. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **Die Tageszeitung** Berlin, quotidien. **The Washington Post** Washington, quotidien. **Weixin (WeChat)** (weixin.qq.com) Shenzhen, en ligne. **Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire. **Zeit Magazin** Hambourg, hebdomadaire.



SOMMAIRE



SUR NOTRE SITE

Algérie. Qui votera pour la présidentielle ?

Le résultat est connu d'avance : Abdelmadjid Tebboune, le président sortant, devrait remporter l'élection du 7 septembre (*lire p. 18-20*). Mais la population algérienne se rendra-t-elle aux urnes? Et quelles seront les réactions après les résultats, dans un pays où la parole est verrouillée?

Ukraine. La Russie multiplie les frappes

Après la perte d'un F-16 le 26 août, et le bombardement de l'Institut militaire de Poltava, dans le centre de l'Ukraine, qui a fait au moins 41 morts et 180 blessés le 3 septembre, quelle sera la réaction de Kiev? Suivez les analyses et les reportages de la presse étrangère sur notre site.

Société. “J'y passais des heures chaque jour” : accros au porno, ils racontent leur addiction

Selon une enquête, 13,8 millions d'adultes ont consulté des sites pornographiques en un seul mois au Royaume-Uni. **The Guardian** a interrogé des hommes pour qui le porno est devenu une drogue qui nuit à leur santé et à leur bien-être, ainsi que des spécialistes qui tentent de les aider. Un article à retrouver dans Courrier Week-end.

L'horoscope de Rob Brezsny *Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.*





Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Septembre 2024. Commission paritaire n° 0727 c 82101. ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. **Accueil** 33 (0) 1 46 46 16 00 **Fax général** 33 (0) 1 46 46 16 01 **Fax rédaction** 33 (0) 1 46 46 16 02 **Site web** www.courrierinternational.com **Courriel** lecteurs@courrierinternational.com **Directrice de la rédaction** Claire Carrard **Rédactrices en chef** Virginie Lepetit, Claire Pomarès **Rédacteurs en chef adjoints** Luc Briand, Raymond Clarinard, Nicolas Coisplet, Matthieu Recarte **Conception graphique** Javier Errea Comunicación

Édition Anouk Delport, Ophélie Négros, Fatima Rizki **7 jours dans le monde** François Gerles (chef de rubrique, 17 48) **Europe** Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique), Carole Lyon (Belgique), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande), Beniamino Morante (Italie), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **France** Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) **Amériques** Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Diego Legrand (Colombie, Venezuela, Équateur), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **Asie** Daniel Bastard (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est), Zhang Zhulin (Chine), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) Yuta Yagishita (Japon) **Moyen-Orient** Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **Afrique** Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) **Transversales** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Marine Cygler (Sciences et environnement), Annick Rivoire (Économie) **Magazine 360°** Marie Béloeil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent, Oumeïma Nechi **Histoire** Mélanie Liffschitz (16 96)

Site Internet Claire Pomarès, Nicolas Coisplet, Mélanie Chenouard (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition) **Éditeurs** Paul Blondé, Antoine Cuny-Le Callet, Mélissa David (vidéo), Gabriel Hassan, Hoda Saliby, Emmanuelle Bour (SME) **Courrier Expat** Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

Traduction Raymond Clarinard (Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **Révision** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérold, Julie Martin, Anne Romefort

Direction artistique Alice Andersen **Maquette** Cécile Chemel (première maquettiste), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia **Cartographie** Paul Gallet **Infographie** Catherine Doutey **Web design et animation** Alexandre Errichiello (chef de service), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet **Iconographie** Luc Briand, Lidwine Kervella (chef de service adjointe), Stéphanie Saindon, Céline Merrien (colorisation), Astrid Mouget **Agence courrier** Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38), Florent Normand
Directrice de la fabrication Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) **Impression, brochage, routage :** Maury, 45330 Malesherbes

Ont participé à ce numéro Solal Abélès, Theo Ainley, Christophe Alexandre, Torunn Amiel, Nell Antona, Anne Baron, Étienne Bianchi, Lionel Blot, Jean-Baptiste Bor, Anne-Françoise Cochet, Nathalie Coulon-Guillevin, Guillaume Deneufbourg, Eloïse Duval, Dorian Gallais, Marie Gandois, Philippe Godefroy, Camille Miloua Giraudeau, Pierre Kadlub, Florian Mattern, Anne Mattler, Valentine Morizot, Jean-Daniel Mougeot, Diane Perpère, David Perrault, Isabelle Taudière, Lucas Testut, Aruzhan Yeraliyeva

Publicité MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex13, tél. : 0157282000 **Directrice générale** Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur de la publicité** David Delannoy, **Directeur délégué au digital** Martin Clamart (martin.clamart@mpublicite.fr), **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21), **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)
Directrice administrative et financière Carine de Castellan (16 06) **Gestion** Lucie Madalena (16 26) **Droits** Blandine Mosnat (16 52) **Comptabilité** 0148884551
Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude **Responsable commerciale international** Saveria Colosimo Morin (0157283220) **Chef de produits** Valentin Moreau (0157283399) **Communication et promotion** Christiane Montillet **Marketing et produits** Sophie Gerbaud (directrice, 1618), Marie Donal, Véronique Saudemont (1739), Martine Prévot (1649), Mynn-May Vang **Responsable du numérique** Kévin Jolivet, Louise Dugeai (développement web), Camille Lefaix (cheffe de produit abo numérique)
Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 0147 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex9 **Tél. 0321130431 Fax** 0157674496 (du lundi au samedi de 9h à 18h) **Courriel** abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgu

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid. at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ. and at additional mailing Offices. POSTMASTER : Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E7K1, Canada.



Origine du papier : Allemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. **Eutrophisation :** Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.

Ce numéro comporte un encart *Le 1* posé sur certains abonnés France métropolitaine : Dpt IDF et un encart Croisi Europe posé sur la totalité des abonnés France Métropolitaine

Israël. Nétanyahou a le sang des otages sur les mains

Les corps de six otages israéliens ont été retrouvés dans un tunnel à Rafah. Dans un éditorial écrit peu après, ce journal de gauche juge le Premier ministre responsable. Et appelle à une mobilisation massive de la population.



CARTOON MOVEMENT

↙ *Oui, il les a fait revenir… Dessin de* **Maarten Wolterink,** *Pays-Bas.*

—Ha'Aretz *(Tel-Aviv)*



ÉDITO

Dimanche matin [1er septembre], l'armée a annoncé avoir retiré les corps de six otages (Almog Sarusi, Alex Lobanov, Carmel Gat, Eden Yerushalmi, Ori Danino et Hersh Goldberg-Polin) d'un tunnel à Rafah. Kidnappés et emmenés à Gaza, ils avaient survécu pendant plus de dix mois à l'enfer de leur captivité avant d'être abattus à bout portant il y a quelques jours.

Si les négociations de ces derniers mois pour libérer les otages avaient abouti, trois d'entre eux, Hersh Goldberg-Polin, Eden Yerushalmi et Carmel Gat, auraient dû être libérés au cours de la première phase dite "humanitaire". Ce qui veut dire qu'ils auraient dû rentrer en vie. Mais le gouvernement de Benyamin Nétanyahou a préféré maintenir des soldats dans le couloir de Philadelphie, le long de la frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza, [alors que le Hamas exige leur retrait] plutôt que de sauver les otages.

Ce sont les terroristes du Hamas qui ont appuyé sur la détente, mais c'est Nétanyahou qui a scellé leur destin. Le Premier ministre aime se voir comme le Monsieur Sécurité du pays mais l'histoire se souviendra de lui comme du Monsieur Sème-la-Mort qui a abandonné et laissé mourir les otages. Après de longs mois de négligence et de tergiversations, après avoir sabordé toute possibilité d'accord, son cabinet de sécurité a signé l'arrêt de mort des otages en refusant de se retirer du couloir de Philadelphie.

Le ministre de la Défense, Yoav Gallant, qui, une fois de plus, a prouvé qu'il était le seul homme digne de ce nom au sein du cabinet de sécurité, a beau avoir prévenu que cette décision allait enterrer l'accord et condamner à une mort certaine les derniers otages encore en vie, personne ne l'a écouté. Personne non plus n'a pris en compte les arguments de Herzl Halevi, le chef d'état-major de l'armée israélienne, qui proposait de récupérer le couloir plus tard, en cas de besoin. Nétanyahou est resté de marbre : il n'a que faire des considérations sécuritaires et se soucie encore moins des impératifs humanitaires.

Nétanyahou est le principal coupable de l'abandon des otages, avec les autres salauds de son gouvernement. Mais les torts sont également partagés avec la population. Depuis des mois, les Israéliens ne bougent pas et laissent les familles d'otages batailler seules pour exiger le retour de leurs proches.

Monstrueux mensonge. Cet immobilisme s'explique en grande partie par la stratégie mise en œuvre par Nétanyahou : diviser pour mieux régner. Une politique qu'il a même osé appliquer aux otages et à leurs familles. Les otages ont été exclus du récit national, comme s'il fallait choisir entre leurs vies et la nôtre. Nétanyahou a voulu nous faire croire que la sécurité du pays l'emportait sur le reste. Et ça a marché. La multitude effrayée n'a pas bronché. Ce mensonge monstrueux a également engendré une vague d'hostilité à l'encontre des familles des otages, et ce malgré la position favorable à un accord des hautes sphères de la défense.

Quand les Israéliens ont voulu bloquer la réforme de la justice, ils ont réussi. Quand les Israéliens ont voulu empêcher le limogeage du ministre de la Défense, ils ont réussi. Et si les Israéliens avaient voulu qu'un accord soit trouvé, ils y seraient parvenus. Pour cette raison, les Israéliens doivent descendre en masse dans la rue. Ils doivent se mobiliser et secouer le pays, comme le demandent les familles des otages.

Le temps presse. Sans accord, les otages vont tous mourir. Si nous voulons qu'ils rentrent en vie, il faut organiser des rassemblements monstres, dès aujourd'hui, et tous les jours s'il le faut, jusqu'à ce qu'ils rentrent sains et saufs. Ceux qui resteront chez eux auront le sang des otages sur leurs mains.—

Publié le 1er septembre



SOURCE

HA'ARETZ
Tel-Aviv, Israël
Quotidien, 70 000 ex.
haaretz.co.il
Premier journal publié en hébreu sous le mandat britannique, en 1919, "Le Pays" est le quotidien de référence chez les politiques et les intellectuels israéliens. Situé aujourd'hui au centre gauche, Ha'Aretz centre sa politique éditoriale sur l'analyse et le débat. Il propose une édition en hébreu et une en anglais.

Verbatim

"L'acharnement de Nétanyahou à libérer les prisonniers [les otages] par la pression militaire au lieu de conclure un accord signifie qu'ils retourneront dans leurs familles dans des cercueils."

Abou Obeida, porte-parole de la branche armée du Hamas, les brigades Ezzedine Al-Qassam, dans un communiqué publié le 2 septembre et relayé par la chaîne panarabe Al-Jazeera.

À la une


ישראל היום
נכשלנו

"NOUS AVONS ÉCHOUÉ"

C'est avec ce titre, encadré des portraits des six otages tués quelques jours plus tôt, qu'**Israel Hayom** a annoncé le 2 septembre leur mort. *"Dans l'équation entre les objectifs de la guerre (la destruction du Hamas et la survie des otages), le gouvernement a jusqu'à présent lamentablement échoué"*, développe le quotidien conservateur, qui, à l'unisson du reste de la presse israélienne, condamne la manière dont le gouvernement de Benyamin Nétanyahou gère le "dossier" des otages retenus par le Hamas depuis le 7 octobre. Dans le contexte de la guerre à Gaza mais aussi des tensions en Cisjordanie et à la frontière libanaise, *"Israël a tant besoin de décideurs courageux s'il veut remporter la victoire"*, insiste le journal.

Un Premier ministre droit dans ses bottes

Le 2 septembre, au lendemain de l'annonce de la mort de six otages, Benyamin Nétanyahou a réaffirmé la nécessité pour Israël de maintenir le contrôle sur le corridor de Philadelphie.

Benyamin Nétanyahou ne changera pas d'avis. Alors que l'annonce de la mort des six otages israéliens, exécutés par le Hamas, a provoqué une nouvelle onde de choc en Israël, le Premier ministre a *"ignoré lundi* [*2 septembre*] *les appels des alliés et les chants des manifestants israéliens qui exigent un cessez-le-feu immédiat pour faciliter le retour"* des autres captifs toujours aux mains du Hamas, observe **The New York Times.**

Après avoir demandé publiquement *"pardon pour ne pas avoir ramené en vie"* les six otages, Nétanyahou a juré de faire payer un *"prix très fort"* au mouvement islamiste. S'exprimant pour la première fois devant les médias depuis l'annonce, la veille, du décès des jeunes Israéliens, le Premier ministre a *"consacré la majeure partie de sa conférence de presse à défendre sa décision de conserver le corridor de Philadelphie"*, remarque **The Jerusalem Post.**



Cette bande de terre le long de la frontière entre Gaza et l'Égypte constitue *"l'un des principaux points de blocage dans les négociations pour un accord de cessez-le-feu à Gaza associé à la libération des otages, le mouvement islamiste palestinien Hamas exigeant un retrait israélien de ce corridor"*, rappelle **Ici Beyrouth.**

Selon Nétanyahou, lorsque l'État hébreu a quitté le corridor en 2005, lors du retrait de Gaza, il y a eu une *"introduction massive d'armes, de munitions, de machines pour produire des armes et de machines pour creuser des tunnels – tout cela commandité par l'Iran, dirigé par l'Iran, financé par l'Iran"*. Toujours selon lui, il existe *"un risque que le Hamas puisse faire sortir clandestinement des otages de Gaza et peut-être même jusqu'en Iran si Israël n'y reste pas"*, rapporte le *Jerusalem Post.*

D'après le quotidien israélien, des responsables de la sécurité, dont le ministre de la Défense, Yoav Gallant, estiment au contraire qu'*"Israël pourrait se permettre de se retirer temporairement du corridor de Philadelphie pour permettre la réalisation de la première phase de l'accord sur les otages. Des questions telles que l'avenir du corridor de Philadelphie et un cessez-le-feu permanent seraient négociées simultanément."*

"Combien de temps Benyamin Nétanyahou, désavoué par une partie de sa population et du leadership politique, militaire et sécuritaire, pourra-t-il tenir ainsi ?" s'interroge **L'Orient-Le Jour.**

Le quotidien libanais rappelle que le Premier ministre israélien fait aussi face à la pression accrue de son allié américain. Le 2 septembre, le président démocrate, Joe Biden, a déclaré lors d'une conférence de presse que Nétanyahou n'en faisait pas assez pour parvenir à un accord en vue de la libération des otages.

Un haut responsable de l'administration, s'exprimant sous couvert d'anonymat, a affirmé au **Washington Post** que le président américain et la vice-présidente, Kamala Harris, avaient rencontré, juste après ce point presse, les négociateurs américains travaillant à la libération des captifs pour *"discuter d'une proposition finale 'à prendre ou à laisser' que les États-Unis, le Qatar et l'Égypte prévoient de présenter à Israël et au Hamas, potentiellement dès cette semaine"*.

Le Royaume-Uni a pour sa part annoncé le 2 septembre suspendre une trentaine de licences d'exportation d'armes vers l'État hébreu sur un total de 350, en évoquant un *"risque"* qu'elles soient utilisées en violation du droit international à Gaza, rapporte la **BBC.**

—*Courrier international*

LE DESSIN DE LA SEMAINE

La consécration pour de bon ?

↓ *Dessin de* **Côté** *paru dans* **Le Soleil,** *Québec.*



SPORT — Les Jeux paralympiques de Paris marqueront-ils un tournant? Pour le handisport et pour l'inclusion des personnes porteuses d'un handicap? C'est ce que semble espérer le dessinateur québécois Côté. Et aussi le **Globe and Mail,** qui, le 2 septembre, abordait la question. *"Les Jeux méritent d'être célébrés non seulement parce qu'ils offrent des performances sportives souvent incroyables, mais aussi parce qu'ils jouent un rôle important pour faire tomber les barrières de la discrimination."* Et de noter que plus de 4 milliards de personnes à travers le monde auront regardé l'édition parisienne.

Volkswagen cale

ALLEMAGNE — Volkswagen a annoncé le 2 septembre envisager la fermeture d'une grande usine de véhicules et d'un site de fabrication de composants jugés obsolètes. *"Ce qu'il se passe à Wolfsburg pourrait bien représenter un tournant historique"*, commente la **Frankfurter Allgemeine Zeitung** en faisant référence à la ville qui abrite le siège du constructeur allemand. Ce projet menace quelque 20000 salariés. En quatre-vingt-sept ans d'existence, Volkswagen n'a jamais fermé d'usine en Allemagne. Le constructeur souffre depuis des mois de la chute des ventes, de l'affaiblissement du secteur automobile et de la concurrence croissante des constructeurs chinois.

La tentation d'une [fausse] île

GRÈCE — Tout est un parti d'un simple tweet : *"Tu trouves un faux nom d'île, un peu cool, Psimythos par ex. Et tu dis que cette année c'est là que ça se passe. T'es jamais allé à Psimythos? C'est incroyable mon pote. C'était la folie cette année." "C'était juste une blague entre amis au départ"*, raconte à **News247** l'auteur du tweet, @beatbukowski, dépassé par la viralité de sa trouvaille. Psimythos est devenu le mot le plus recherché sur X en Grèce. Les médias se sont emparés de l'histoire. *"Quelqu'un a créé une fausse entrée sur Wikipédia, un autre a écrit un guide de voyage, et quelqu'un d'autre a même créé un vrai site, psimythos.gr, avec tous les détails nécessaires aux voyageurs"*, détaillait **I Kathimerini** le 28 août. Même les politiques y ont fait allusion. Le chef des socialistes, Nikos Androulakis, s'en est ainsi pris au Premier ministre conservateur : *"M. Mitsotakis vit sûrement dans un pays imaginaire. Il a dû aller à Psimythos durant ses vacances d'été pour se persuader que tout va mieux, alors que tout va plus mal."*

Le béluga "espion" est mort

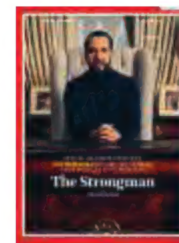
NORVÈGE — En 2019, pour la première fois, Hvaldimir avait été repéré dans les eaux norvégiennes, non loin des eaux russes, rappelle **The Guardian.** Portant un harnais équipé d'un support destiné à recevoir un appareil photo, il avait nourri toutes sortes de rumeurs selon lesquelles il était un espion de Moscou. Le 31 août, son corps sans vie a été retrouvé dans la baie de Risavika, dans le sud du pays, a rapporté la chaîne publique **NRK.**

Hôtels en grève


The Boston Globe

ÉTATS-UNIS — *"Les employés des hôtels de Boston en grève"*, titre le **Boston Globe** le 2 septembre, jour de la fête du Travail aux États-Unis. La veille, une action de trois jours a été lancée à l'appel du syndicat Unite Here. Au cœur des revendications : de meilleurs salaires et conditions de travail ainsi que la reprise des embauches pour retrouver le niveau d'avant la pandémie de Covid-19. Boston n'était pas la seule ville touchée par le mouvement. Au total, 10000 employés ont répondu à cet appel.

Autoritaire et populaire



SALVADOR — *"L'homme fort"*, titre le dernier numéro de **Time** sur une photo du président salvadorien : *"Comment Nayib Bukele est devenu le président le plus autoritaire et le plus populaire du monde."* En bien ou en mal, il a bouleversé le plus petit pays d'Amérique latine – qui vit sous l'état d'urgence depuis mars 2022. Sa politique de *"tolérance zéro"* contre les gangs armés a fait école : Honduras, Costa Rica, Équateur, Pérou… *"Sous sa direction, le pays le plus dangereux est devenu plus sûr que le Canada, selon les chiffres du gouvernement salvadorien."*

Poutine en Mongolie

JUSTICE — Le président russe a atterri à l'aéroport d'Oulan-Bator dans la soirée du 2 septembre, rapporte l'agence de presse officielle mongole **Montsame.** Et comme cela était prévisible, *"rien n'indique que la Mongolie envisage de l'arrêter"*, remarque **Politico.** Il s'agit du premier déplacement de Vladimir Poutine dans un État partie de la Cour pénale internationale (CPI) depuis l'émission d'un mandat d'arrêt à son encontre pour déportation illégale d'enfants ukrainiens. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères ukrainien, Georguiï Tykhiï, a qualifié de *"coup dur"* pour la légitimité de la CPI le fait que la Mongolie n'ait pas arrêté le chef du Kremlin. La Mongolie *"sera probablement poursuivie pour son inaction"*, a expliqué l'expert juridique Tamas Hoffmann à *Politico,* tout en précisant qu'il n'existe pas de *"conséquences graves, pour le pays contrevenant"*. Oulan-Bator privilégie les gains économiques que cette visite peut lui rapporter, analyse **The Diplomat.** *"La Mongolie s'approvisionne à 95 % en produits pétroliers auprès de la Russie; cela représente 35 % de l'ensemble de ses importations. L'économie mongole est très dépendante du carburant russe pour l'acheminement* [de ses *exportations*] *vers la Chine."*

723

ANIMAUX SAUVAGES SERONT ABATTUS EN NAMIBIE pour nourrir la population, victime d'une sécheresse sans précédent, rapporte le **Windhoek Observer.** Dans le détail, la liste comprend 83 éléphants, 30 hippopotames, 60 buffles, 50 impalas, 100 gnous bleus, 300 zèbres et 100 oryx. *"À ce jour, l'abattage de 150 animaux dans le parc national de Mangetti a permis de recueillir 56 875 kilos de viande"*, a précisé Romeo Muyunda, porte-parole du ministère de l'Environnement, auprès du journal de la capitale namibienne.

CONTROVERSE

Nos voitures ont-elles trop de systèmes d’assistance ?

Régulateur de vitesse, assistance au freinage, aide au maintien de trajectoire… Les voitures modernes sont bourrées d’IA et d’électronique censées aider les conducteurs et éviter des accidents. Une omniprésence qui divise au sein de ce journal bavarois.



← *Dessin de* **Sondron** *paru dans* **L’Avenir,** *Namur.*

OUI

Utilisons plutôt nos cerveaux

—**Süddeutsche Zeitung** (*Munich*)

En Allemagne, la voiture est bien souvent associée à une valeur cardinale de la démocratie : la liberté. *“Conduire, c’est être libre, flexible, sans avoir à renoncer à son confort personnel”*, défend le ministre des Transports, Volker Wissing. C’est d’ailleurs au nom de cette liberté que lobbyistes, politiciens libéraux du FDP [Parti libéral-démocrate] et conservateurs de la CSU [Union chrétienne-sociale en Bavière] récusent l’introduction d’une limitation de vitesse sur l’ensemble des autoroutes. À les entendre, les conducteurs de BMW, Porsche et autres Mercedes seraient des martyrs du cheval-vapeur.

Pourtant, il faut en parcourir, des kilomètres, pour échapper aux sempiternels bouchons et parkings bondés. La marge de manœuvre est très souvent réduite à peau de chagrin, et même les changements de voie ou le stationnement ne dépendent plus de la volonté des conducteurs. Les voitures modernes les ont d’ailleurs mis sous tutelle : les systèmes d’assistance ont pris la main sur l’habitacle et multiplient avertissements, critiques et rappels à l’ordre. Après treize ans à sillonner les routes au volant d’un break diesel analogique (seule concession à la modernité, des vitres électriques), passer à un nouveau modèle suscite une drôle d’impression : qu’est-ce qu’il jacasse !

L’engin sonne comme un diable si l’on oublie de s’attacher, le radar s’emballe si on serre trop le véhicule devant, l’assistance au freinage d’urgence s’enclenche toute seule dès qu’un obstacle a été, selon elle, ignoré. Les caméras déchiffrent les panneaux de signalisation et font ralentir le véhicule lorsqu’elles le jugent nécessaire, et tant pis si elles se trompent. L’aide au maintien de trajectoire fait vibrer le volant dès qu’il croit détecter une sortie de voie. L’assistant de conduite dans les embouteillages accélère puis freine automatiquement. Le détecteur de fatigue vous demande même : *“Que diriez-vous de prendre une pause autour d’un café ?”*

“Mais bien sûr, cher assistant vocal, un café s’il te plaît.”

Assister l’humain dans sa conduite et désamorcer les situations critiques est fondamentalement louable. Mais impossible de s’en remettre entièrement à l’électronique lorsqu’on est au volant, et aux yeux de la loi le conducteur doit pouvoir intervenir. Ces assistants de reconnaissance et de trajectoire ne sont pas toujours fiables et, lorsqu’ils dysfonctionnent, ils nous sécurisent moins qu’ils nous font de dangereuses frayeurs.

Les nouveaux systèmes d’assistance sont-ils au point ? Ne sont-ils pas plus déroutants que sécurisants ? Ces questions sont légitimes, et un sondage de l’association allemande TÜV, spécialiste des questions de sécurité, révèle qu’une grande défiance règne envers ces technologies. Coups de frein aléatoires, limitations de vitesse erronées, corrections de trajectoire dangereuses : voilà ce qui inquiète les conducteurs quand l’engin prend les commandes.

Pour les garages et constructeurs automobiles, l’électronique est un marché juteux. Les frais supplémentaires dès l’achat, puis pendant l’entretien et les réparations, sont considérables. Et en cas d’assistance au freinage défectueuse ou de bug logiciel, il n’y a plus qu’à attendre le service de dépannage. Ces pannes électroniques ne peuvent être résolues que par un concessionnaire homologué, puisque lui seul a accès au logiciel. Moins le système est complexe, plus il est facile de résoudre le problème. Plutôt que de s’en remettre aveuglément à la technique, les automobilistes devraient lui substituer un système d’assistance incorporé gratuitement dès l’origine sur tous les modèles : leur cerveau.

—***Titus Arnu***
Publié le 14 août

NON

Ils aident à éviter des accidents

Libérons-nous du joug des machines ! Remettons-y les mains, du bon sens, du cœur même, plutôt que toute cette assistance électronique ! Si ces envolées vous semblent familières, c’est que le débat sur l’assistance au conducteur ne date pas d’hier. Depuis les années 1950, les normes de sécurité automobiles, toujours plus strictes, suscitent des résistances. Aujourd’hui, l’habitacle carillonne dès que la caméra de recul détecte la moindre anomalie au bas du rétroviseur. Pour beaucoup, ces progrès ne sont rien d’autre qu’un recul, qui met en péril la liberté individuelle.

C’était déjà le cas avec les premières ceintures de sécurité. Elles enserraient le corps comme un corset, et coupaient la respiration. Une fois emmailloté, impossible même de se servir de la radio. En Allemagne, le port de la ceinture a longtemps suscité des débats passionnés, ce qui ne l’a pas empêché de devenir obligatoire en 1976. Le nombre de morts sur les routes a ensuite chuté drastiquement, et l’apparition des ceintures automatiques a amélioré le confort des passagers. Aujourd’hui, plus personne ne s’en offusque, et si les automobilistes s’alarment, c’est parce qu’ils se sentent surveillés : correcteur de trajectoire, détecteur de fatigue, limiteur de vitesse, avertisseur de distance, ces technologies savent tout mieux que vous et ne se privent pas de vous le rappeler. Un peu de bon sens suffirait, mais non.

L’humanité s’est habituée avec une nonchalance étonnante à franchir le seuil du million de morts sur les routes chaque année. Si les crashs d’avions suscitent des cris d’effroi, les accidents de la route semblent obéir aux lois de la nature. La Commission européenne entend sauver 25 000 vies d’ici à 2038 grâce à des systèmes d’assistance équipés de caméras. Ils protègent notamment les usagers les plus vulnérables que sont les piétons et les cyclistes, mais beaucoup de conducteurs désactivent ces bruyants assistants à chaque démarrage.

Toute technologie est faillible et les conducteurs de voitures-tests en savent quelque chose : assistant de reconnaissance des panneaux de signalisation illettré, système d’anticipation de collision hostile aux voitures garées sur le bas-côté, et ces “pilotes auto” qu’un sac plastique ou une affiche électorale plongent dans la paranoïa (ils les prennent pour des piétons). Pas surprenant que plus d’un automobiliste ait le sentiment de se faire malmener comme un vulgaire mannequin de crash-test.

Et tout cela en pure perte : 95 % des accidents de la route résultent en effet d’erreurs humaines plutôt que techniques. En cause, des distractions évitables. Il y a vingt ans à peine, presque personne ne savait ce qu’était un smartphone. On a beau interdire et punir son utilisation en voiture, impossible de le confisquer à son propriétaire. Voilà ce qui nous rend si dangereux derrière le volant.

Une solution se dessine néanmoins. Si les intelligences artificielles [IA] qu’on nous vante tant ont bien une tâche à accomplir, c’est celle de sauver des vies humaines. Les ordinateurs de bord gérés par IA et les capteurs améliorés renforceront progressivement la sécurité des passagers, jusqu’à ce que ces IA embarquées viennent mettre de l’ordre dans la cacophonie de tous ces systèmes d’assistance. Et peu importe si le conducteur est au téléphone. Oui, après tant d’années à subir des technologies encore en développement, cela peut paraître bien utopiste, mais pas plus que l’idée d’un smartphone il y a vingt ans, ou d’une ceinture de sécurité confortable au siècle dernier. Haut les cœurs, amis mannequins, les machines aussi peuvent apprendre.

—***Joachim Becker***
Publié le 14 août

à la une



LA FACE SOMBRE DE TELEGRAM

Il n'est pas certain que d'autres grands patrons de la tech soient soumis au même traitement que Pavel Dourov. Mais l'arrestation et la mise en examen en France du fondateur de Telegram soulèvent d'épineuses questions qui les concernent – et nous avec. Comment cette plateforme de messagerie promettant la sécurité et la liberté des échanges est-elle devenue l'épicentre d'activités extrémistes, pédocriminelles et mafieuses ? Pourquoi les Russes s'émeuvent-il du sort de cet exilé ? Est-ce le début de la fin de la confidentialité des échanges ? Les décryptages de la presse internationale.

La modération, le maillon faible de Pavel Dourov

Le refus de communiquer aux gouvernements qui en font la demande les données relatives aux activités de sa plateforme et l'absence de modération, les deux atouts de Telegram, ont valu à son PDG d'être rattrapé par la justice française.

—**Financial Times,** *extraits (Londres)*

Pavel Dourov, PDG de Telegram, a passé ces dix dernières années à décrire son application de messagerie comme un espace politique neutre et sûr, à l'abri de toute ingérence gouvernementale.

"Dans certains pays, Telegram est l'une des dernières plateformes libres où les gens peuvent s'exprimer", déclarait-il en début d'année à l'occasion d'un rare entretien avec le *Financial Times*, le premier depuis sept ans, soulignant que son réseau était utilisé par des manifestants, des défenseurs des droits humains et des réfugiés.

Il ne semblait pas inquiet par le mouvement global de réglementation visant les entreprises de la tech, ni par les craintes suscitées par la diffusion de contenus toxiques en ligne. *"Nous avons confiance en notre capacité d'adaptation,* affirmait-il. *Nous ne nous attendons pas à de grands bouleversements à l'avenir."*

Un pari qui se solde aujourd'hui par un revers spectaculaire avec l'arrestation samedi [24 août] du chef d'entreprise d'origine russe, aujourd'hui citoyen français et émirati, à son arrivée dans un aéroport proche de Paris.

Selon les enquêteurs français, cette décision s'inscrit dans le cadre d'une vaste enquête commencée en juillet en raison de l'absence de modération sur sa plateforme de messagerie, soupçonnée de servir à des activités criminelles, notamment à la diffusion de contenus pédopornographiques.

Soupçons d'infractions criminelles. Cette arrestation constitue la tentative la plus spectaculaire d'obliger le responsable d'un réseau social à rendre des comptes sur les contenus qui y sont diffusés. L'insaisissable milliardaire est à présent entre les mains de la justice française alors que le débat s'enflamme sur la responsabilité des réseaux sociaux, tiraillés entre la liberté d'expression et les questions de sécurité en ligne.

Certains estiment que Dourov aurait déjà dû être interpellé il y a un moment. Son réseau a connu un essor rapide, avoisinant le milliard d'utilisateurs depuis son lancement en 2013. Ses dirigeants laissaient d'ailleurs entrevoir une prochaine et très lucrative entrée en Bourse.

Cela fait pourtant longtemps que les spécialistes de la sécurité en ligne sonnent l'alarme et signalent que Telegram est un terrain de jeu pour toutes sortes de criminels, de pirates informatiques, de diffuseurs de fausses informations, de théoriciens du complot et autres extrémistes.

"Sur Telegram, où d'authentiques crimes se déroulent, c'était consternant de voir à quel point personne n'était tenu responsable", explique Megan Squire, directrice adjointe pour l'analyse de données de l'Intelligence Project de [l'ONG américaine] Southern Poverty Law Center. Elle suit plus de 500 groupes extrémistes sur les quelque 30 000 que compterait Telegram, selon elle. Si le réseau n'a pas attiré l'attention de la justice plus tôt, c'est parce qu'il a son siège social à Dubaï et qu'il est autofinancé par Dourov, multimilliardaire en cryptodevises, dit-elle.

Mais il a finalement *"été rattrapé"* par son laisser-faire en matière de modération, ajoute-t-elle.

Telegram a fait savoir que son PDG n'avait "rien à cacher".

Pavel Dourov a été surnommé le *"Mark Zuckerberg de Russie"* après avoir cofondé [avec son frère Nikolaï] le réseau social numéro un en Russie, VKontakte. Il a toutefois fui le pays en 2014 après qu'il aurait refusé de laisser les autorités russes accéder aux données de certains utilisateurs ukrainiens.

Lors de son entretien au *Financial Times* en mars, il a réaffirmé que les contenus pédopornographiques et les appels publics à la violence constituaient des *"lignes rouges"* pour Telegram. Il a aussi expliqué que son expérience de l'oppression en Russie est ce qui le pousse à défendre bec et ongles la liberté d'expression.

Si sa nationalité française a pu jouer dans l'affaire, il semble que le facteur décisif ait été les soupçons d'infractions criminelles de Telegram commises sur le territoire français. La police et la justice françaises ont aussi acquis une compétence particulière en matière d'enquêtes sur la cybercriminalité, grâce à une unité spécialisée du parquet de Paris, la Section J3.

L'un des chefs d'accusation qui vise Dourov est le refus de coopérer avec les autorités et de transmettre à leur demande les informations et documents *"nécessaires pour la réalisation et l'exploitation des interceptions autorisées par la loi"*.

L'an passé, Telegram a été provisoirement interdit au Brésil pour n'avoir pas communiqué des données relatives à des activités néonazies, à la suite de requêtes du gouvernement.

Sam Woolley, professeur et spécialiste de la désinformation à l'université de Pittsburgh [Pennsylvanie], explique que Telegram suscite une *"profonde méfiance"* en France depuis que le réseau a été utilisé par les terroristes pour coordonner les attentats du 13 novembre 2015 à Paris. *"Dourov n'a cessé de braver les demandes [des États] et de mépriser des préoccupations récurrentes sur le terrorisme. Des sociétés comme Meta n'ont pas affiché de désobéissance aussi obstinée."*

Hashtag #freepavel. Le PDG, âgé de 39 ans, est salué en héros de la liberté d'expression par des libertariens tels que l'homme d'affaires Elon Musk. Le hashtag #freepavel a pris de l'ampleur sur X, la plateforme de Musk. Dans la Silicon Valley, certains accusent la France d'un interventionnisme abusif risquant d'entraver l'innovation, et d'autres s'attendent à des répercussions de grande ampleur concernant certaines activités des réseaux sociaux.

"Si j'étais Elon, j'observerais tout ça de très près", affirme Katie Harbath, directrice des affaires internationales à Duco Experts et ancienne directrice stratégique à Meta.

Dourov cherche depuis plusieurs années à se distancier de sa Russie natale, qualifiant de *"complotisme"* les spéculations selon lesquelles il resterait redevable au Kremlin, dans la mesure où les dirigeants de Moscou se servent énormément de Telegram. Les parlementaires russes ont estimé que cette arrestation était motivée par des considérations politiques, ce qu'a réfuté le président français, Emmanuel Macron.

Avant sa mise en examen, Dourov arrivait de Bakou, en Azerbaïdjan, où Poutine se trouvait au même moment. Moscou a déclaré que les deux hommes ne s'étaient pas vus. Telegram a fait savoir que son PDG n'avait *"rien à cacher"*.

Aleksandra Urman, une chercheuse à l'université de Zurich qui a étudié l'extrémisme sur ce réseau, détaille : *"Il a refusé de choisir le gouvernement autoritaire de Russie. Mais il a aussi tenté de s'opposer à toute modération et de ne communiquer aucune donnée aux gouvernements [démocratiques], quels qu'ils soient."*

Des spécialistes de la protection de l'enfance ont réagi à l'arrestation de Dourov en appelant à davantage de mesures gouvernementales pour garantir la sécurité sur Internet à l'échelle mondiale. *"Reste une seule question : pourquoi le ministère de la Justice américain n'est-il pas mobilisé?"* interroge Benjamin Bull, directeur juridique du Centre national sur l'exploitation sexuelle, une association installée aux États-Unis.

Ce coup de projecteur *"mettra à l'épreuve les entreprises, qui devront déterminer quelle résistance opposer aux institutions qui exigent d'elles de retirer des contenus,* estime Sriram Krishnan, investisseur au [fonds américain de capital-risque] Andreessen Horowitz. *Si vous êtes un cadre intermédiaire dans une entreprise et que vous pouvez être arrêté à tout moment à la descente de l'avion, ça va refroidir l'atmosphère."*

—***Hannah Murphy et Adrienne Klasa,*** *publié le 28 août*

Contexte

CE QU'ON LUI REPROCHE

Mercredi 28 août, Pavel Dourov, fondateur et dirigeant de la messagerie instantanée et plateforme Telegram, a été mis en examen par le tribunal judiciaire de Paris. Diverses infractions lui sont reprochées, parmi lesquelles : *"complicité d'administration d'une plateforme en ligne pour permettre une transaction illicite, en bande organisée"* et *"refus de communiquer, sur demande des autorités habilitées, les informations ou documents nécessaires pour la réalisation et l'exploitation des interceptions autorisées par la loi"*.

Il a été placé sous contrôle judiciaire avec notamment l'obligation de remettre un cautionnement de 5 millions d'euros, l'obligation de pointer au commissariat deux fois par semaine et l'interdiction de quitter le territoire français. Il avait été interpellé et placé en garde à vue quatre jours plus tôt à l'aéroport du Bourget, à côté de Paris, à la descente de son jet privé en provenance d'Azerbaïdjan.

← *Dessin de* **Luis Grañena** *paru dans* **El País,** *Madrid.*

Ce qui effraie les gouvernements

Telegram est devenu le repaire des extrémistes, des complotistes et autres fauteurs de troubles. Petit guide pour tout comprendre à cette application de messagerie créée en 2013 par les frères Pavel et Nikolaï Dourov.



—**Bloomberg,** *extraits* (*New York*)

L'application de messagerie Telegram est devenue l'épicentre des activités extrémistes en ligne, que ce soit pour diffuser des théories du complot ou pour organiser des émeutes. Le service, lancé en 2013, est l'une des applications les plus téléchargées au monde. Avec son mode de conversation secrète, Telegram a créé un espace de discussion libre dans les pays sous régime autoritaire. Mais son manque d'empressement à modérer les contenus l'a mis dans le collimateur des gouvernements désireux de mettre un terme aux activités criminelles et à la diffusion de fausses informations susceptibles de déstabiliser leur société.

Ainsi, le 24 août, les autorités françaises ont arrêté son PDG, Pavel Dourov, accusé de ne pas avoir pris les mesures nécessaires pour empêcher l'utilisation de Telegram à des fins criminelles, notamment pour la diffusion de contenu pédopornographique. L'entreprise s'est défendue dans un communiqué où elle affirme respecter les lois européennes.

TELEGRAM, C'EST QUOI ?

C'est un service de messagerie instantanée qui a des airs de WhatsApp, mais avec des fonctions supplémentaires semblables à celles que l'on trouve sur X ou Facebook. Telegram est utilisé par des centaines de millions de personnes à travers le monde comme un outil de communication quotidien simple.

Les utilisateurs peuvent également y publier des stories, créer des groupes de discussion ou ce que l'on appelle des chaînes. Certaines de ces chaînes finissent par attirer des millions d'abonnés et deviennent des lieux d'information influents.

Les nouveaux utilisateurs doivent s'engager à ne pas envoyer de pourriels, à ne pas procéder à de l'hameçonnage, à ne pas promouvoir la violence et à ne pas publier de contenu pornographique illégal. Mais, dans la pratique, la modération des contenus est moins poussée que sur les grands réseaux sociaux américains, même si les modérateurs y suppriment en général tous les appels explicites à la violence.

Les utilisateurs peuvent publier des stories, créer des groupes de discussion ou ce que l'on appelle des chaînes.

POURQUOI TELEGRAM EST-IL UN OUTIL AUSSI PUISSANT POUR LES EXTRÉMISTES ?

Sur Telegram, les contenus ne sont pas présentés aux utilisateurs en fonction de leur historique d'activités, comme c'est le cas sur d'autres plateformes comme X, TikTok ou Facebook.

Il n'en reste pas moins que les discours haineux et les fausses informations peuvent vite y devenir viraux, notamment parce que les utilisateurs peuvent facilement "crossposter" [publier à l'identique] leur contenu sur plusieurs chaînes simultanément. Par exemple, les abonnés à une chaîne rassemblant des partisans du candidat à la présidence des États-Unis Donald Trump peuvent ainsi être la cible de complotistes, qui y affichent des liens vers leurs propres chaînes au contenu politique plus agressif. En suivant ces liens, ces personnes peuvent donc se retrouver en contact avec des utilisateurs plus radicaux, aux discours plus extrêmes.

POURQUOI TELEGRAM PRÉOCCUPE-T-IL AUTANT LES GOUVERNEMENTS ?

Parce qu'il s'avère très difficile de traquer les extrémistes qui rejoignent la plateforme pour y envoyer des informations fausses ou séditieuses directement à des particuliers ou dans des salons vocaux et sur des chaînes.

Les forces de l'ordre peuvent plus facilement faire pression sur le groupe Meta, le propriétaire de Facebook et de WhatsApp, pour qu'il collabore avec elles pour identifier les utilisateurs menant des activités illégales, étant donné que c'est une société cotée en Bourse dont le siège social se trouve aux États-Unis. En revanche, dans le cas de Telegram, elles sont beaucoup plus démunies, l'entreprise étant installée à Dubaï.

En outre, les titulaires de comptes prorusses se montrent particulièrement actifs sur Telegram pour diffuser de fausses informations visant à saper le soutien apporté à l'Ukraine. La messagerie est également utilisée par des agents du service de renseignements russe pour recruter de petits délinquants afin de commettre des actes de sabotage dans les capitales européennes. Mais Telegram est aussi utilisé par de nombreux Ukrainiens, parmi lesquels le président, Volodymyr Zelensky.

L'arrestation de Pavel Dourov marque un tournant pour le site, qui résistait depuis des années aux demandes de nettoyage des contenus malveillants. La police judiciaire française a interrogé le dirigeant dans le cadre d'une affaire ouverte par la section de lutte contre la cybercriminalité du cabinet de la procureure de Paris. L'enquête porte sur toute une série d'accusations : il est notamment reproché à

900

MILLIONS D'UTILISATEURS. C'est le nombre avancé par Pavel Dourov dans une interview accordée au **Financial Times** en mars. Mais depuis, ce chiffre a sans doute évolué, car l'application de messagerie a connu un pic de téléchargements après l'arrestation de son patron, le 24 août, par les autorités françaises, rapportait le 26 août le site **Techcrunch.** Cela a permis à Telegram d'atteindre temporairement la deuxième position du classement des réseaux sociaux de l'App Store américain et d'augmenter ses téléchargements mondiaux sur iOS de 4 % en deux jours. En France, l'application avait pris la première place dans la catégorie réseaux sociaux sur l'App Store, devenant la troisième application au classement général, rapportait encore le site.



← *Arrestation du patron de Telegram. "Voilà notre paywall à nous..." "... c'est ce qu'on appelle la loi!" Dessin de* **Chappatte** *paru dans* **The Boston Globe,** *États-Unis.*

Pavel Dourov d'avoir refusé d'aider les autorités à procéder à des écoutes téléphoniques de suspects autorisées par la loi, et à sa plateforme d'avoir permis la vente de contenus montrant des abus sexuels sur mineurs, a indiqué le gouvernement.

Telegram a qualifié ces accusations d'"*absurdes*" dans une déclaration faite après l'arrestation de son PDG.

QUEL RÔLE A JOUÉ TELEGRAM DANS LES ÉMEUTES AU ROYAUME-UNI ?

Telegram a servi à fomenter et à coordonner les émeutes anti-immigration au Royaume-Uni au début du mois d'août.

À la suite du meurtre de trois jeunes filles à Southport, dans le nord de l'Angleterre, le 29 juillet, des chaînes Telegram ont été utilisées par des extrémistes pour attiser la haine contre les musulmans, partager des informations sur les lieux et les cibles des actions, et diffuser des conseils pratiques pour les émeutiers novices, selon une étude menée par l'Institute for Strategic Dialogue, un groupe de réflexion sur la lutte contre l'extrémisme, qui a son siège à Londres.

Le groupe de réflexion a analysé seize grandes chaînes et groupes Telegram *"publiant, hébergeant et relayant activement des contenus anti-musulmans et antimigrants liés aux émeutes"*. Il a par ailleurs constaté que six chaînes créées exprès pour les émeutes avaient été retirées de la plateforme les 5 et 6 août.

En chiffres

TELEGRAM, UNE JEUNE ENTREPRISE

Date de création : 2013
Fondateurs : Nikolaï et Pavel Dourov
Propriétaire : Pavel Dourov
Siège social : Dubaï
Nombre d'employés : 50 (dont 30 ingénieurs)
Nombre d'utilisateurs : plus de 900 millions (dont environ 41 millions en Europe)

Situation financière en 2023
Chiffre d'affaires : 342 millions de dollars
Pertes : 173 millions de dollars (après impôts)
Actifs numériques détenus (toncoins) : près de 400 millions de dollars
Montant des emprunts arrivant à échéance en 2026 : 2,4 milliards de dollars

La plateforme Telegram s'est mise à tisser des liens inextricables avec les cryptomonnaies, et a émis sa propre *initial coin offering*.

Interrogé sur le rôle de l'application dans les émeutes britanniques, un porte-parole de Telegram a affirmé que ses modérateurs *"surveillaient activement la situation et supprimaient les chaînes et les messages contenant des appels à la violence"*. Cela passe en particulier par un contrôle direct des parties publiques de la plateforme, le recours à des outils d'intelligence artificielle et la prise en compte des signalements effectués par des utilisateurs, a précisé le porte-parole. Le Premier ministre britannique, Keir Starmer, a néanmoins réagi en promettant de sévir contre les plateformes de réseaux sociaux qui ont contribué à mettre le feu aux poudres lors des troubles.

COMMENT EST NÉ TELEGRAM ?

Telegram a été créé par Pavel Dourov, un homme d'affaires russe, et son frère, Nikolaï, un programmeur et mathématicien. Ils ont d'abord fait fortune en créant le réseau social russe VKontakte en 2006. Puis Pavel a fui le pays et vendu sa participation dans VKontakte. C'est à cette époque qu'il a eu l'idée de fonder Telegram, avec l'aide de Nikolaï, qui a développé les systèmes de transfert de données de la plateforme. Pavel Dourov, que l'on surnomme parfois le "Mark Zuckerberg russe", continue de vivre volontairement en exil. Il fait souvent la une des journaux en raison de sa fortune, estimée à plus de 10 milliards de dollars [environ 9 milliards d'euros].

Par ailleurs, la plateforme s'est mise à tisser des liens inextricables avec les cryptomonnaies. Elle a du reste émis sa propre *initial coin offering* [ICO, "première offre de jetons numériques", en français] en 2018, intitulée "Telegram Open Network".

COMMENT TELEGRAM GAGNE-T-IL DE L'ARGENT ?

En 2020, Pavel Dourov a annoncé son intention de monétiser la plateforme, qui ne lui aurait rien rapporté depuis sa création. Une version par abonnement, Telegram Premium, a donc vu le jour en 2022.

En contrepartie du versement d'une certaine somme, les utilisateurs peuvent bénéficier d'une formule améliorée de Telegram, avec notamment des téléchargements plus rapides et la possibilité d'envoyer des fichiers plus volumineux.

Elle a également mis en place un système de récompense, qui permet aux créateurs de contenu de conserver 50 % des revenus générés par la publicité sur leurs chaînes. Toutefois, la plateforme reste en grande partie financée par les fondateurs eux-mêmes.

—***Eleanor Thornber et Jeff Stone,***
publié le 26 août

Repères

Crimes et délits

●●● Les figures fantasques sont l'apanage de la tech, mais rares sont celles à être passées par la case prison, comme Pavel Dourov. Certes, le patron de Telegram a tout d'un *"mystérieux magnat globe-trotteur, avec la prodigalité d'un Mark Zuckerberg, le style de vie étrange d'un Jack Dorsey et la veine libertaire d'un Elon Musk"*, brocarde **CNN,** mais les créateurs de Facebook, X (ex-Twitter) et Tesla, eux, n'ont pas été arrêtés par la police.
Certes, *"le Brésil a brièvement emprisonné des responsables de Meta, l'entreprise se disant incapable de récupérer le contenu de messages WhatsApp entièrement cryptés"*, souligne **The Washington Post.** Et l'Inde comme la Russie ont menacé d'arrêter des représentants de X, Google ou Apple.
Le patron de Telegram *"rejoint ainsi la liste limitée des personnalités du monde de la tech inculpées pour des délits commis par des utilisateurs de leurs services"*, constate **The New York Times.** Le fondateur et ex-patron de Binance, Changpeng Zao, *"a plaidé coupable l'année dernière des accusations de blanchiment d'argent aux États-Unis sur sa plateforme de cryptomonnaies"*. Ross William Ulbricht a été condamné en 2015 à la perpétuité pour avoir créé Silk Road, une place de marché de la criminalité du dark web.
Comme pour la figure du téléchargement illégal Kim Dotcom, traqué par le FBI pour sa plateforme Megaupload, les autorités justifient généralement les arrestations parce que *"ces plateformes n'existeraient même pas en dehors de leurs activités criminelles"*, souligne **The Guardian.**
Ce n'est pas le cas de Telegram, avec ses 900 millions d'utilisateurs qui ne sont pas tous d'affreux pédophiles et trafiquants.

Opinion

Start-up nation or not?

●●● *"S'il n'est pas inculpé, ce sera un coup de théâtre. [Les autorités] auront fait de Dourov un martyr, ce qui améliorera son image et sapera la capacité de la France à attirer les talents et investissements de la tech – sans parler de ses ambitions en matière d'IA"*, écrit Reed Albergotti dans la lettre d'information **Semafor Tech** après la mise en examen du PDG de Telegram. Après avoir souligné les efforts de la France pour devenir la "start-up nation", le journaliste ajoute : *"La tech française bataille constamment pour que le pays soit plus accueillant pour les entrepreneurs. L'arrestation de Dourov ne fera que contrarier cet objectif."*



L'appli de toutes **les horreurs**

Pédocriminalité, trafic de drogue, terrorisme… Ce journal russe en exil s'est intéressé aux spécificités et aux failles de Telegram qui ont permis à divers groupes criminels et terroristes de s'y retrouver et de s'y exprimer en toute liberté.

—**Novaïa Gazeta Europe,** *extraits (Riga)*

La politique de confidentialité de Telegram a pour principe de ne pas intervenir dans les conversations ou les groupes privés, et ses modérateurs ne peuvent supprimer des contenus que sur les chaînes publiques. Il n'y a donc aucun mécanisme permettant d'éviter la diffusion de contenus illégaux dans des échanges privés. Les criminels profitent ainsi de la confidentialité de communications qui ne sont pas soumises au contrôle de l'application : les utilisateurs du dark web peuvent créer des chaînes privées et des groupes pour proposer à la vente des armes et de faux documents d'identité. En règle générale, ils postent simplement des publicités avec des photos et des liens qui renvoient sur le dark web, où il est possible de payer en cryptomonnaie.

Telegram a déjà été épinglé à ce sujet – la plateforme a été supprimée de l'App Store pendant vingt-quatre heures en 2018 pour sa complaisance à l'égard de la pédopornographie. Dourov a assuré à Apple qu'il allait prendre des mesures, et l'appli a de nouveau pu être téléchargée dès le lendemain, une fois les contenus incriminés retirés.

Cela ne veut pas dire pour autant qu'il n'y a plus de contenus pédopornographiques sur Telegram. Le média en ligne indien *The Print* a révélé en juillet que Telegram avait bloqué plus de 2 000 chaînes et groupes publics qui diffusaient des images d'agressions d'enfants. Mais cette mesure n'empêche en aucun cas les pédocriminels de créer de nouvelles chaînes pour remplacer les anciennes ou de partager des contenus dans des conversations ou des chaînes privées.

Parfois, des plateformes commerciales entières proposant des marchandises et des services illégaux sont mises en place sur Telegram. En 2021, des spécialistes de la cybersécurité de NortonLifeLock, qui fait désormais partie de Gen Digital, ont découvert des chaînes privées où l'on pouvait acheter des faux vaccins contre le Covid, des infos bancaires, mais aussi des réseaux de milliers de robots. Des groupes du même genre offraient des services permettant aux utilisateurs de lancer des cyberattaques contre des sites Internet et des programmes permettant à des particuliers de pirater des sites eux-mêmes.

Les narcotrafiquants sont également très actifs sur Telegram. Selon le Bureau de lutte contre les stupéfiants de Singapour, de nombreuses transactions ont lieu en ligne. Grâce à la popularité de l'appli, c'est l'endroit idéal pour que les vendeurs trouvent de nouveaux acheteurs et écoulent leur marchandise en toute confidentialité.

Telegram et terrorisme. Les auteurs du massacre du Bataclan, en 2015, avaient également préparé leurs attaques via des conversations privées sur Telegram. Depuis, l'appli a joué un rôle non négligeable dans l'organisation de certaines des attaques terroristes les plus meurtrières de notre époque.

Telegram est en effet l'appli préférée de l'État islamique pour recruter de nouveaux membres. Les terroristes qui ont perpétré l'attentat du

“Nous vivons dans un monde dans lequel la technologie est incontournable.”

Pavel Dourov, FONDATEUR DE TELEGRAM

45

MILLIONS DE PERSONNES. C'est le seuil d'utilisateurs dénombrés dans l'Union européenne au-delà duquel une nouvelle législation impose aux réseaux sociaux de modérer plus sévèrement les contenus partagés. Telegram est près d'atteindre ce seuil, indique **Novaïa Gazeta.** Selon le site russe en exil, le nombre d'utilisateurs de Telegram dans l'UE se situerait autour de 42 millions de personnes. Un chiffre qui remet d'autant plus l'entreprise dans le viseur de l'Union, indique le site.

CARTOON MOVEMENT

Crocus City Hall, près de Moscou, en mars, avaient été contactés par ce moyen.

Selon l'Institut de recherche des médias du Moyen-Orient (Memri), un grand nombre de djihadistes ont délaissé leurs anciens canaux de communication pour passer sur Telegram et profiter de ses chaînes privées. En effet, même au sein des canaux publics accessibles sur le service de messagerie, un grand nombre d'entre eux sont directement liés à des terroristes.

Interrogé dans l'émission phare de CBS *60 Minutes* en 2016, Dourov s'était défendu de vouloir soutenir les terroristes, avant d'ajouter : *"Nous vivons dans un monde dans lequel la technologie est incontournable, et il est impossible à ce stade de les arrêter."*

L'utilisation de Telegram à des fins terroristes a encore fait la une des journaux après l'attaque du Hamas contre Israël, le 7 octobre. Le Hamas utilisait la messagerie pour distribuer sa propagande et des contenus antisémites, selon *The Times*, et il a fallu attendre le 24 octobre, soit dix-sept jours après le massacre, pour que la chaîne officielle du Hamas soit bloquée.

Depuis qu'Instagram et Facebook bloquent les responsables politiques russes, Telegram est devenu leur réseau social préféré.

Telegram héberge également un nombre incalculable de chaînes associées à des groupes extrémistes. Début 2022, Telegram a bloqué plusieurs groupes d'extrême droite américains qui expliquaient en détail comment fabriquer des armes et des bombes chez soi.

Selon *Vox*, les partisans de Donald Trump utilisent les canaux privés de Telegram pour diffuser des manifestes sur la supériorité de la race blanche et lancer des appels au meurtre de musulmans. Ces canaux privés n'ayant d'existence que pour leurs membres, il est impossible de déposer plainte contre eux.

Telegram est aussi l'une des messageries de prédilection des extrémistes en Russie, notamment ceux du mouvement misogyne appelé "État viril", emmené par Vladislav Pozdniakov, et qui compte actuellement plus de 300 000 abonnés – bien que sa première chaîne ait été bloquée en octobre 2021.

Dourov fait tout pour cultiver une image de neutralité politique et ne prend pas parti dans les conflits politiques ou militaires. Il est connu pour avoir refusé de livrer aux services de renseignements russes des données personnelles sur certains militants ukrainiens participant aux manifestations de l'Euromaïdan, à Kiev, en 2013 et 2014, époque à laquelle il était PDG du réseau social Vkontakte. Mais beaucoup de choses ont changé depuis.

Telegram est devenu l'un des principaux relais de la propagande russe depuis l'invasion de l'Ukraine, en février 2022, et le réseau ne bloque pas les chaînes des médias en faveur du Kremlin, les "correspondants Z", ni les journalistes de guerre qui se servent de cette plateforme pour justifier le conflit.

Depuis qu'Instagram et Facebook bloquent les responsables politiques russes, Telegram est devenu leur réseau social préféré. Ainsi, le président tchétchène, Ramzan Kadyrov, compte 2 millions d'abonnés à sa chaîne. C'est également sur Telegram que feu le chef de la milice Wagner, Evgueni Prigojine, postait ses messages critiquant l'état-major russe et qu'il a annoncé sa désastreuse *"marche pour la justice"* sur Moscou, l'an dernier.

Confidentialité sacrée. La messagerie de Dourov aide activement le Kremlin à diffuser sa version des choses et a témoigné d'une certaine bonne volonté, notamment en bloquant les chatbots des services de sécurité et de renseignements ukrainiens. La chaîne du groupe The Way Home, qui milite pour la démobilisation et le retour des réservistes russes, a également été présentée comme *"fausse"* par le réseau alors qu'elle est parfaitement authentique.

Officiellement, Telegram n'a pas choisi de camp et respecte les sanctions européennes contre la Russie en veillant à ce que les chaînes pro-Kremlin ne soient pas visibles aux utilisateurs européens. À noter également que le réseau est très populaire en Ukraine : selon l'Institut international de sociologie de Kiev (Kiis), Telegram est la première source d'information de 44 % des Ukrainiens.

D'ailleurs, pour les spécialistes du Centre d'analyse des politiques européennes (Cepa), installé à Washington, les Ukrainiens prennent des risques en utilisant Telegram, parce que ses dirigeants pourraient être complices des autorités russes. Cela étant, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, et le Parlement ukrainien, la Rada, ont tous les deux des comptes officiels sur ce réseau.

Telegram a toujours rapidement répondu aux plaintes des diverses autorités nationales. En 2017, Dourov avait créé un groupe de modérateurs pour l'Indonésie afin de retirer tous les contenus liés au terrorisme, et, quelques années plus tard, Telegram a bloqué plus de 60 chaînes en Allemagne diffusant de fausses informations sur l'épidémie de Covid.

La société respecte également le règlement européen sur les services numériques (DSA), adopté en octobre 2022. Ce texte prévoit un renforcement de la modération et de la coopération officielle avec les agences européennes chargées de l'application de la loi. Après l'arrestation de Dourov, Telegram a déclaré être en conformité avec la loi et les critères de modération européens.

Un fait demeure néanmoins, c'est le refus répété de Telegram de livrer à des tiers des données cryptées issues de chaînes ou de conversations privées au nom de la confidentialité des données des utilisateurs, que l'entreprise juge *"sacrée"*. Reste à savoir si ce credo survivra à l'arrestation de Dourov.

—**Sofya Kanevskya**, *publié le 28 août*

← *Dessin de* **Stellina**, *Taïwan.*

Décryptage

UN CITOYEN ÉMIRATI

Sitôt l'arrestation du PDG de Telegram connue, les autorités émiraties ont fait savoir qu'elles suivaient l'affaire de près, rapporte le site d'information *Al-Monitor*, depuis Washington. Installé à Dubaï depuis 2017 afin d'y développer sa messagerie instantanée, Pavel Dourov a obtenu la nationalité émiratie en 2021, l'année où il a été naturalisé français. En principe, les Émirats arabes unis n'autorisent pas la double nationalité, mais cette année-là la législation a été modifiée en faveur des personnes *"disposant d'un niveau d'investissement élevé et de compétences particulières"*, précise *Al-Monitor*. *"Les Émirats profitent de cette affaire pour montrer qu'ils protègent leurs citoyens où qu'ils se trouvent"*, analyse Marco Mossad, chercheur au Middle East Policy Council. Objectif : continuer à attirer des talents.



Sa faute ? Être né russe

La mise en examen du fondateur de Telegram à Paris a été suivie de très près par les médias russes, d'autant que la messagerie est utilisée par l'armée.

Pavel Dourov est sorti victorieux du combat avec les Français", clamait, après la fin de la garde à vue du fondateur de Telegram, Elena Karaeva, chroniqueuse pour l'agence officielle **Ria Novosti.** Dans un éditorial au vitriol, elle affirme que les *"flics"* (en français dans le texte) parisiens, habitués à traiter avec *"la lie de la société"*, ne savaient tout simplement pas à qui ils avaient affaire. Selon la chroniqueuse, de tous les griefs qui lui sont reprochés par la France, le principal est qu'il est *"né en Russie"*.

Le commentateur politique de **Gazeta.ru** estime, quant à lui, que le fondateur de Telegram s'est *"trompé d'époque"*, et c'est bien en cela que réside son *"erreur"*. Côté officiel, alors que plusieurs personnalités de second rang ont enfourché le cheval de bataille du Russe persécuté, le Kremlin est resté d'une grande prudence. Son porte-parole, cité par l'agence officielle **Interfax,** attend que la situation *"s'éclaircisse"*.

Entre-temps, un vent de panique a soufflé sur les utilisateurs russes de Telegram, certains n'hésitant pas à s'alarmer que Pavel Dourov ait certainement *"remis les clés"* de son application aux services français, et qu'il en soit fini de la sécurité des échanges. Margarita Simonian, la directrice de la chaîne de télévision **RT,** principal vecteur de la propagande russe à l'étranger, a même appelé les fonctionnaires à *"immédiatement effacer"* toute trace de leur activité sur Telegram. La chaîne **Telegram Baza,** proche des autorités, affirme que plusieurs responsables de l'armée et des services de sécurité, ainsi que certains hommes d'affaires russes, ont d'ores et déjà été sommés de ne plus utiliser l'application de Pavel Dourov.

De fait, rappelle la correspondante de **Politico** à Kiev, si vent de panique il y a eu en Russie, c'est parce que *"Telegram est largement utilisé par l'armée russe"*. *"C'est presque comme s'ils avaient arrêté le directeur de la communication de l'armée russe"*, a commenté le blogueur militaire russe Povernutie na Z Voine dans un communiqué diffusé sur Telegram et cité par *Politico*.

En raison de problèmes pour déployer son propre système de communication sécurisé, l'armée utilisait donc Telegram. L'arrestation de Pavel Dourov risque donc de l'inciter à *"accélérer le développement d'un système de communication indépendant"*.

—**Courrier international**

Le vrai-faux cryptage de **Telegram**

Présentée comme sécurisée, la messagerie instantanée n'est pourtant pas chiffrée de bout en bout comme le sont WhatsApp, Signal et iMessage.



↙ *Dessin de* **Kik**, *Pays-Bas.*

CARTOON MOVEMENT

Telegram s'est construit sur la promesse d'un chiffrement d'un bout à l'autre des échanges. Son fondateur, Pavel Dourov, décrivait l'application comme plus *"sécurisée"* que les autres, laissant entendre que Signal ou WhatsApp *"avaient été piratés par le gouvernement américain et que seuls les protocoles de cryptage indépendants de Telegram étaient réellement dignes de confiance"*, explique le chercheur en cryptographie Matthew Green. Pavel Dourov affirmait encore en mai dernier sur Telegram fournir le *"seul moyen de communication grand public à la confidentialité avérée"*. Pour l'universitaire, cette présentation est *"néfaste à la fois pour les journalistes et pour les utilisateurs"*.

Car Telegram *"n'est pas chiffrée de bout en bout"*, rappelle **The Guardian,** contrairement à ses concurrents WhatsApp (propriété de Meta), Signal (qui appartient à une fondation) ou iMessage (propriété d'Apple), des messageries *"conçues pour empêcher toute autre personne que le destinataire de lire le contenu"*, y compris *"les entreprises qui gèrent ces plateformes et les forces de l'ordre qui pourraient solliciter leur aide"*. Comme un courrier postal n'est pas lu par la poste, un message échangé sur une messagerie cryptée ne peut pas être déchiffré par Meta, Signal ou Apple. Sauf si les plateformes y ont placé une *backdoor*, une porte dérobée qui permet d'accéder aux données sans que l'utilisateur en ait connaissance.



Telegram propose bien un chiffrement de bout en bout, mais uniquement si l'on choisit *"l'option facultative peu utilisée 'nouvel échange secret'"*, rappelle le journaliste tech du quotidien britannique. Certes, la messagerie instantanée est devenue populaire en s'appuyant sur cet argument, mais, dans la pratique, elle est aussi largement utilisée pour ses groupes de discussion, les "chaînes", qui peuvent accueillir jusqu'à 200 000 personnes – et ne sont pas protégés par des clés de chiffrement.

Une enquête de **Wired** avait d'ailleurs relevé l'an passé la curieuse façon dont de nombreux dissidents russes avaient *"vu leurs comptes Telegram apparemment surveillés ou compromis"* et se retrouvaient devant les tribunaux, *"leur activité sur Telegram utilisée contre eux"*. Jusqu'aux prétendus *"échanges secrets"*, qui *"se déroulaient de manière étrange, comme si une tierce partie les écoutait"*.

Le chiffrement est *"depuis longtemps un sujet de friction entre les gouvernements du monde entier et les entreprises de la tech"*, rappelle **The New York Times.** *"La messagerie cryptée est cruciale pour préserver la vie privée en ligne"*, revendiquent-elles. *"La technologie permet des comportements illicites en cachant des activités illégales"*, font valoir, de leur côté, les forces de l'ordre.

De fait, la massification des usages pousse les régulateurs à remettre en cause le droit au secret des communications. Partout dans le monde, les opérateurs de communication fournissent sur demande des autorités les données de connexion (adresse IP, géolocalisation, durée des échanges…). L'interception des communications, elle, reste l'exception.

L'Union européenne réfléchit à *"une nouvelle loi qui obligerait les services de messagerie à rechercher photos et liens pour identifier d'éventuels contenus d'abus sexuels sur mineurs"*, explique le quotidien américain. Mais le terrain est miné. Et la Cour européenne des droits humains a rappelé, dans un arrêt du 13 février, que les *"solutions techniques permettant de sécuriser et de protéger la confidentialité des communications électroniques, y compris les mesures de chiffrement, contribuent à garantir la jouissance d'autres droits fondamentaux, tels que la liberté d'expression"*.

Les dirigeants de la Big Tech *"suivront donc de près l'affaire Dourov"*, avance la **Süddeutsche Zeitung.** Car, s'il perd, *"eux non plus ne seront plus intouchables"*.

—***Courrier international***

À lire aussi

De l'usage de WhatsApp dans les démocraties

Un article du **New Statesman,** qui s'inquiète de l'usage de plus en plus important des messageries au sein des institutions démocratiques, notamment à la tête des États. Au-delà de la sécurité des communications, *"ce qui est en jeu, c'est aussi la manière dont les grandes décisions peuvent être prises dans l'instant. À mesure que les discussions passent de la salle de réunion au groupe de discussion et à son espace virtuel, elles entrent dans une zone moins officielle, aux frontières éthiques plus floues."* **Un article à lire dans ce numéro, pages 52-53.**

Contexte

La revanche des régulateurs

●●● Le 30 août, deux jours après la mise en examen à Paris de Pavel Dourov, un juge brésilien a ordonné la suspension *"immédiate, complète et intégrale"* de X dans le plus grand pays d'Amérique latine. Motif : la plate-forme n'a pas répondu à l'injonction qui lui avait été faite de nommer un représentant légal au Brésil. *"Les régulateurs ne plaisantent plus"*, constate **The Washington Post.**
Les deux affaires impliquent des gouvernements démocratiques qui perdent patience face à des magnats de la tech libertariens *"qui ont fait un pied de nez – sans doute un de trop – aux autorités"*, analyse le quotidien américain. Intervenant quelques mois après l'adoption par le Congrès américain d'une loi susceptible de conduire à une interdiction de TikTok aux États-Unis, ces mesures de répression annoncent la *"fin d'une époque"*. Celle où les géants de la tech jouissaient d'une liberté totale pour façonner le Net *"et d'une présomption d'immunité quant aux conséquences dans le monde réel"*.
Faut-il craindre un tournant répressif ou se féliciter d'une réaffirmation de l'état de droit dans l'univers numérique? Les accusations portées en France contre Dourov *"laissent penser que le pays pourrait criminaliser le chiffrement"*, et l'ordonnance du juge brésilien contre X *"paraît cibler les réseaux sociaux privés"*. Or ces deux outils sont essentiels pour garantir la confidentialité en ligne *"et ils ont de nombreuses utilisations au-delà de Telegram et de X"*, met en garde le *Washington Post.*
Certes, Telegram est un refuge pour les extrémistes de tout poil, les théoriciens du complot et les cybercriminels, mais le réseau est aussi, à Hong Kong ou en Iran, un outil précieux pour les militants prodémocratie, plaide Natalia Krapiva, juriste de l'organisation américaine de défense des droits numériques Access Now. Selon elle, des mesures de modération des contenus plus strictes *"porteraient préjudice en premier lieu à la société civile"*, explique-t-elle sur le site de la **Deutsche Welle.**
Mais pour Jan Penfrat, du réseau European Digital Rights, *"il est grand temps"* de soumettre Telegram aux règles définies en matière de transparence et de lutte contre la désinformation, la haine en ligne ou la pédopornographie par le Digital Services Act (DSA) adopté en 2022 par le Parlement européen. Elles sont particulièrement strictes pour les plates-formes qui ont plus de 45 millions d'utilisateurs actifs. Pavel Dourov prétend qu'en Europe son réseau en a seulement 41 millions. L'enquête en cours porte aussi sur cette question.

d'un continent à l'autre.

afrique



Algérie. Une présidentielle cadenassée



FOCUS

Cinq ans après le Hirak et le soulèvement démocratique de sa société civile, l'Algérie se prépare sans grand enthousiasme au scrutin du 7 septembre. À coups de subterfuges politiques et liberticides, Abdelmadjid Tebboune, le président sortant, a tout fait pour assurer sa réélection.



—**Middle East Eye,** *extraits* (*Londres*)

Après des mois d'attente, l'Autorité nationale indépendante pour les élections (Anie) a enfin publié [le 25 juillet] la liste des candidats autorisés à se présenter à l'élection présidentielle algérienne.

L'actuel chef de l'État, Abdelmadjid Tebboune, affrontera Youcef Aouchiche, secrétaire général du Front des forces socialistes (FFS) [parti de centre gauche et laïque, fondé par Hocine Aït Ahmed], et Abdelaali Hassani Cherif, président du Mouvement de la société pour la paix (MSP, islamiste).

Treize prétendants, souvent peu connus du grand public, ont été disqualifiés. La plupart ont été recalés faute d'avoir recueilli le nombre de parrainages nécessaires prévu par la loi électorale. La collecte de signatures est souvent un véritable casse-tête pour les candidats. Ils doivent recueillir celles de 600 élus ou de 50 000 électeurs, équitablement répartis sur 29 wilayas (départements). Comme l'explique Naim Khemmar, militant de l'Union pour le changement et le progrès (UCP) : *"Les citoyens redoutent des représailles s'ils accordent leur signature à un candidat d'opposition, d'autant plus que la signature est maintenant numérique."*

Une autre postulante écartée, Saïda Neghza, présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes, a accusé la commission électorale de *"fraude"* et annoncé qu'elle déposerait un recours.

> **Les partis politiques, les journalistes et les militants dénoncent un verrouillage de l'espace politique.**

Son recours, comme ceux d'autres candidats malheureux, a été rejeté par la Cour constitutionnelle.

Le 4 août, quelques jours à peine après la décision de la plus haute autorité judiciaire algérienne, trois prétendants à la fonction suprême – Saïda Neghza, Belkacem Sahli, [secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine et] ancien ministre de Bouteflika, et Abdelhakim Hamadi, candidat indépendant – ont été accusés d'avoir *"acheté des signatures"* et placés sous contrôle judiciaire.

Le nombre relativement important de prétendants ne reflète pas exactement la réalité du contexte politique algérien. Les partis politiques, les journalistes et les militants dénoncent un verrouillage de l'espace politique et médiatique.

Alors que seuls le chef de l'État et les hauts responsables ont accès aux principaux médias, des dizaines de poursuites judiciaires et de peines de prison ont été prononcées à l'encontre de citoyens de tous ordres, parfois pour de simples publications sur les réseaux sociaux.

Cette répression généralisée a asphyxié le paysage politique, dissuadant de nombreux Algériens de s'aventurer sur la scène politique en dépit de la formidable mobilisation populaire qui, il y a cinq ans, a poussé Bouteflika à la démission.

L'élection à venir ne devrait donc réserver que peu de surprises. *"Les trois candidats à la présidentielle représentent peu ou prou les trois grandes tendances idéologiques de la société algérienne"*, explique Nacer Djabi, professeur de sociologie politique.

Faction nationaliste. Le favori est l'actuel président. Abdelmadjid Tebboune, 78 ans, se présente comme *"candidat indépendant"*, alors qu'il bénéficie en réalité du soutien des partis politiques et des groupes de la "société civile" qui défendaient le président déchu [après le Hirak de 2019] Bouteflika [au pouvoir de 1999 à 2019] .

Ces formations politiques appartiennent à la faction "nationaliste et conservatrice" du pays, à commencer par le Front de

↙ *Élections algériennes. Dessin de* **Dilem** *paru dans* **Liberté**, *Alger.*

libération nationale (FLN), l'ancien parti unique issu de la guerre d'indépendance, le Rassemblement national démocratique (RND), créé en 1997 par des responsables proches du pouvoir pour soutenir l'élite dirigeante, et le Mouvement El-Bina, "Mouvement pour la construction", un parti inspiré par les Frères musulmans qui se revendique aujourd'hui nationaliste.

Candidat kabyle. Leur soutien a permis à Tebboune, qui approche de la fin de son mandat de cinq ans entamé en décembre 2019 à la suite d'une élection controversée, de recueillir un nombre impressionnant de signatures d'électeurs et d'élus locaux. Le président sortant a souligné que sa feuille de route portait essentiellement sur la *"poursuite"* de son programme actuel.

Face à lui, Youcef Aouchiche, 41 ans, est le plus jeune candidat de ce scrutin. Depuis trois ans, il est secrétaire général du FFS, le plus ancien parti d'opposition en Algérie. Malgré son expérience politique limitée, sa jeunesse constitue sans doute un atout, selon l'analyste politique Laïd Zeghlami, qui estime qu'Aouchiche *"est appelé à peser dans le jeu politique à l'avenir"*.

Depuis plusieurs années, son parti est considéré comme une force d'*"opposition responsable"* par de nombreux acteurs, notamment par les plus proches de l'establishment politique, qui tiennent à le démarquer d'autres opposants plus *"radicaux"*.

Du point de vue du gouvernement, la participation de M. Aouchiche vise à encourager les électeurs de son fief, la Kabylie – une région rebelle de langue tamazight [berbère] qui n'avait pas voté lors de l'élection présidentielle de 2019 – à se rendre aux urnes, évitant ainsi un nouveau boycott de grande ampleur.

Le troisième candidat, Hassani Cherif, 57 ans, est moins connu du grand public. Depuis 2023, il est président du MSP, un parti affilié aux Frères musulmans égyptiens, anciennement connu sous le nom de Mouvement de la société islamique (MSI). Député à l'Assemblée populaire nationale de 2007 à 2012, Hassani Cherif n'a qu'une expérience politique relativement brève. Il peut cependant compter sur le soutien des antennes locales de son parti pour doper sa campagne, axée notamment sur les *"valeurs"* de la société algérienne.

Sa candidature a surpris les observateurs de la vie politique algérienne. Son prédécesseur, Abderrazak Makri, 61 ans, était largement perçu comme le candidat naturel du mouvement. Makri se préparait à cette élection depuis plusieurs mois, et il est connu pour son charisme et son influence en Algérie et dans certains cercles internationaux.

Or, à la surprise générale, le MSP a empêché ses militants de l'investir comme candidat à la présidence, décrétant que seul le président du parti pouvait mener la course. Selon des sources concordantes, cette décision a été prise sous la pression des autorités, qui ne voulaient pas que cette personnalité populaire affronte M. Tebboune.

Avant d'être écarté de la course à la présidence, M. Makri a fait l'objet d'une interdiction de sortie du territoire à la fin de l'année dernière, sans qu'aucune explication ne lui soit fournie. Cette mesure a depuis lors été levée.

La présidentielle algérienne n'a suscité que peu d'intérêt de la part des médias, de la classe politique et du grand public. À un mois du scrutin et depuis l'ouverture officielle de la campagne, le 15 août, l'activité politique tourne au ralenti et les programmes télévisés consacrés à l'élection sont rares, voire inexistants.

"Le problème est que, pour beaucoup d'Algériens, le résultat des élections est couru d'avance," déplore Nacer Djabi. *Tout le monde sait déjà qui en sortira vainqueur"*, ajoute-t-il, faisant allusion au président sortant.

Nul ne pense en Algérie que les deux adversaires d'Abdelmadjid Tebboune puissent créer la moindre surprise ni même avoir une quelconque incidence sur l'abstention, perçue comme le seul véritable enjeu de la vie électorale algérienne.

Si certains observateurs, comme Laïd Zeghlami, attribuent la domination de Tebboune à son *"expérience"*, d'autres, comme Nacer Djabi, veulent plutôt y voir l'effet de la *"fermeture de la scène politique et médiatique"*.

> "Pour beaucoup d'Algériens, le résultat des élections est couru d'avance."
>
> **Nacer Djabi,** PROFESSEUR DE SOCIOLOGIE POLITIQUE

Cette situation a conduit certains partis politiques à boycotter purement et simplement l'élection. Le parti d'opposition Jil Jadid ("Nouvelle génération") a déclaré que, puisqu'un *"second mandat du président sortant s'impose de fait"*, il serait plus efficace de se concentrer sur les prochaines élections, en particulier sur les législatives prévues pour 2026.

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), parti d'opposition laïque, a également décidé de jeter l'éponge, estimant que *"les conditions d'un scrutin régulier"* n'étaient pas réunies. Comme de nombreux partis, le RCD juge l'Anie trop proche du pouvoir. Pour preuve, certains observateurs relèvent que l'instance électorale n'a pas sanctionné M. Tebboune lorsqu'il a désigné son ministre de l'Intérieur comme directeur de campagne, alors que ce ministère supervise l'organisation du scrutin.

Selon le politologue et avocat Ismaïl Maaraf, le scrutin est *"une solution pour le régime politique mais pas pour l'Algérie"*. Les deux autres candidats, poursuit-il, ne sont là que pour *"cautionner"* une démocratie de façade, puisque le résultat de l'élection est déjà connu d'avance.

Certains analystes ont salué l'émergence de nouvelles personnalités politiques, telles que Youcef Aouchiche et Hassani Cherif, mais Nacer Djabi, chercheur en sciences sociales, regrette que *"les partis politiques soient incapables de produire de nouvelles élites"* et que les mêmes politiciens occupent la scène depuis des décennies.

La question clé est maintenant de savoir si les Algériens se rendront effectivement aux urnes. Moins de 40 % des électeurs avaient participé à la dernière élection présidentielle de décembre 2019, dans un climat politique troublé déclenché par le mouvement de protestation du Hirak.

—Ali Boukhlef,
publié le 9 août

Repères

Une élection anticipée

●●● Le 21 mars dernier, les autorités algériennes ont annoncé avancer au 7 septembre une élection présidentielle initialement prévue en décembre. Selon la Constitution algérienne, le président de la République est élu au suffrage universel direct, pour un mandat de cinq ans, au scrutin uninominal majoritaire à deux tours. Il ne peut exercer plus de deux mandats. Pour être candidat, il faut disposer de la nationalité algérienne – tout comme son conjoint – et remplir un certain nombre d'autres conditions : être de confession musulmane, avoir 40 ans révolus au jour du scrutin, justifier d'une résidence permanente exclusive en Algérie durant un minimum de dix années précédant le dépôt de la candidature, et jouir de la plénitude de ses droits civils et politiques. L'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) a publié le 25 juillet la liste des trois candidats retenus (en en écartant treize), liste validée par la Cour constitutionnelle algérienne le 31 juillet. Il s'agit du président sortant Abdelmadjid Tebboune, 78 ans, qui se présente sous l'étiquette "indépendant", de Youcef Aouchiche, 41 ans, pour le Front des forces socialistes (FFS), et d'Abdelaali Hassani Cherif, 57 ans, du Mouvement de la société pour la paix (MSP).



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

"Froid glacial" aux portes du Sahel : rien ne va plus entre le Mali et l'Algérie. La guerre des mots s'amplifie entre Bamako et Alger après que le représentant algérien auprès de l'ONU a dénoncé l'usage de drones par l'armée malienne dans le Nord-Mali, en proie à un retour de l'insurrection touareg. Pour **Le Pays,** la querelle a des raisons profondes et anciennes, dont les racines se trouvent dans cette région limitrophe aux deux pays.

SOURCE



MIDDLE EAST EYE
Londres, Royaume-Uni
middleeasteye.net
Fondé en février 2014, *Middle East Eye* est un site d'information panarabe basé à Londres. Grâce à un large réseau de correspondants, il couvre 24 pays et aborde des sujets politiques, économiques et sociaux.

↙ *Sur les panneaux : Gouvernement/Opposition. Dessin de* **Martirena,** *Cuba.*

L'État met ses moyens au service de Tebboune

Pour le scrutin du 7 septembre, les adversaires du président sortant mène un combat aussi douteux qu'inégal. Le résultat du scrutin est couru d'avance.

—Le Matin *(Alger)*



ANALYSE

Que les choses soient claires : les Algériens et ceux qui connaissent le marigot de la politique algérienne savent pertinemment que la présidentielle est de la poudre aux yeux. [Le président sortant Abdelmadjid] Tebboune [au pouvoir depuis 2019] gagnera cette pseudo-élection avec un taux stratosphérique et restera chef de l'État.

En ce huitième jour d'une campagne électorale ubuesque [commencée le 15 août] et sans relief, peinant à accrocher grand monde, l'image renvoyée par les comptes rendus de presse des meetings et des sorties effectuées par les différents candidats pour les besoins de la campagne électorale est saisissante : Youcef Aouchiche [premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), qui se définit comme de gauche et laïc] et Hassani Cherif [président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), un parti politique considéré comme islamiste modéré, lire pages précédentes] tentent difficilement d'exister face au chef d'État-candidat, Abdelmadjid Tebboune, qui dispose d'une puissante ingénierie électorale.

Une grosse machine constituée d'une direction de campagne dirigée par le ministre de l'Intérieur, Brahim Merad, avec des dépendances dans toutes les wilayas [collectivités territoriales] et surtout d'une armée de partisans et de soutiens qui lui permettent de ratisser et de parcourir, par défaut, le pays profond pour transmettre son message. Les moyens de l'État, y compris les médias publics, sont mis au service de Tebboune.

A contrario, tel le coureur de fond reclus dans sa solitude, les candidats du FFS et du MSP sont astreints à payer de leur personne, s'échinant à aller de ville en ville pour rencontrer les citoyens. En vain. Ce faisant, ils livrent un combat aussi douteux qu'inégal contre un adversaire qui mène une campagne tranquille, ne se donnant même pas la peine de s'engager pleinement dans la bataille. En clair, Tebboune fait la course tout seul. Le seul adversaire qu'il peut avoir est sa propre personne. Autrement dit, tant qu'il aura l'onction de l'État profond, rien ni personne ne l'empêchera d'être chef de l'État après le 7 septembre. L'affaire est cousue de fil blanc. Engoncé dans sa posture suffisante du champion qui est sûr de ses forces, le chef de l'État candidat à sa propre succession renforce, de ce fait, l'idée largement partagée qu'il sera reconduit à son poste.

Une semaine après le début de cette pseudo-campagne électorale, Abdelmadjid Tebboune continue de vaquer à ses activités officielles de chef de l'État comme s'il n'était nullement concerné par le carnaval qui se joue dans certaines salles et rues. Il n'a organisé qu'un seul meeting, à Constantine, laissant l'initiative à une armée de sous-fifres, grands artisans de la brosse à reluire pour le soutenir et diffuser sa propagande.

Pas moins de 15 partis politiques, dont le FLN [Front de libération nationale, parti historique fondé pour demander l'indépendance algérienne], le RND [Rassemblement national démocratique, traditionnellement allié du FLN], le Front El-Moustakbal [ou "Front de l'avenir", parti qui a appelé à une nouvelle candidature du président Tebboune], le Parti voix du peuple [qui a également appelé à une candidature Tebboune], auxquels sont venus s'ajouter des sigles qui servent d'emballage à une flopée de personnes qui se gargarisent du titre de chef de parti politique et d'organisations dites de la société civile, se chargent d'organiser meetings et sorties de proximité. Même Naïma Salhi, condamnée pour propos racistes [jugée pour un discours anti-Kabylie], est de la partie.

> **Tant que Tebboune aura l'onction de l'État profond, rien ne l'empêchera d'être chef de l'État.**

La situation est illustrée par l'agenda de ce jeudi 22 août, huitième jour de la campagne électorale. Alors que le candidat du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, était à Chlef [nord du pays], où il a organisé un meeting, celui du parti islamiste MSP, Abdelaali Hassani Cherif, était successivement à Cherif et Médéa [près d'Alger] dans la matinée, puis à Blida [au sud-est d'Alger] dans l'après-midi.

La direction de campagne du candidat Tebboune a organisé une rencontre interactive avec des représentants du mouvement associatif et des organisations nationales à la salle de cinéma Algeria, à Alger. Des meetings populaires ont été animés au profit du même candidat par le parti du Front de libération nationale (FLN) à la maison de la culture Mohamed El-Amine-El-Amoudi, à El-Oued, puis à la salle de conférences Saci-Hocine à Biskra.

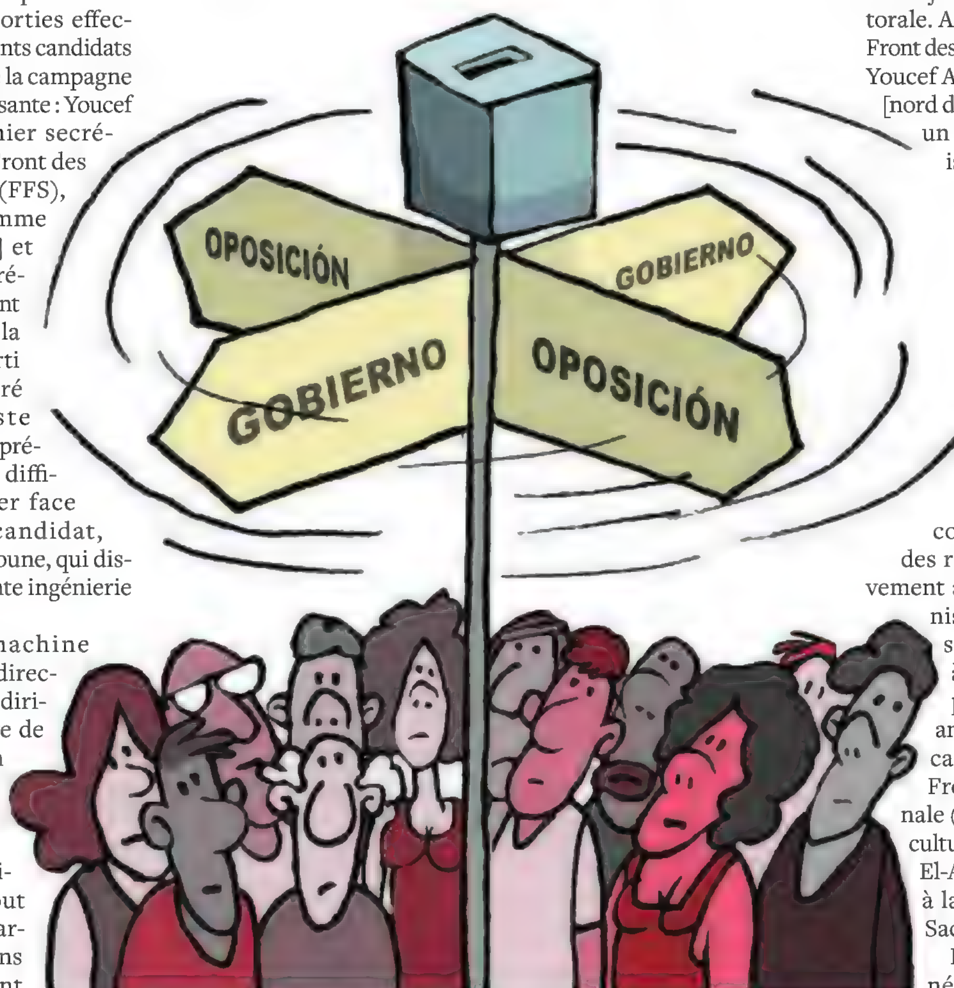
Dans la même journée, des membres de la direction de campagne électorale du même candidat étaient à la maison de jeunes Hassan El-Hassani de la commune de Bouzaréah, près d'Alger, pour s'adresser aux citoyens.

Des meetings populaires ont été aussi organisés par le Front El-Moustakbal dans la wilaya déléguée de Barika et un autre à Biskra. Fatma Zohra Zerouati, la présidente du parti Tadjamoue Amal El-Djazaïr (TAJ), devait, quant à elle, animer un meeting au centre culturel islamique à Chlef.

Des meetings sont aussi animés par le parti Front du militantisme national (FMN), à la salle de cinéma de la commune de Ben M'hidi à El-Tarf, et par l'Union nationale des femmes algériennes (UNFA) à la salle de cinéma Es-Saada à Oran. Le parti Sawt Echaab s'est contenté d'une activité de proximité dans la commune de Bordj Bounaama, à Tissemsilt. Une véritable machine de guerre qui joue aussi sa survie.

La lutte s'annonce donc inégale, mais peu importe : cette chamaillerie électorale ultramédiatisée est avant tout un formidable coup de pub pour les candidats du FFS et du MSP, qui, bien qu'ils soient les seuls à ne pas croire que les dés sont pipés et que la joute électorale du 7 septembre est perdue d'avance, auront une petite compensation : ils bénéficient d'une visibilité illusoire pendant cette courte séquence électorale avant de rentrer de nouveau dans le rang. Quand la chape de plomb sera déployée sur la vie politique du pays.

—*Samia Naït Iqbal,*
publié le 22 août



SOURCE

LE MATIN
Alger, Algérie
lematindalgerie.com
Créé en 1991 par des journalistes du Parti de l'avant-garde socialiste, *Le Matin* est suspendu dans sa version papier en 2005. Il reparaît sur Internet en 2007. C'est l'un des sites de journaux algériens les plus soignés. On y trouve des papiers d'actualité ainsi que des portraits de personnalités marquantes.

↓ **Séance de lissage dans un salon de coiffure.** *Photo Kehinde Akinbo/Alamy/Photo12.*



—**The Guardian,** *extraits (Londres)*

Santé. Ces mortels canons de beauté

Le danger des produits défrisants est désormais connu. Mais les normes de beauté occidentales poussent encore de nombreuses femmes noires à lisser leurs cheveux. Dans certains pays africains, les ventes de lisseurs sont même en hausse.

Juste avant Noël, Gloria Moraa était assise et tenait un miroir devant elle, tandis que sa tante lui enduisait ses boucles de produits chimiques qui devaient raidir chacune de ses mèches. Elle avait alors 8 ans. *"À l'époque, les jeunes filles se faisaient des coiffures assorties pour les vacances, les produits de lissage étaient à la mode"*, rapporte Gloria Moraa. Elle a aujourd'hui 28 ans et vit à Nairobi (Kenya).

Elle ne se lisse plus les cheveux, car elle avait l'impression qu'ils commençaient à se clairsemer. Au fil des années, elle s'était mise à utiliser presque tous les produits de lissage du marché, dans un seul but : rendre soyeux ses cheveux crépus. Peu importaient les ingrédients. *"Je n'avais ni le temps ni les compétences qui m'auraient permis de connaître les effets des différents ingrédients,* poursuit Gloria Moraa : *Je suis consommatrice, pas chimiste."*

Or la composition de ces produits commence à soulever des questions. En octobre 2022, les National Institutes of Health (NIH, Instituts nationaux de la santé) [agence fédérale américaine chargée de la recherche médicale] ont publié une étude montrant que les femmes utilisant des produits de défrisage plus de quatre fois par an s'exposaient à un plus grand risque de cancer de l'utérus.

Cette étude a marqué un point de bascule aux États-Unis : elle était l'aboutissement de plus de dix ans de recherches scientifiques au cours desquelles l'exposition des femmes à des produits chimiques appelés "perturbateurs endocriniens" semblait corrélée à l'apparition de cancers de l'utérus et du sein. Les perturbateurs endocriniens altèrent l'action des hormones qui régulent l'humeur, l'appétit, le développement cognitif ou les fonctions de reproduction.

Depuis la publication de l'étude, de nombreuses femmes noires américaines rejettent l'utilisation de défrisants chimiques et intentent des milliers de procès aux industriels. Parallèlement, dans certains pays d'Afrique, les ventes de ces produits continuent à grimper.

Entre 2017 et 2022, la Tunisie, le Kenya et le Cameroun ont figuré parmi les pays qui dominaient les ventes mondiales de produits pour permanentes et de lisseurs, selon la société d'études de marché Euromonitor. Les ventes en Tunisie et au Kenya ont progressé de 10 % sur cette période de cinq ans. Elles étaient en hausse également en Afrique du Sud et au Nigeria.

"Les gens utilisent encore les lisseurs autant qu'ils le faisaient par le passé", assure Joseph Kiemo, qui dirige le Kiemo Hair and Beauty Studio, à Nairobi.

L'Afrique est un marché lucratif pour le secteur des cosmétiques. Sa population est la plus jeune de tous les continents et connaît une croissance plus forte que n'importe où ailleurs, sa classe moyenne est en expansion, et le continent compte de nombreux millionnaires. Des produits pour les cheveux et la peau sont mis au point pour satisfaire la demande des consommateurs.

Le marché mondial des produits de lissage devrait passer de 718 millions de dollars [670 millions d'euros] en 2021 à 854 millions de dollars [797 millions d'euros] en 2028.

Poursuites légales. Les sociétés poursuivies aux États-Unis commercialisent certaines des marques les plus répandues en Afrique. Dark & Lovely, qui appartient à L'Oréal, est le défrisant le plus vendu au Nigeria. Ors Olive Oil No-Lye, produit par Namaste Laboratories, vient au deuxième rang. Au Kenya, TBC Naturals est la propriété de Godrej Consumer Products, qui se décrit lui-même comme le *"plus grand acteur mondial de produits de soins capillaires pour les Africaines"*. Toutes les marques que nous venons de citer font l'objet de poursuites.

Pour de nombreuses femmes noires, lisser ses cheveux est un rite de passage lié à des modèles de beauté européano-centrés, qui privilégient les cheveux longs et lisses. Ces normes sont enracinées dans le colonialisme et le racisme. Mais les femmes concernées disent aussi que la facilité d'entretien et l'acceptation sociale entrent dans leur décision.

"Nous comprenons que les femmes noires utilisent des produits lissants pour toutes sortes de raisons, dont certaines leur échappent, explique Seyi Falodun-Liburd, stratège chez Level Up, une organisation britannique de justice du genre. *"Pour nous, il ne s'agit donc pas de faire culpabiliser ces femmes sur leurs choix, quels qu'ils soient."* Pour Seyi Falodun-Liburd, il y va avant tout de la responsabilité des États et des grandes entreprises. Les États devraient exiger la communication des effets possibles sur la santé et interdire les ingrédients dangereux, estime-t-elle.

En mai 2022, Level Up a publié les conclusions d'une étude portant sur l'expérience des femmes noires avec les produits lissants au



SÉRIE 4/4
CHEVEUX EN BATAILLE(S)

●●● De Samson à Raiponce, les cheveux ont longtemps été considérés comme un attribut mystique ou magique. Hors des mythes et des contes, l'exubérance de la chevelure ou son absence volontaire ont tout autant été brandies comme un étendard politique, de la coupe afro des Black Panthers aux cheveux longs des hippies ou aux crânes rasés des fascistes. Car le cheveu n'est pas qu'esthétique. Il est aussi psychologique, social et économique. Notre série estivale vous propose de couper les cheveux en quatre… épisodes à retrouver sur notre site.

Royaume-Uni. D'après Level Up, cette enquête, menée sur plus de mille femmes, est la première du genre. Seyi Falodun-Liburd n'a pas été étonnée des résultats : 77 % des femmes n'étaient pas informées du risque de cancer lié à une utilisation au long cours des lissants. *"Je pense que la plupart des femmes noires ne décideraient pas consciemment de s'appliquer sur la tête un produit nocif, le problème est que la plupart d'entre elles ne sont pas au courant d'une telle nocivité"*, estime-t-elle.

À en croire Ikamara Larasi, une militante de Level Up, l'étude démontre que les fabricants de produits capillaires devraient être plus transparents quant aux ingrédients qu'ils utilisent. *"La beauté des Noires ne devrait jamais se faire au détriment de leur santé"*, s'indigne-t-elle.

Mary Cunningham, qui habite à New York, fait partie des milliers de gens qui poursuivent les fabricants de produits de soins capillaires. Sa fille, Telichia Cunningham-Morris, est morte d'un cancer de l'utérus à 50 ans, en juin 2021. Quand elle était enfant, elle portait ses cheveux défrisés en trois nattes qui lui descendaient sur les épaules. Sa mère s'était mise à lui lisser les cheveux, ainsi qu'à sa sœur, toutes les six à huit semaines, dès que la fillette a eu 6 ans. Cela rendait les cheveux de ses filles plus faciles d'entretien et simplifiait la vie de famille.

Leur premier lisseur était Kiddie Kit, une marque disparue depuis de nombreuses années. Mais, dans les années 1980, l'emballage était décoré de dessins d'une adolescente noire aux cheveux raides qui descendaient le long de ses épaules. Telichia Cunningham-Morris a utilisé des lisseurs pendant plusieurs décennies, jusqu'à il y a environ six ans, quand elle et sa sœur ont décidé d'un commun accord de revenir au naturel.

Mary Cunningham, 75 ans, et sa fille cadette, Travias Cunningham-Case, 51 ans, sont convaincues que ce sont les perturbateurs endocriniens contenus dans les lisseurs qui ont causé la mort de Telichia Cunningham-Morris. Les deux femmes attribuent leurs propres hystérectomies à ces produits chimiques : celle de Mary Cunningham à cause des fibromes et celle de Travias Cunningham-Case à cause de l'endométriose [que lui auraient provoqué ces mêmes perturbateurs].

"Apparemment, nous avions tout le temps des problèmes de femmes, toutes les trois. Aujourd'hui, pour moi, la cause de ces problèmes est évidente", accuse Mary Cunningham, songeant au lourd tribut que sa famille a payé pour avoir les cheveux lisses.

À Lagos, les lisseurs continuent à être très en vogue. Kate Akpabio, une couturière, lave ses cheveux nattés dans un salon de coiffure, par un samedi de forte chaleur. Elle lisse ses cheveux depuis sept ans, mais elle a appris sur Facebook l'existence de l'étude qui associe l'utilisation fréquente des lisseurs à l'apparition de cancers. *"Ça ne m'empêchera pas de lisser mes cheveux"*, déclare-t-elle.

> "Je ne pourrais pas me passer de lisser mes cheveux tous les deux mois."
>
> Favour Godwin, COMMERÇANTE À LAGOS

Favour Godwin n'avait pas eu connaissance de cette étude des NIH. Commerçante dans un marché de l'électronique de Lagos, elle a eu des brûlures du cuir chevelu à cause de certains produits lissants, mais elle n'a pas l'intention d'arrêter de les utiliser. *"Je ne pourrais pas me passer de lisser mes cheveux tous les deux mois"*, commente-t-elle.

Cheveux naturels. Aux États-Unis, avant même les procès, les ventes de lisseurs étaient en berne : le mouvement des cheveux naturels avait commencé à gagner du terrain. Les ventes de lisseurs et de produits pour permanentes ont baissé d'environ 9 % entre 2017 et 2022. Et elles vont sans doute continuer à décroître, prévoit Caro Bush, chercheuse auprès de la société d'études Euromonitor : *"Les consommatrices s'inquiètent de la composition de ces produits et de leurs effets sur la santé."*

Élevée au Cameroun et en France, Julie Ouandji, 38 ans, dirige la société Nappy francophones [l'anglais *nappy* signifie "crépu"]. Elle a cessé d'appliquer des produits chimiques sur ses cheveux après avoir lu des études préliminaires mettant en doute leur innocuité. *"Je veux encourager les femmes noires à aimer leurs cheveux et à en être contentes"*, affirme-t-elle.

Julie Ouandji vit aujourd'hui au Canada. Elle a commencé à se lisser les cheveux quand elle avait 13 ans. Quinze ans plus tard, elle a *"tout arrêté"*, et elle se rappelle avoir eu peur de ce à quoi elle allait ressembler. *"Je n'étais pas sûre que ça allait m'aller*, se rappelle-t-elle. *C'est vraiment bizarre de se dire ça, quand on y pense. Ce sont vos cheveux naturels. Évidemment que ça va vous aller."*

Quand elle était enfant, Julie Ouandji était influencée par les femmes de la télévision, qui avaient toutes les cheveux lissés. *"C'est vraiment très important pour notre génération d'avoir davantage de coupes afros dans les médias*, plaide-t-elle. *Comme ça, nos filles et nos petites-filles vont vouloir garder leurs cheveux naturels. J'aimerais que toutes les femmes noires arrêtent de se lisser les cheveux*, conclut-elle. *Mais c'est une utopie."*

—Susan Smith Richardson et Agatha Gichana, *publié le 10 avril*

Courrier international — nº 1766 du 5 au 11 septembre 2024



↙ *Olaf Scholz et le logo de l'AFD. Dessin de* **Joep Bertrams** *paru dans* **De Groene Amsterdammer,** *Pays-Bas.*

Allemagne. N'abandonnons pas l'Est à l'AfD!

Face à une extrême droite au sommet de sa popularité dans l'est du pays, il est nécessaire de se mobiliser en faveur d'une société démocratique, plurielle et pacifique, souligne ce journal de gauche.



—**Die Tageszeitung** (*Berlin*)

Un électeur sur trois. On avait beau s'y attendre, il faut un peu de temps pour encaisser l'annonce des résultats des élections régionales du 1er septembre en Thuringe et en Saxe : un électeur sur trois en Thuringe et près de 30 % en Saxe ont voté pour un parti d'extrême droite.

On pourra objecter que la Thuringe ne compte que 2 millions d'habitants, et la Saxe 4 millions – ce qui équivaut, au total, à un tiers de la population du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Mais la taille de ces Länder n'enlève rien à la portée de ce scrutin.

La montée de l'extrême droite n'est pas une spécificité de l'est de l'Allemagne. Certes, une partie de cet essor tient à l'histoire des Länder d'ex-République démocratique allemande – les bouleversements de l'histoire, l'expérience de la dictature : on a beaucoup écrit là-dessus. Mais, de fait, le phénomène est mondial. En France, si l'extrême droite n'est pas encore au pouvoir, c'est uniquement parce qu'un vaste front de gauche lui a fait obstacle ; l'Italie est gouvernée par une dirigeante postfasciste ; et, aux États-Unis, Donald Trump électrise de nouveau les foules.

Dans l'est de l'Allemagne, la popularité de l'extrême droite n'a rien de nouveau. Au printemps dernier, les élections locales ont fait entrer de nombreux représentants du parti d'extrême droite AfD dans les conseils municipaux et les collectivités. Là, elle s'empare du pouvoir par le bas, avec des conséquences très concrètes au quotidien.

En Allemagne, la gauche n'a pas grand-chose à lui opposer. L'unique ministre-président issu de ses rangs, Bodo Ramelow [du parti de gauche radicale Die Linke], a été évincé – alors même qu'il était la personnalité politique la plus aimée de Thuringe avant le scrutin. Dans ce Land, son parti n'arrive qu'en quatrième position, et en Saxe il n'obtiendra probablement que des mandats directs [par circonscription] au Parlement régional. La chute est d'autant plus brutale qu'en début d'année la gauche sociale semblait au mieux de sa forme.

Et après ?

Politiquement, il est plus important que jamais de maintenir les remparts contre l'extrême droite. Cela peut paraître naïf, au vu des nombreux exemples de collaboration qui existent déjà au niveau local entre le parti chrétien-démocrate CDU et l'AfD. En Thuringe, Katja Wolf, tête de liste du BSW [un nouveau parti créé par une ancienne figure de la gauche], a annoncé qu'elle soutiendrait des accords avec l'AfD lorsque ceux-ci paraîtront raisonnables. *"Plus de pragmatisme, moins d'idéologie"*, justifie-t-elle. Sauf que, en l'occurrence, il ne s'agit même pas d'idéologie mais de consensus démocratique.

Toute forme de collaboration avec l'AfD contribue progressivement à sa normalisation. Plus de la moitié des électeurs de Thuringe et de Saxe ayant voté pour la CDU expliquent leur choix par la seule volonté de faire barrage à l'influence de l'AfD. Ces électeurs, de même que tous ceux qui votent pour un parti démocratique, ont le droit d'exiger que les démocrates n'offrent pas davantage de pouvoir aux fascistes.

Il faut également soutenir tous ceux qui, en Thuringe et en Saxe, se battent pour une société démocratique, plurielle, ouverte et pacifique. Ces derniers mois, notre journal a accordé une attention toute particulière à la société civile dans l'est de l'Allemagne.

À Erfurt et à Chemnitz, notre journal a organisé des rassemblements, les Panter Foren, avec des militants. Nous étions à Cottbus il y a deux semaines.

Toute forme de collaboration avec l'AfD contribue progressivement à sa normalisation.

Y participaient toutes sortes de gens luttant contre l'extrême droite, qu'ils préparent des pizzas lors des manifestations prodémocratiques ou s'occupent de la musique pour l'ambiance. Des gens qui travaillent avec les jeunes dans les zones rurales, qui s'occupent de réfugiés, qui créent des antennes associatives pour les LGBTQI, ou encore des grands-mères qui luttent contre l'extrême droite.

Tous ces gens nous ont appris une chose : oui, l'AfD a le vent en poupe dans les Länder de l'Est, mais elle y compte aussi des opposants. Ceux qui lui tiennent tête ont besoin de beaucoup de choses aujourd'hui, notamment d'argent de la part de particuliers, d'ONG ou de fondations. Ils ont besoin d'une loi pour la promotion de la démocratie qui leur assure une sécurité financière. Ils ont besoin de la protection d'une police démocratique et du soutien des responsables politiques dont ils assurent la survie. Exiger tout cela n'est pas une preuve de désespoir, c'est le seul espoir.

Les militants de Saxe et de Thuringe nous ont aussi appris autre chose : la situation politique actuelle et la popularité de l'AfD peuvent être décourageantes, mais ce n'est pas une raison pour abandonner.

—***Anne Fromm,*** *publié le 2 septembre*

Contexte

Une victoire inédite pour l'extrême droite

●●● *"Triomphe pour l'extrême droite, débâcle pour le gouvernement."* Voilà comment la **Deutsche Welle** résume les résultats des élections régionales organisées le 1er septembre dans deux Länder de l'ex-République démocratique allemande. En Thuringe, le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD) est arrivé en première position, avec plus de 32 % des voix : une victoire inédite pour l'extrême droite depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. En Saxe, il s'est placé deuxième, juste derrière les chrétiens-démocrates, avec plus de 30 % des suffrages. Dans ces deux Länder, *"où il est officiellement considéré comme un parti extrémiste, l'AfD a rassemblé plus du double des suffrages que la coalition gouvernementale (sociaux-démocrates, Verts et libéraux)"*, un phénomène lui aussi exceptionnel. Les trois partis au pouvoir n'ont pas non plus réussi à dépasser l'Alliance Sahra Wagenknecht, un parti anti-immigration et pro-État social créé au début de 2024 par une élue issue de la gauche radicale.*"Les électeurs ont-ils voulu donner une leçon au gouvernement ?"* Une chose est sûre, les partis qui le composent ont fait les frais de leurs atermoiements sur les questions budgétaires, des difficultés économiques et des débats sur l'accueil des demandeurs d'asile, relancés par une attaque meurtrière revendiquée par l'organisation État islamique. Reste à savoir si cette baisse de popularité se confirmera le 22 septembre, date des prochaines élections régionales dans le Brandebourg. *"Là-bas aussi, l'AfD est donné gagnant, mais le parti social-démocrate le talonne."*

SOURCE

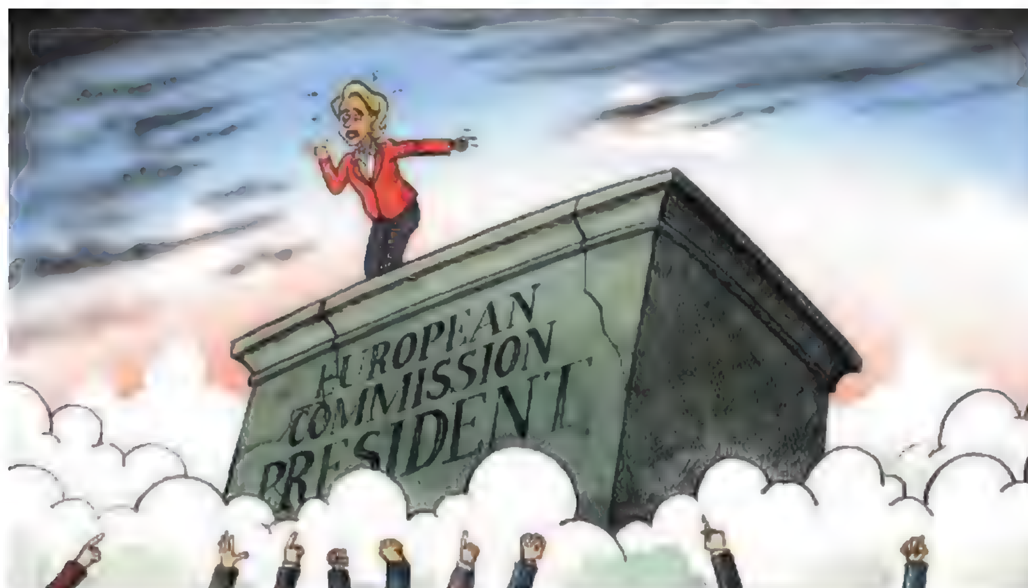


DIE TAGESZEITUNG
Berlin, Allemagne
Quotidien, 46 871 ex.
taz.de
Le journal *Tageszeitung*, ou *TAZ*, est né en 1978 à Berlin-Ouest. Se démarquant de la presse traditionnelle, il est le quotidien de gauche des féministes, des écologistes et des pacifistes. Le journal est partenaire du *Monde diplomatique*, dont il édite l'édition allemande.

UNION EUROPÉENNE

Un mandat en “terrain miné” pour von der Leyen

La présidente de la Commission européenne a surmonté les défis posés par le Covid et le début de la guerre en Ukraine lors de son premier mandat. Reconduite à son poste, elle pourrait vivre cinq années encore plus difficiles.



↙ *Sur le piédestal : Présidente de la Commission européenne. Dessin de* **Schrank** *paru dans* **The Economist**, *Londres.*

—**Politico**, *extraits* (*Bruxelles*)

Ursula von der Leyen est rentrée de ses vacances d'été pour préparer son second mandat à la tête de la Commission européenne. Espérons qu'elle est bien reposée, car il promet d'être plus difficile que le premier. De fait, si ses cinq premières années ont été marquées par la pandémie de Covid et la guerre en Ukraine, elle devra compter pour les cinq suivantes avec cette même guerre et un nouveau président des États-Unis – avec un pic d'incertitude si c'est Donald Trump –, en plus d'une extrême droite en position de force dans toute l'Europe. *“Ce sera un terrain miné politiquement”*, résume un haut fonctionnaire européen. *“Dans ce cadre, elle devra prendre des décisions clés sur l'avenir de l'Union européenne* [UE] *et de son budget, tout en gérant la guerre en Ukraine et les élections américaines.”*

Des problèmes tous azimuts attendent Ursula von der Leyen. Le Parlement européen est plus fragmenté que jamais. À la table du Conseil européen – les 27 chefs d'État et de gouvernement de l'UE – siègent plusieurs dirigeants de droite et/ou hostiles à la présidente de la Commission, et ce chiffre pourrait grimper (avec les élections prévues en Autriche à la fin de septembre et en France en 2027). La guerre en Ukraine ne montre aucun signe d'apaisement (pas plus que le conflit au Moyen-Orient), à une période où les États-Unis hésitent à maintenir leur aide à Kiev. Et Trump pourrait très bien l'emporter aux États-Unis en novembre.

Marge de manœuvre. Pendant ce temps, Bruxelles se prépare à une féroce bataille budgétaire, car l'UE peine à financer la hausse des dépenses affectées à la défense et à la transition écologique. Ces cinq prochaines années, Ursula von der Leyen devra aussi préparer l'UE à de nouveaux élargissements. Dans ce cadre, les 449 millions d'actuels citoyens de l'UE devront rester convaincus – ou être convaincus – que leur avenir ne se trouve pas seulement à Paris ou à Varsovie, mais aussi à Kiev, à Chisinau et à Podgorica.

Virginijus Sinkevicius, un eurodéputé qui était commissaire pendant le premier mandat d'Ursula von der Leyen, a déclaré que son *“second mandat pourrait être beaucoup plus difficile”*, car la pandémie et la guerre en Ukraine ont donné à Mme von der Leyen une marge de manœuvre que les défis à venir ne lui donneront peut-être pas.

“L'environnement international devient plus rude pour l'UE, c'est pourquoi il sera exigé au moins autant d'unité et d'intervention que durant les cinq dernières années”, estime Nicolai von Ondarza, politologue à l'Institut allemand pour les affaires et la sécurité internationales (SWP). Au Conseil européen, Emmanuel Macron et Olaf Scholz, qui constituent habituellement le moteur de l'UE, sont affaiblis politiquement à la suite de leurs défaites aux élections européennes. Tous deux cherchent aussi à tenir l'extrême droite à distance au niveau national.

D'autres dirigeants stables de premier plan, comme [l'ancien] Premier ministre néerlandais Mark Rutte et le Premier ministre belge, Alexander De Croo, ne siégeront plus au Conseil européen, tandis que le Premier ministre polonais, Donald Tusk, est trop occupé par les affaires intérieures pour faire sa part sur la scène européenne. C'est l'occasion pour Ursula von der Leyen de *“prendre les rênes”*, selon un diplomate européen. Les nouvelles dynamiques sont à la fois une chance à saisir et une difficulté pour elle : comblera-t-elle la vacance du pouvoir ou butera-t-elle contre les nouveaux défis qui l'attendent ?

Fragmentation. La méthode distante et autoritaire d'Ursula von der Leyen a exaspéré les dirigeants et leurs représentants à Bruxelles, qui sont souvent déconcertés par la rapidité de ses prises de décision. Dans un contexte où les forces populistes et nationalistes s'élèvent contre le courant politique dominant en Europe, les chefs d'État et de gouvernement risquent d'être plus inquiets et moins prévisibles dans leurs prises de décision. Dans le même temps, le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, n'hésite pas à saper l'UE de l'intérieur et espère multiplier les alliés au sein du bloc et en dehors, par exemple si Donald Trump fait son retour à la Maison-Blanche.

Les relations délétères que Mme von der Leyen entretenait avec le président du Conseil européen, Charles Michel, ne peuvent que s'améliorer avec son successeur, l'ancien Premier ministre portugais António Costa, avec lequel elle a d'excellentes relations de travail.

Les capitales de l'UE sont profondément divisées sur le choix de la priorité absolue.

Au Parlement européen, la situation paraît encore plus délicate. Les forces centristes – le Parti populaire européen de von der Leyen, les socialistes, les libéraux de Renew et les Verts – ont réussi à converger pour soutenir la candidature d'Ursula von der Leyen à un second mandat. Mais, du fait de la fragmentation et du glissement vers la droite du Parlement, elle et son équipe devront travailler dur pour convaincre les législateurs européens d'adopter de nouveaux textes.

Les capitales de l'UE sont profondément divisées sur le choix de la priorité absolue : renforcer leur industrie de l'armement face à une Russie de plus en plus belliqueuse, multiplier les investissements écologiques pour atteindre les objectifs climatiques ou aider l'industrie à rester concurrentielle sous la pression de Washington et Pékin. Environ deux tiers du budget de l'UE servent à subventionner l'agriculture et les projets d'infrastructures dans les régions les plus pauvres d'Europe. Bousculer ce statu quo reviendrait à *“ouvrir la boîte de Pandore”*, estime un diplomate européen.

Les négociations sur le budget septennal de l'UE, plus de 1 000 milliards d'euros, donnent toujours lieu à de féroces batailles, car son montant doit être validé par les 27 gouvernements. La dernière fois, les pourparlers ont atteint leur paroxysme lors d'un sommet réunissant les dirigeants pendant cinq jours. Cette fois-ci, les chefs d'État et de gouvernement devront s'entendre sur le budget de la période 2028-2034. Des décisions fortes seront indispensables afin de trouver les fonds qui seront affectés à l'effort de guerre ukrainien et à la transition écologique, tout en préparant les finances européennes à l'élargissement.

La bataille budgétaire est liée à un autre défi fondamental du second mandat d'Ursula von der Leyen : préparer le potentiel élargissement à 36 États membres. L'Ukraine est la candidate la plus en vue. *“La Commission sera aux commandes, mais elle n'a jamais négocié d'adhésion dans un cadre géopolitique aussi difficile”*, analyse Nicolai von Ondarza, politologue.

Aujourd'hui, l'espoir que l'on fait miroiter à des millions de personnes en Ukraine, en Moldavie et dans les Balkans occidentaux doit se traduire par des négociations sérieuses sur les finances, les réformes et les calendriers, ce qui sera très long. À propos des décisions à venir sur l'élargissement, un autre diplomate de l'UE résumait : *“C'est là qu'arrivent les complications, voire les crasses.”*

—***Barbara Moens et Jacopo Barigazzi,***
publié le 27 août

NORVÈGE

La vieille Sami qui ne pardonnera jamais

Enfant, Laila Somby Sandvik, 82 ans, membre de la communauté autochtone, a été forcée à suivre une scolarité tout en norvégien dans un internat.



↙ **Un Sami nourrit ses rennes à Kautokeino, dans le nord de la Norvège.**
Photo Nadia Shira Cohen/The New York Times

—**Politiken,** *extraits (Copenhague)*

TÉMOIGNAGE

Laila Somby Sandvik vient d'avoir 82 ans et son corps lui rappelle que sa vie touchera bientôt à sa fin. Elle a préparé du café et deux gâteaux, l'un au citron et l'autre au chocolat. Elle porte une robe bleue de style sami à fleurs imprimées et à manches rouges. *"À mon âge, je sais bien qu'il ne me reste plus beaucoup d'années à vivre"*, dit-elle. Cela ne lui fait pas peur. Elle est née dans une famille sami et les Samis ont toujours été très proches de la nature. Or, la nature, c'est aussi naître et mourir. *"C'est comme ça."*

Primitifs. Mais, à 82 ans, on commence à dresser une sorte de bilan de sa vie. Laila Somby Sandvik a décidé de se concentrer sur les aspects positifs et d'éviter toute rancœur. Ce n'est pas une tâche facile, car, si elle doit être fidèle à ses propres sentiments, elle doit aussi laisser une place à la douleur que l'État norvégien a provoquée en lui volant son enfance et une grande partie de sa jeunesse. Uniquement parce qu'elle est née dans une famille sami. *"Nous, les Samis, avons été considérés comme inférieurs. Comme primitifs. Comme des gens qui ne valaient rien"*, se souvient-elle.

Toute sa vie ou presque, Laila Somby Sandvik a habité près de Karasjok, une commune du nord de la Norvège. De sa maison en bois, elle peut voir une vallée de montagne où coule une rivière réputée pour son saumon. Mais, lorsqu'elle est allée à l'école primaire, elle a été forcée de quitter ses parents et d'emménager dans un internat norvégien à Karasjok même. Dans sa famille, elle avait seulement appris le same, alors qu'à l'école les élèves devaient parler uniquement norvégien et tous les cours étaient en norvégien. *"Je ne comprenais pas ce que disaient les enseignants et je n'arrivais pas à faire mes devoirs en norvégien. Quand on me les rendait, ils étaient couverts de rouge"*, raconte-t-elle.

À l'époque, dans les années 1950, les autorités et les responsables politiques norvégiens estimaient que les Samis devaient être intégrés et devenir norvégiens, ce qui impliquait la suppression de leur culture et de leur langue. Cette politique s'est poursuivie jusqu'au milieu des années 1960. L'an dernier, un rapport commandé par le Storting [le Parlement norvégien] concluait que la politique de norvégisation représentait une page sombre et peu reluisante de l'histoire du pays. Et c'est peu de le dire, selon Laila Somby Sandvik.

"Tous mes enseignants étaient norvégiens, sauf un qui était sami. Il n'était pas autorisé à enseigner dans sa langue. Il n'est resté que deux ans. Je crois qu'il n'y arrivait pas. Chacun sait aujourd'hui combien les enfants ont envie d'apprendre. J'ai été privée de cette soif de connaissances", souligne-t-elle.

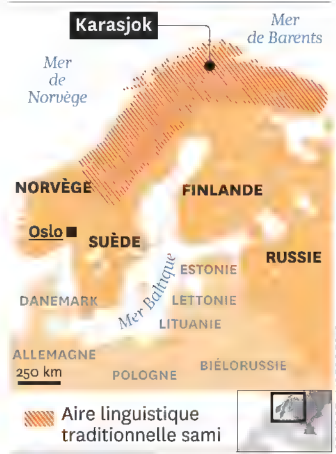
Engagement. Dans sa jeunesse, elle est partie à Oslo faire des études pour devenir éducatrice. Durant sa formation, elle a constaté que la discrimination continuait. Un grand nombre des autres étudiants ne savaient même pas qui étaient les Samis. *"On me posait des questions idiotes. J'avais l'impression que je devais représenter les Samis et que je n'étais pas considérée comme un individu. Quelqu'un pouvait dire qu'il avait rencontré un Sami simple d'esprit. Et alors? Je ne pouvais quand même pas en assumer la responsabilité"*, s'agace Laila Somby Sandvik. Finalement, elle a malgré tout réussi à transformer les mauvaises expériences en quelque chose de positif. Elle a compris à quel point les autorités norvégiennes connaissaient peu la société sami. Cela l'a incitée à travailler avec des familles samis en pédopsychiatrie.

Son engagement s'est poursuivi quand elle a pris sa retraite, à 67 ans. Laila Somby Sandvik se réjouit tous les jours de constater au sein des jeunes générations de Samis une immense soif d'en savoir plus sur leur langue et leur culture. De leur côté, les personnes âgées ont besoin des jeunes. *"Beaucoup de personnes âgées ne s'en sortent pas avec le numérique. Je suis donc en train de mettre en place un forum où jeunes et vieux Samis peuvent se retrouver et s'enrichir mutuellement. J'aimerais tant transmettre ce que je sais"*, confie-t-elle.

Les jeunes Samis, en particulier, ont manifesté à plusieurs reprises à Oslo devant le Storting et les ministères après que la Cour suprême norvégienne a décidé, l'année dernière, que deux parcs d'éoliennes situés dans l'ouest de la Norvège portaient atteinte au droit des Samis à pratiquer leur culture, les éoliennes nuisant à l'élevage des rennes. Le gouvernement n'a pas pour autant démoli les parcs d'éoliennes et est même en train de poursuivre en justice les jeunes manifestants en raison de leurs actions.

"Certes, les jeunes ont protesté, mais ils se sont très bien comportés", affirme Laila Somby Sandvik. Elle estime que l'attitude du gouvernement norvégien montre que la discrimination envers les Samis continue. *"C'en est désespérant. Cela prouve que nous ne sommes ni acceptés ni respectés. Ceux qui gouvernent le pays aujourd'hui… Rien qu'à les voir, j'ai envie de cracher"*, lâche-t-elle. Mais elle se rappelle alors qu'elle ne doit pas être amère. Elle sourit et offre encore un morceau de ses gâteaux faits maison.

—***Claus Blok Thomsen,***
publié le 24 juin



Repères

Ce peuple longtemps maltraité ne se laisse plus faire

●●● Présents en Norvège, en Suède et en Finlande, ainsi que dans le nord-ouest de la Russie, les Samis ont longtemps été maltraités par les pouvoirs centraux : assimilation forcée, privation de droits, etc. Les choses ont changé depuis quelques décennies, en tout cas dans les pays nordiques, où vivent la plupart des 80 000 à 100 000 membres de ce peuple autochtone implanté au-delà du cercle arctique. Ils ne sont plus appelés "Lapons" (terme péjoratif), mais "Samis" ou "Sames". Leur culture est mieux mise en valeur, les variantes de leur langue enseignées. Dans chacun des trois États, des Parlements élus les représentent. Toutefois, de leur point de vue, la situation laisse encore à désirer, surtout quant à la protection de leurs droits à pratiquer leur mode de vie traditionnel, y compris l'élevage de rennes. Le ton s'est durci, alors que l'exploitation du sol et du sous-sol arctiques devient un enjeu important en vue de la transition climatique. Les Samis ne se laissent plus faire et attaquent en justice. En Norvège, par exemple, l'installation d'un champ d'éoliennes sur des terres de pâturage a été jugée illégale. Cela dit, observe le site d'informations norvégien **e24,** c'est l'exploitation du sous-sol qui est le véritable *"champ de mines politique"*, étant donné les réserves considérables se trouvant dans les régions où vivent les Samis. En juin, ceux-là ont perdu une manche en Suède face à une compagnie minière, autorisée par la justice à mener à bien ses projets, rapporte **Dagens Nyheter.**

SOURCE

POLITIKEN
Copenhague, Danemark
Quotidien
politiken.dk
Fondé en 1884, *Politiken* est aujourd'hui un journal de centre gauche qui se donne encore l'image d'un certain "radicalisme culturel". Soit on l'adore, soit on adore le détester.

SUÈDE

À Gotland, “au secours, revoilà les valises à roulettes”

Dans la cité médiévale de Visby, sur l’île de Gotland, on grogne contre les visiteurs qui, en été, prennent d’assaut la ville, au risque de la transformer en gigantesque hôtel-restaurant.



[redacted]

↑ *Sur la valise géante : Tourisme de masse. Dessin de* **Tjeerd Royaards**, *Pays-Bas.*

—**Dagens Nyheter,** *extraits (Stockholm)*

Visby [sur l’île de Gotland, au sud-est de la Suède continentale] est-elle en passe de se transformer en ville-musée ? Derrière les façades, la grogne monte contre les vacanciers, qui font plus que doubler la population l’été. *“En juillet, c’est l’horreur. Je pense qu’il faut établir des quotas”*, tranche Pia Ingelse, artiste de son état, qui vit au cœur de la vieille ville médiévale [classée au patrimoine mondial de l’Unesco].

À l’heure où nous écrivons ces lignes, la Stockholmsveckan [littéralement, la “semaine de Stockholm”, consacrée à la fête, qui se déroule à la mi-juillet] bat son plein à Visby : des milliers de Stockholmois d’humeur fêtarde prennent d’assaut l’île de Gotland. Professeur émérite d’ethnologie, Owe Ronström habite Visby intra-muros et juge que la vie y est fantastique – dix mois par an. *“On part en juin, on ne supporte pas la cohue, toutes ces beuveries et le bruit des valises à roulettes sur les pavés”*, confesse-t-il.

Avec l’agriculture, le tourisme est la principale ressource de Gotland. Près de 900 000 personnes visitent l’île chaque année, pour la plupart en été. Rien qu’en pensant à [ces semaines festives], Pia Ingelse n’a qu’une envie : prendre ses jambes à son cou.

Pia loue un appartement dans une jolie maison à colombages, près de Stora Torget [place principale de Visby]. L’édifice date du XIIIe siècle et est donc très mal isolé contre les sonos des terrasses de cafés. La famille a emménagé là en 2015. Pourquoi ne pas déménager ? *“Alors quoi, il faudrait que plus personne ne puisse vivre ici ? Qu’est-ce qui resterait de Visby ?”*

Avec la conservatrice Katarina Söderdahl et d’autres, Pia Ingelse a monté une association, Ogonen pa Gotland [“ouvrons les yeux sur Gotland”], qui entend améliorer les conditions de vie des insulaires en faisant pression pour que le tourisme de masse ne soit plus prioritaire. *“On assiste à un phénomène d’‘hôtellerisation’ du centre-ville. Il y a des habitants qui partent, et le risque est que la ville devienne une coquille vide, un décor de carte postale”*, soupire Katarina Söderdahl.

Tourisme clivant. Même la région Gotland suit l’évolution de la situation. La coordinatrice du label Unesco, Louise Hoffman Borgö, souhaite trouver un équilibre en habitants et touristes. *“On a besoin d’une population résidente et d’une vie quotidienne animée. Là où le bât blesse, c’est quand les hôtels et les restaurants, ou autres établissements de ce type, commencent à prendre trop de place”*, reconnaît-elle.

Le nombre d’habitants installés dans le centre de Visby est passé de 2 950 à environ 2 500 depuis 2010, alors que le nombre d’appartements a augmenté, selon les chiffres de la région Gotland. Les Suédois huppés venus du continent ont fait flamber les prix de l’immobilier, si bien qu’il est difficile de trouver du personnel dans les secteurs de l’aide sociale, de l’éducation et de la santé. Les salaires sur l’île ne suivent pas la même courbe que le coût du logement. *“C’est un gros point noir. On est attractifs, mais les candidats à l’embauche ont du mal à se loger à Gotland”*, confirme la présidente (sociale-démocrate) de la région, Meit Fohlin.

REPORTAGE

Peut-être pourrait-on s’inspirer du modèle d’Aland [archipel du sud-ouest de la Finlande] ? Là-bas, il faut être résident pour pouvoir se porter acquéreur d’un bien. *“Faut-il généraliser ce type de mesure sur les îles suédoises ?”* s’interroge Meit Fohlin.

Agneta Emmervall est présidente de l’Association du centre-ville de Visby, qui fédère 350 foyers. Dans sa maison, située sur les hauteurs de Stora Torget, elle possède une cour verdoyante garnie de vignes et de figuiers. À la retraite, elle a troqué le centre-ville de Stockholm contre une petite oasis au pied du mur d’enceinte. *“Je trouve ça dommage, tous ces gens qui disent du mal des touristes à tout bout de champ. Bien sûr, il m’arrive de penser la même chose – ‘revoilà les valises à roulettes !’ –, mais ça ne dure pas.”*

Sans les touristes, il n’y aurait pas autant de bons restaurants et de commerces qui peuvent désormais rester ouverts toute l’année, ajoute-t-elle.

L’année dernière, les navires de croisière ont déversé 170 000 passagers sur l’île de Gotland. *“C’est tellement noir de monde que j’ai du mal à me frayer un passage”*, se désole Pia Ingelse. Son association, Ogonen pa Gotland, milite pour un encadrement du tourisme et une campagne d’information rappelant aux visiteurs que de vraies gens vivent dans le centre-ville. *“Le tourisme est devenu clivant aujourd’hui. On n’est plus chez soi”*, ajoute-t-elle. *“Les touristes sont des gens civilisés qui ne font que se promener et qui sont contents de rencontrer des habitants, en agrémentant leur journée d’un souvenir”*, réplique Anna Sylvan, la responsable du terminal de croisière. Les visiteurs prennent le petit déjeuner et le dîner à bord [des ferrys], mais prennent un casse-croûte ou une bière à Visby. *“On ne serait rien sans le tourisme. Ça fait travailler beaucoup de monde, c’est ce qui nous permet de rester sur l’île”*, argumente Anna Sylvan.

L’ethnologue Owe Ronström a mené des recherches sur les îles et le tourisme. Il estime que Visby n’est d’ores et déjà plus qu’un décor où la société est fracturée en deux parties : le centre-ville pour les touristes et le reste pour les habitants moins privilégiés. *“On a l’impression de vivre dans un zoo et d’être dévisagé”*, dénonce-t-il.

Cette forme de tourisme à grande échelle pose divers problèmes à ses yeux, en particulier l’incidence des transports sur l’environnement et le climat. *“Toutes les sociétés humaines se fondent sur le mouvement et sur la rencontre avec l’autre. Il faut pouvoir préserver cette possibilité pour les générations futures. Il faut mettre un terme à ce tourisme de masse.”*

Hausse des coûts. Owe s’interroge également sur la part des revenus du tourisme qui tombe dans l’escarcelle de l’île. *“Il est évident que le tourisme contribue au développement économique. Mais on ne tient pas compte des dépenses – uniquement des recettes”*, relève-t-il.

Meit Fohlin, la conseillère régionale, n’ignore pas que les coûts en matière de services de santé, de transports en commun et de services à domicile augmentent quand arrivent les estivants. Sans parler des problèmes récurrents liés aux sécheresses, nécessitant des appels à économiser l’eau.

La conseillère régionale aimerait voir voter une taxe sur le tourisme, mais c’est une question nationale, et non régionale. *“En même temps, il faut se dire que toute personne qui visite Gotland est un futur habitant potentiel. Et c’est une bonne chose, car on n’est pas assez nombreux.”*

—***Karin Östman,*** *publié le 17 juillet*





—**Weixin (WeChat),**
extraits (Shenzhen)

↓ *Dessin de* **Vicky Scott,** *Royaume-Uni.*



Chine. Chers influenceurs, le bling-bling ne paie plus

En Chine, une nouvelle génération d'influenceurs gagne des millions de yuans en faisant la retape pour des articles de luxe. Les autorités ont fini par sévir.

En mai dernier, le commerce en ligne en Chine a connu une petite révolution : Wang Hongquan Xing [la "star" Wang Hongquan], celui qui se présentait comme *"un influenceur de renommée mondiale"*, a été banni de toutes les plateformes. Juste avant lui, Baoyu Jiajie ("Sœur Coquillage") et Bo Gongzi ("Maître Bo") avaient subi le même sort.

Leur point commun ? Ces blogueurs affichaient avec ostentation leur train de vie luxueux sur les réseaux sociaux, attirant des millions de fans sur la seule plateforme Douyin [la version chinoise de TikTok]. Les autorités reprochent à Wang Hongquan d'avoir commis des escroqueries commerciales sur le dos de ses abonnés, auxquels il aurait donné des informations erronées dans ses vidéos et ses live streams, ses émissions en direct.

Contrairement aux enfants des grands magnats de l'économie, dont l'extraction est claire, ces influenceurs, qui n'ont aucun scrupule à exposer des dépenses extravagantes sur Internet, sont comme *"tombés du ciel"*. On ne sait rien de leurs origines familiales, des études qu'ils ont poursuivies, ni comment ils se sont débrouillés pour en arriver là. Pourtant, ils se montrent en possession de résidences luxueuses, de sacs de grande marque et d'émeraudes valant facilement plusieurs dizaines de millions de yuans, qu'ils ne cessent de montrer à leurs fans [1 million de yuans vaut 130 000 euros].

Pour se forger l'image parfaite d'une grosse fortune, la première étape consiste à trouver l'objet idoine. Dans le cas de Wang Hongquan, c'étaient des bijoux et des objets d'art – des produits de luxe sans tarification précise, idéaux pour se donner un style de "luxe discret" [ou *old money*, comme disent les initiés].

C'est en juin 2021, lors d'une vente aux enchères de printemps organisée par un marchand d'art pékinois, qu'il a véritablement percé. Son objectif était d'attirer l'attention du public le plus rapidement possible. Dans les dix premières secondes d'une vidéo de neuf minutes postée à ce sujet, on le voit réussir à acheter aux enchères une statue de Bouddha en pierre de Balin pour 27 millions de yuans [3,5 millions d'euros] – son sac Hermès étant ce jour-là largement visible dans un petit coin de l'image…

Dans ses vidéos, Wang Hongquan se targue parfois d'apprendre à ses fans à distinguer les émeraudes en fonction de leur couleur, de leur aspect translucide et de leur système cristallin. Mais – l'essentiel – donne surtout l'impression de vouloir afficher un maximum de richesses. Il montre, par exemple, une très belle petite perle d'émeraude d'une valeur *"à six chiffres"*, explique l'influenceur. En arrière-plan, un pan de mur entier dévoile une large collection de ses sacs Hermès, dont les plus ordinaires sont placés tout en bas *"pour que le chat fasse ses griffes dessus"*.

Jeu de dupes. Son amie Tiantian Xiao Ayi ["Tatie Tiantian"] a également fait partie des grands gagnants de l'arène des réseaux sociaux chinois. Parmi ses titres de gloire, elle affirme avoir acheté une culotte à sequins de chez Miu Miu pour la coquette somme de 40 000 yuans [plus de 5 000 euros]. Avec cet article particulièrement onéreux, vendu en quantité limitée, et très difficile à assortir, elle était sûre de faire parler d'elle.

Elle se vante en racontant comment la vendeuse a dû sorti l'artillerie lourde pour réussir à la convaincre d'acheter le vêtement en dégainant un argument massue : *"Vous qui avez une peau si laiteuse, il serait dommage de ne pas en montrer un peu plus."* Le nombre de vues de cette minividéo a explosé de façon exponentielle, atteignant plusieurs centaines de millions.

Même s'il est difficile de percer les origines sociales de ces célébrités du Net, une chose est sûre : elles n'ont pas amassé leur fortune à la sueur de leur front. Dans le cas de Tatie Tiantian, la légende veut qu'après avoir étudié à l'université pendant deux ans sa mère lui ait *"donné de l'argent pour qu'elle monte sa propre entreprise"*.

Face aux médias, Wang Hongquan raconte le même genre d'histoire toute faite. Jouant avec les bagues en diamants roses et rouges à gros carats qu'il porte aux mains, il explique que son style vestimentaire se résume en un mot : *"Cher."* À tel point, précise-t-il, qu'il ne sort jamais de chez lui sans porter une tenue valant au moins 10 millions de yuans [1,3 million d'euros environ]. Ce genre d'habitudes viendrait de l'enfance, se vante-t-il : *"Je suis né avec une cuillère d'argent dans la bouche. Je n'ai jamais travaillé un seul jour de ma vie."*

Dans ce jeu de dupes, il est bon, pour percer, d'avoir l'appui d'autres riches célébrités du Net. Ainsi, devant la caméra, chaque

IKON IMAGES

"Je suis né avec une cuillère d'argent dans la bouche."

Wang Hongquan,
INFLUENCEUR BLING-BLING

influenceur bling-bling se doit d'afficher son réseau de relations pour prouver qu'il a son ticket d'entrée dans la haute société.

Ainsi, la créatrice de bijoux Wan Baobao apparaît souvent dans les vidéos de Tatie Tiantian. Dans l'une d'elles, on voit Tiantian faire diffuser un appel pour retrouver la joaillière à l'intérieur du SKP Beijing, le grand magasin de luxe le plus emblématique de Pékin – juste pour montrer qu'elle est *"la meilleure amie de Mme Wan"*!

C'est d'ailleurs aussi à côté du SKP que Wang Hongquan a ouvert un magasin d'articles de luxe de seconde main. Le jour de l'inauguration, de nombreuses stars étaient présentes – à la fois spectatrices et éléments du décor de ce grand spectacle qui visait d'abord à générer du trafic sur le Net.

Overdose publicitaire. Comme les autres live streamers, les influenceurs bling-bling tirent leur profit de l'insertion de publicités et de la promotion de produits lors des diffusions en direct de leurs émissions. Il s se distinguent cependant par leur étiquette de personnes fortunées, qui leur permet d'entrer en contact avec des marques haut de gamme et d'augmenter leur rémunération par spectateur.

Depuis bientôt un an, les vidéos de Tatie Tiantian sont saturées de publicités pour des marques de luxe de soins pour le visage. Wang Hongquan, lui, a choisi de faire de temps en temps un direct pour parler de ses marques préférées. Point trop n'en faut : entre mars et mai 2024, il l'a fait à treize reprises – ce qui lui a permis d'atteindre un chiffre d'affaires de plus de 25 millions de yuans au total [3,2 millions d'euros].Wang Hongquan n'a pas été le premier streameur à rejoindre le club des influenceurs bling-bling. Avant lui, d'autres avaient déjà mis en scène leur train de vie luxueux dans diverses vidéos montrant leurs expériences personnelles.

L'auteur du blog culinaire "Da Logo chikua Beijing" ["Logo mange tout ce qui passe à Pékin"] a découvert ce juteux filon presque par hasard. Auparavant, il s'intéressait surtout aux recettes, distillant des conseils à ses abonnés pour reproduire chez eux les *tenders* de poulet de KFC ou les *gyudon* (bol de riz au bœuf japonais) de la chaîne nipponne Yoshinoya. En dépit d'une hausse constante du nombre de ses followers, il avait toujours l'impression de *"manquer un peu de personnalité"*... Jusqu'à ce qu'en 2020, il enregistre une vidéo intitulée "300 yuans le steak de bœuf de Kobe" – un clip qui est rapidement devenu viral, avec plus de 1 million de likes.

Logo a alors décidé de se réorienter. Désormais, il affiche sur son site ses expériences dans des restaurants étoilés du *Guide Michelin*, dans des suites présidentielles à 75 000 yuans la nuit [9 600 euros], ou encore dans des jets privés. Si sa position d'influenceur bling-bling lui a valu de nombreuses critiques, sa fortune personnelle n'en a été que peu affectée. Le 30 mai, il a achevé de tourner une vidéo de promotion d'oreillers thaïlandais en latex, dont le montant des ventes lui aurait rapporté près de 10 millions de yuans [autour de 1 million d'euros].

Grâce à ses vidéos de motos de grosse cylindrée, la blogueuse Piyou est devenue populaire à peu près en même temps que Wang Hongquan, attirant rapidement plus de 28 millions de fans. Elle aussi s'est mise à étaler des dépenses extravagantes.

C'est en mai 2022 qu'elle se lance pour la première fois dans la promotion d'articles en live streaming. Pour autant, lors de ses trois premières vidéos, son GMV [*gross merchandise value*, le volume global des ventes] n'a pas dépassé les 250 000 yuans [32 000 euros]. Convaincue de la nécessité de se forger une nouvelle image pour bénéficier d'un trafic plus important, elle a soudainement acheté, en mars dernier, une Lamborghini LP700. Un moyen de faire comprendre à ses abonnés que, du haut de sa vingtaine d'années, elle a déjà réussi à amasser une fortune incroyable.

En plus d'étaler de grandes richesses, il convient, pour ces influenceurs, de mettre en avant des expériences rares. Ainsi, Piyou se vante de faire partie des premiers clients d'un club les pieds dans l'eau réservé aux VIP en Thaïlande. C'est, bien sûr, l'occasion de gagner de l'argent au passage. Allongée au bord de la mer, elle affirme qu'elle aimerait privatiser le lieu pour ses followers, tout en leur recommandant un masque déjaunissant.

Dans une autre vidéo, elle descend pour la première fois dans la chambre à plusieurs milliers de yuans la nuit d'un hôtel Bulgari – et en profite pour se livrer, sans vergogne, à une longue séance de promotion de plats préparés à base... de cous de canard.

Une classe oisive. Pour autant, en voulant se placer sur le même segment, tous les influenceurs ne réussissent pas aussi bien. Ce fut le cas de Tiffany Chen, une productrice de films hongkongaise qui, à l'instar de Wang Hongquan, affiche un amour démesuré pour les pierres précieuses. Son premier live stream a été une catastrophe.

Elle a affiché un dédain ostensible pour les articles qu'elle était censée promouvoir en direct – qui étaient vraisemblablement moins bien que les objets de luxe de son quotidien. Dans cette vidéo, elle apparaît arborant des boucles d'oreilles ornées de pierres précieuses très chères qu'elle semble mépriser, et met à l'inverse en évidence sa propre bague ornée d'une pierre de plus de 80 carats de la taille d'un œuf de pigeon. Et quand son assistante lui tend un bol de velouté au concombre de mer [un mets très onéreux], elle se détourne pour le refuser en lançant à son auditoire : *"Attention aux effets laxatifs !"*

Résultat : le jour même, son GMV a certes dépassé les 300 millions de yuans, devenant à l'époque un record sur Douyin, mais, en raison de son attitude dédaigneuse, les ventes des articles qu'elle était censée promouvoir ont plongé, avec un GMV de seulement 750 000 yuans pour sa dernière émission en direct.

À l'inverse, Wang Hongquan et Tatie Tiantian ont tous deux construit leur communauté de plusieurs millions d'abonnés sur leur style "luxe discret" : ils s'affichent sur leurs vidéos non seulement comme des personnes fortunées, mais aussi comme des membres d'une *"classe oisive"*, complètement coupée du monde du travail. Dans plusieurs vidéos, Tatie Tiantian déplore, sur un ton à moitié sérieux, ses misères quotidiennes : *"Aller boire un thé l'après-midi, essayer de trouver l'amour, sortir en boîte... Tout cela est absolument épuisant."*

Chaque influenceur célèbre semble avoir un compte à rebours dans son cœur.

Dans son essai intitulé *Théorie de la classe de loisir* [publié en 1899], l'économiste américain Thorstein Veblen explique que la classe oisive se fixe une vision particulière de l'esthétique : tout ce qui est cher est beau, et inversement. La consommation bling-bling est érigée en mode de vie.

Pour autant, il y a quelques années, les histoires les plus plébiscitées par les internautes chinois étaient celles d'entrepreneurs qui avaient réussi à la force du poignet. De nombreuses célébrités du Net racontaient leur combat sous forme de miniséries, toutes calquées sur le même modèle ou presque : la personnalité en question avait quitté l'école pour travailler alors qu'elle n'avait qu'une dizaine d'années ; puis, à force de gravir les échelons, elle était devenue un chef d'entreprise qui gagnait plus de 1 million de yuans par an.

Ces gens, qui s'affichaient en train de descendre de voitures de luxe, étaient pour la plupart des propriétaires de boutique en ligne ou de start-up. La véracité du récit qu'ils racontaient était généralement plus que douteuse, mais qu'importe : la richesse était visible.

Les choses ont changé avec le ralentissement du train de la création de richesse sur Internet, en 2020. La valeur de marché des sociétés Internet a généralement diminué de plus de 50 %, et beaucoup de nouvelles fortunes se sont effondrées.

La promotion sociale a semblé se refermer soudainement, et de nombreux jeunes en ont conclu que la lutte individuelle ne faisait plus le poids face au capital des grosses familles accumulé au fil des générations. De là est née une distinction entre nouveaux et anciens riches, avec une nouvelle chaîne de mépris de classe et l'essor du concept d'*old money* sur lequel se sont jetés les influenceurs bling-bling.

Toujours est-il que, si toutes ces figures qui font étalage de leur richesse ont brièvement attiré l'attention de tous, elles ont fini par disparaître. Chaque influenceur célèbre semble avoir un compte à rebours dans son cœur. Plus d'une fois, dans ses vidéos, Wang Hongquan a mimé l'emportement devant la caméra lorsque des internautes mettaient en cause la véracité de son train de vie – *"Si quelqu'un prouve que mes expériences sont fausses, alors je me retirerai complètement du réseau !"* Il semble que ce moment soit arrivé plus vite que prévu.

—Chang Fangfei,
publié le 31 mai



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Une vague de censure contre les "influenceurs de luxe" Une campagne lancée au mois d'avril par l'Administration du cyberespace de la Chine, le régulateur chinois de l'Internet, vise à décourager les internautes de *"présenter délibérément un mode de vie somptueux fondé sur la richesse"*. Elle s'inscrit dans la lignée des mesures interdisant aux influenceurs de publier des contenus *"contraires à l'éthique"*. Une story à découvrir sur notre site.



SOURCE

WEIXIN (WECHAT)
Shenzhen, Chine
weixin.qq.com
Weixin est le moyen de communication le plus populaire en Chine. Le groupe Tencent auquel l'application de messagerie appartient fait état de plus d'un milliard de comptes. Mais *Weixin* est aussi une plateforme de blogs qui donne un espace de relative liberté aux Chinois, dans un milieu médiatique très contrôlé.

États-Unis. La masculinité nouvelle est démocrate


FOCUS

Le colistier de Kamala Harris et le mari de la candidate offrent une nouvelle image des hommes américains, celle d'individus prêts à se mettre au service d'une femme et à s'approprier le combat pour les droits reproductifs. Aux antipodes des angoisses de la "manosphère" qui imprègnent désormais le discours de la droite américaine.

—**New York Magazine,** *extraits* (*New York*)

Quel grand écart", affirmait Doug Emhoff lors d'une collecte de fonds à la toute fin de juillet, dans le Maine. L'époux de Kamala Harris faisait référence aux propos tenus par Donald Trump ce jour-là devant l'Association nationale des journalistes noirs, à Chicago : l'ancien président rudoyait Rachel Scott, de la chaîne ABC News, qu'il qualifiait de *"vilaine"* [en raison des questions qu'elle lui posait] et laissait entendre que Kamala Harris n'était *"devenue noire"* que récemment. Doug Emhoff était estomaqué par cette vulgarité décomplexée : *"Le contraste ne pourrait pas être plus saisissant."*

Depuis que Joe Biden a renoncé à se présenter à la présidentielle, le contraste le plus évident de la campagne oppose le vieil homme blanc qui a reçu l'investiture du Parti républicain et la femme plus jeune, noire et d'origine indienne, du Parti démocrate. Mais une autre différence apparaît au grand jour, cette fois au sein d'un même genre : c'est la conception de la masculinité affichée respectivement par les hommes de droite et de gauche.

On a d'un côté la virilité selon le Parti républicain : son furieux ressentiment contre les femmes et leur pouvoir ; son obsession malveillante de forcer les femmes à avoir des bébés. Dans l'autre camp, on voit se dessiner un homme démocrate qui assume d'être sur le même plan que les femmes, voire de passer au second plan : volontiers déférent, fier défenseur des droits des femmes et attaché à une relation d'égal à égal.

Ce nouvel homme démocrate est incarné par Doug Emhoff, qui a organisé dans une succursale du planning familial sa première apparition publique en solo après que sa femme est devenue la candidate de facto des démocrates. Mais aussi par Tim Walz, le colistier de Kamala Harris,

Les hommes démocrates proposent une autre définition de la force masculine, indissociable de la libération des femmes.

ancien membre de la garde nationale et entraîneur de football américain, que la droite s'est mis à appeler "Tim le tampon" parce qu'il a promulgué, en tant que gouverneur du Minnesota, une loi qui rend obligatoire la fourniture gratuite de produits menstruels dans toutes les toilettes des établissements scolaires publics.

Je n'insinue pas que ces gars-là sont de parfaits spécimens d'une masculinité évoluée. Mais en rivalisant d'ardeur pour faire élire une femme à la Maison-Blanche, les hommes démocrates dans leur ensemble nous proposent une autre définition de la force masculine, indissociable de la libération des femmes et de leur pleine participation à la vie citoyenne. Et ils en font pour ainsi dire la nouvelle norme.

Nul besoin de réitérer que Trump est exécrable à l'égard des femmes et de tout ce qui les concerne. On n'en était pas moins stupéfait, lors de la convention républicaine de juillet, de voir à quel point le parti ne se soucie absolument pas de sa réputation calamiteuse. On comptait ainsi parmi les intervenants Hulk Hogan, ancien lutteur professionnel accusé de violences conjugales, ou Dana White, ancien PDG de l'Ultimate Fighting Championship, qui a été filmé en pleine altercation physique avec sa femme. Sans oublier des misogynes de droite comme Tucker Carlson, qui a perdu son emploi à Fox News dans un contexte d'accusations de harcèlement sexuel et a qualifié les femmes d'*"extrêmement primitives et rudimentaires"*.

← *Sur la catapulte, Donald Trump. De gauche à droite : Kamala Harris, Tim Walz et Doug Emhoff. Dessin de* **Petar Pismestrovic,** *Autriche pour* **Courrier international.**

Alors que Kamala Harris arrive sur scène au son de *Freedom*, de Beyoncé, Donald Trump et son colistier J. D. Vance ont choisi *It's a Man's Man's Man's World* de James Brown.

La droite contemporaine est pour ainsi dire électrisée par les énergies malsaines de la "manosphère", qui affirme aux jeunes hommes que les femmes les ont privés de leur pouvoir. C'est la vision du monde amplifiée par des hommes comme Andrew Tate, qui a été arrêté pour traite d'êtres humains et viol, et qui écrivait sur X en avril : *"Chers hommes blancs, vous êtes foutus. Vous vous faites remplacer, car aucun d'entre vous n'a d'enfants."*



Sympathisant bruyant de Trump, Elon Musk (lui-même accusé de harcèlement) a relayé cette version nataliste de la théorie du grand remplacement, affirmant que *"la contraception et l'avortement"* mettent en péril la civilisation et proposant que les personnes sans enfant n'aient pas le droit de vote. Au cours de l'été, les débats ont été dominés par la perplexité que suscitaient d'anciennes déclarations de J. D. Vance : il a qualifié les femmes sans enfant de *"désaxées"*, de *"sociopathes"* et de *"folles à chats"*, et il a affirmé que les parents devraient bénéficier de votes supplémentaires.

La droite contemporaine est pour ainsi dire électrisée par les énergies malsaines de la "manosphère".

La culture des *incels* [*involuntary celibates*, "célibataire contre son gré", en français] et l'indignation sexiste en ligne sont aussi à l'origine de la nouvelle idée fixe des républicains : tenter d'abroger les lois sur le divorce par consentement mutuel.

Les hommes du Parti démocrate offrent une tout autre image de la masculinité. Doug Emhoff prend soin de souligner que les droits reproductifs ne sont *"pas qu'une question de femmes"*, mais *"une question qui nous concerne toutes et tous"*, un discours nouveau de la part d'un homme démocrate. À Portland, dans le Maine, il a déclaré que l'annulation du droit constitutionnel à l'avortement [en 2022] avait créé un *"enfer"* où *"vous n'avez pas accès à un frottis ou à des soins fondamentaux"*. Vous avez bien entendu : des hommes du Parti démocrate parlent aujourd'hui de *"frottis"* sans gêne.

Il y a un côté poétique au fait que Kamala Harris ait rencontré Tim Walz – qui avait promulgué en tant que gouverneur un train de mesures pour protéger l'avortement et les droits des personnes LGBTQI – dans un planning familial, à Saint Paul, au mois de mars 2024. C'était la première fois qu'une personne occupant la vice-présidence se rendait dans un centre qui dispense des soins liés à l'interruption de grossesse.

À 60 ans, Walz ressemble à un père Noël sans barbe et au voisin qui vous aidera à réparer la tondeuse. Son audition express pour le rôle de vice-président s'est accompagnée de photos sur Internet où il fait des câlins à des chats, des chiens et des porcelets, et où il est étreint par des groupes d'enfants heureux qu'il ait promulgué de nouvelles lois sur les aides sociales pour la garde d'enfants. Il parle souvent des épreuves que sa femme, Gwen, et lui ont traversées pour avoir des enfants par fécondation in vitro.

Il est revigorant de voir la masculinité traditionnelle affichée par Tim Walz – son côté *"super papa"*, comme l'a dit le site Axios – mise au service d'un parti qui semble enfin considérer les droits et la libération des femmes comme une préoccupation morale de premier plan. Il y a encore quelques décennies, ce positionnement aurait attiré aux démocrates le qualificatif railleur de "parti des mamans".

C'est ici qu'entre en jeu la grande contribution rhétorique de Tim Walz à la campagne : son choix du mot "bizarre" pour décrire les idées réactionnaires et loufoques de l'opposition. Ce n'est pas seulement que ce mot qualifie efficacement les républicains, mais il donne également à voir son antonyme : "normal". Car si la droite a effroyablement bien réussi à revenir en arrière pour ce qui est des lois et des droits, elle peine à infléchir les nouvelles normes sociales.

Quand J. D. Vance affirme que faire garder ses enfants est une *"lutte des classes menée contre les gens normaux"*, ça paraît bizarre. Et quand Jesse Watters, présentateur sur Fox News, déclare que *"lorsqu'un homme vote pour une femme, il se transforme en femme"*, c'est carrément bizarre.

Mais quand les femmes sont, dans les discours des hommes démocrates, des égales, des amies, des collègues et des patronnes ; lorsqu'ils affirment sans détour que les gens ont besoin de frottis, de tampons et de soins liés à l'avortement ; lorsqu'ils affichent leurs efforts pour qu'une femme devienne présidente : eh bien, ils paraissent, tout simplement… normaux.

—***Rebecca Traister,***
publié le 10 août

Lutter pour l'avortement est aussi une affaire d'hommes

Pour l'association Men4Choice, implantée notamment en Floride, en Géorgie et en Caroline du Nord, les femmes ne doivent plus être les seules à monter au front pour défendre l'IVG.

—**The Guardian,** *extraits* (*Londres*)

"Ah, je crois que c'est plutôt ma femme que vous cherchez", s'exclame cet habitant de Floride en découvrant sur le pas de sa porte un militant venu lui parler du droit à l'avortement. Mais l'homme se trompe. C'est bien lui que l'activiste est venu voir. Ce dernier fait partie de Men4Choice ["Hommes pro-choix"], une association qui s'est donné pour mission d'inciter les hommes qui sont favorables à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) à lutter activement pour sa défense.

"Il est temps de sortir de l'ombre", assène Dewayne Martin, directeur de la branche jeunesse de l'association Men4Choice. C'est lui qui nous raconte la scène, vécue récemment par l'un de ses camarades du mouvement. Il souligne : *"Les hommes doivent rejoindre la ligne de front."*

Deux ans après l'abrogation de l'arrêt Roe *vs* Wade par la Cour suprême et l'interdiction de l'IVG – à quelques rares exceptions près – dans plus d'une dizaine d'États américains, la plupart des hommes se disent favorables à l'avortement aux États-Unis. Quelques mois après le jugement, 65 % des hommes âgés de 18 à 29 ans souhaitaient que l'IVG reste légale dans toutes les situations, ou presque. Mais, pour Men4Choice, ce soutien reste malheureusement trop *"passif"*. → 32







← **Des jeunes hommes favorables à l'avortement devant la Cour suprême, à Washington, le 24 juin.** *Photo Aashish Kiphayet/NurPhoto/AFP*

31 ← Les jeunes femmes restent plus largement favorables à l'avortement et plus enclines à prendre publiquement position sur le sujet que leurs homologues masculins. Seuls 43 % des garçons de la génération Z [nés entre 1997 et 2010] estiment qu'il s'agit d'un *"enjeu très important"*, contre 68 % des filles du même âge, d'après la politologue Melissa Deckman, qui prépare un livre sur l'engagement politique de cette génération. Et ce désintérêt a des répercussions très concrètes : chez les 18-44 ans, la question du droit à l'avortement est moins souvent un moteur pour se rendre aux urnes chez les hommes que chez les femmes. Et elle est moins susceptible d'influer sur le choix du candidat.

Alors Men4Choice tente d'inciter les hommes à aller voter, à prêcher la bonne parole ou à s'engager de quelque façon que ce soit pour défendre leurs convictions. *"Notre stratégie, c'est de leur ouvrir les yeux,* explique Oren Jacobson, l'un des fondateurs du mouvement. *De les aider à prendre conscience qu'il ne s'agit pas seulement d'une affaire de femmes. Que l'enjeu va au-delà de l'avortement. Que c'est une question de liberté, de pouvoir, de contrôle qui nous concerne tous, nous, nos familles et nos proches."* Car c'est aussi leur avenir qui est en jeu. Les jeunes hommes dont la compagne tombe enceinte et mène sa grossesse à terme ont presque quatre fois moins de chance d'obtenir un diplôme de l'enseignement supérieur que ceux dont les jeunes compagnes ont recours à l'IVG.

Tandis que le droit à l'avortement est devenu l'un des thèmes centraux du Parti démocrate pour la prochaine présidentielle, les républicains, eux, tentent de minimiser le sujet et leur rôle dans l'abrogation de l'arrêt Roe *vs* Wade. Et s'ils abordent volontiers les difficultés rencontrées par les jeunes hommes – pour décrocher une place à l'université, joindre les deux bouts ou prendre soin de leur santé mentale –, ils n'hésitent pas à rejeter la faute sur la place grandissante des femmes dans la vie politique et sociale. *"Cela donne aux hommes l'impression d'être prioritaires, supérieurs"*, analyse Davan'te Jennings, également membre de Men4Choice dans l'État de Géorgie. Et cette *"approche toxique de la masculinité"* explique en partie le manque de mobilisation des jeunes hommes, qui n'osent pas militer ouvertement pour le droit à l'avortement, poursuit-il. Jennings entend régulièrement des phrases comme *"pour être un homme"* et *"c'est ce que ferait un homme"*. L'expression de ses sentiments – en particulier de son inquiétude pour le droit à l'IVG – ne cadre pas avec cette idée de la masculinité.

> **"C'est une question de liberté et de contrôle qui nous concerne tous, nous, nos familles et nos proches."**
>
> **Oren Jacobson,** L'UN DES FONDATEURS DU MOUVEMENT MEN4CHOICE

Men4Choice s'efforce donc d'intégrer l'avortement dans cette vision dépassée et étriquée de la virilité. *"Être un homme, c'est passer à l'action,* assure Dewayne Martin, *c'est prendre soin de ceux qu'on aime, se battre pour garantir sa propre liberté mais aussi celles de ses proches, et se rendre compte que ces deux choses sont indissociables."*

Christian Shephard, lui, préfère aborder le sujet en parlant avec les hommes de leur rapport aux femmes, notamment leur tendance à les traiter comme des objets ou de simples partenaires sexuelles. *"Il y a un lien évident entre la manière dont on parle des femmes et ces lois [antiavortement] conçues pour les priver de leurs droits fondamentaux"*, estime le jeune homme de 26 ans, qui coordonne l'action de Men4Choice en Floride.

Men4Choice a vu le jour en 2015, mais l'activité de l'association a véritablement décollé avec la décision historique de la Cour suprême, en 2022. Son programme de formation, organisé trois fois par an et qui a accueilli cet été 70 hommes âgés de 18 à 28 ans, a presque triplé d'envergure. Le mouvement est particulièrement bien implanté en Floride, en Géorgie et en Caroline du Nord, trois États où le droit à l'avortement a été restreint depuis l'abrogation de l'arrêt Roe *vs* Wade.

Bien qu'il ait grandi dans un quartier démocrate de Miami, Dewayne Martin, 22 ans, ne s'était jamais mobilisé pour le droit à l'avortement avant 2020. Il était en classe de terminale et déjà très impliqué dans le conseil de son lycée lorsqu'un ami lui a parlé de Men4Choice. *"Je me suis alors rendu compte que, même si j'avais grandi entouré par des femmes, sans qui je n'aurais pas eu la même vie, je ne m'étais jamais engagé directement pour les soutenir sur ce sujet-là"*, se souvient le jeune homme, qui a rejoint l'association dans la foulée.

Quelques mois avant que Kamala Harris ne devienne la candidate démocrate dans la course à la Maison-Blanche, Men4Choice s'était associé à Doug Emhoff, son époux, pour organiser des événements afin de mobiliser les hommes sur ces questions. Aujourd'hui, ils tentent de recruter des bénévoles et de les guider vers des associations partenaires qui agissent directement sur le terrain.

Men4Choice concentre également une bonne partie de son activité en Floride, où l'IVG est actuellement interdite au-delà de six semaines de grossesse – la plupart des femmes ignorent encore qu'elles sont enceintes à ce moment-là – et où les électeurs devront se prononcer lors des élections du 5 novembre sur une éventuelle révision de la Constitution locale destinée à garantir le droit à l'avortement. D'autres mesures favorables à l'avortement ont déjà été approuvées dans les urnes dans plusieurs bastions républicains comme l'Ohio ou le Kentucky.

Mais le travail de l'association a ses limites. Men4Choice se concentre sur les hommes déjà favorables à l'avortement, ou au moins ouverts à la discussion – pas sur ceux qui y sont viscéralement opposés. *"S'ils ne comprennent pas l'enjeu, ou ne montrent pas clairement qu'ils sont prêts à le comprendre, on ne peut pas rester assis là à débattre pendant des heures,* conclut Davan'te Jennings. *C'est inutile."*

—***Carter Sherman,***
publié le 20 août

En bref

Trump et le scandale du cimetière

●●● Kamala Harris accuse son adversaire, Donald Trump, d'avoir *"manqué de respect à un lieu sacré"* lors de sa récente visite au cimetière militaire national d'Arlington, *"alors que la controverse autour d'une altercation entre des membres de la campagne de Trump et le personnel du cimetière continue de s'intensifier"*, résume **The Guardian.** Pour la vice-présidente américaine, Trump a délibérément organisé un *"coup politique"*, en transformant *"une cérémonie de dépôt de gerbes"* en *"séance photo"*. Un porte-parole de l'armée américaine a déclaré qu'un membre de l'équipe du candidat avait *"brusquement poussé"* une employée du cimetière, afin que celui-ci puisse *"prendre des images avec les familles des soldats décédés pendant le retrait de l'armée américaine d'Afghanistan, en 2021"*, précise **NBC News.** Sur X, Kamala Harris n'a pas mâché ses mots : *"S'il y a une chose sur laquelle nous pouvons tous nous mettre d'accord, c'est que nos anciens combattants, nos familles de militaires et nos soldats doivent être honorés, jamais dénigrés […]. Quelqu'un qui ne peut s'acquitter de ce devoir simple et sacré ne devrait plus jamais être président des États-Unis."* Ce à quoi J. D. Vance, colistier de Trump, s'est empressé de répondre : *"Le président Trump était [à Arlington] à l'invitation de familles dont des êtres chers ont perdu la vie à cause de votre incompétence. Pourquoi ne délaissez-vous pas les réseaux sociaux et n'ouvrez-vous pas une enquête sur ces morts inutiles ?"*

BRÉSIL

À São Paulo, des Indiens guarani cernés par la ville

Des centaines d'entre eux vivent toujours au cœur de la plus grande mégapole du pays – à cent lieues du cliché de "l'indien nu".



↙ **Un Indien guarani de São Paulo se prépare avant d'aller manifester pour revendiquer des terres pour son peuple, le 4 juin 2023.** *Photo Amanda Perobelli/Reuters*

—**Deutsche Welle Brasil** *(Berlin)*

Priscila Poty fait un constat qui l'attriste : les non-Amérindiens ont une fausse image des Guarani Mbya [une fraction du peuple guarani] qui, comme elle, vivent dans le sud de l'agglomération de São Paulo. *"Parfois, au village, nous avons de la visite, et on entend souvent* 'Mais où sont les Indiens ?', raconte l'enseignante. *Beaucoup de gens ont encore une image de l'Amérindien qui date de l'invasion portugaise, comme si on vivait tout nus. Ce n'est pas parce que l'Indien d'aujourd'hui porte des vêtements, des baskets et utilise un portable qu'il n'est plus un Indien."*

Priscila Poty vit sur les terres autochtones du district de Parelheiros, qui rassemblent 2 400 habitants sur quatre territoires officiellement délimités, dans le sud de la plus grande agglomération du Brésil. Ces quatre *terras indígenas* ["terres indigènes", TI], Tenondé Porã, Krukutu, Barragem et Rio Branco, couvrent à elles toutes 19 052 hectares. La conquête est récente. Il a fallu attendre 2016 pour que Tenondé Porã soit déclarée *terra indígena*, couvrant près de 16 000 hectares.

"Être autochtone aujourd'hui, poursuit Priscila Poty, *c'est avant tout lutter pour nos terres, une préoccupation grandissante : on ne sait jamais combien de temps nous conserverons un espace pour le* Nhanderecó, *le mode de vie guarani."* Comme d'autres habitants du village, elle enseigne en guarani à l'école publique. Tenondé Porã, la commune la plus peuplée, est un peu le chef-lieu des terres autochtones.

Nouveaux hameaux. Ici se trouvent l'école, deux maisons de prière, un dispensaire, 110 maisons construites par l'Office public du logement de l'État de São Paulo, ainsi que le Centre d'éducation et de culture indigène, créé en 2004 pour l'enseignement de la langue et de la culture guarani auprès des enfants de moins de 5 ans.



Pedro Werá, directeur de l'école et dirigeant communautaire, raconte que, après l'extension des territoires qui leur revenait, l'une des premières étapes fut de créer de nouveaux hameaux, disséminés sur la zone, afin de lutter contre l'accaparement des terres [un fléau tel qu'il a un nom au Brésil, la *grilagem*]. Avec le développement urbain de São Paulo et de sa voisine São Bernardo do Campo qui grignotent le territoire autochtone, les *grileiros* recourent à la violence pour occuper des terrains et les revendre à des fermiers ou à de petits paysans. Pedro Werá insiste : *"Une fois qu'ils sont installés, ça devient compliqué et dangereux."*



Vicente Kuary et sa famille sont venus chercher refuge à Tekoá Porã, l'un des hameaux nouvellement créés. *"Depuis que la ville s'est rapprochée, il y a souvent des ouvriers agricoles autour du village, et tout un tas de choses qui nous arrivent, des mauvaises choses, de la drogue par exemple. Ça m'a convaincu de partir."*

Sur les terres autochtones de l'agglomération, il n'y a quasiment pas de travail dans le privé, ni de commerces. Sans revenus stables ni parcelles à cultiver, la population dépend des aides sociales comme le programme Bolsa Família, des distributions de colis d'aide alimentaire, ou du programme d'aide au retour à l'emploi (Programa Operação Trabalho), mis en place récemment par la mairie de São Paulo.

À 45 kilomètres des terres autochtones de Parelheiros, dans l'extrême nord de São Paulo, des villages au pied du Pic de Jaraguá se sont lancés dans diverses cultures traditionnelles, dont celle du maïs. En tout, sept villages se sont ici disséminés sur un territoire de 532 hectares officiellement déclaré "terre indigène" en 2015, mais ramené en 2017 à la superficie de 1,7 hectare qui avait été délimitée à l'origine, en 1987.

Le seul village situé dans cette dernière zone peau de chagrin a pour chef Araju Apolinário, petite-fille de celle qui fut la première femme cacique chez les Guarani. À Ytu, la seule production alimentaire provient d'un petit potager de création récente. La chef du village reconnaît qu'il y a là un problème : *"Beaucoup nous demandent pourquoi nous avons créé un village au beau milieu de la ville. Mais la vérité, c'est que c'est la ville qui s'est étendue jusqu'à nous encercler, au point que nous ne pouvons plus utiliser l'eau du Ribeirão das Lavras, comme le faisaient encore mes grands-parents."*

"Aujourd'hui, poursuit Araju Apolinário, *nous sommes entrés dans une routine très conventionnelle : même nous qui habitons le village avons un travail en dehors de nos traditions. On se lève, on va au travail, on rentre, comme tout le monde. Il y a une chose à laquelle nous ne renonçons pas, c'est d'aller chaque soir à la maison de prière."*

Manque d'espace. Jaci vit à Ytu, où elle enseigne la culture autochtone. Elle témoigne également de la difficulté de vivre *"à 10 mètres de la ville"* : *"Dans la culture guarani, il est important de vivre éloignés les uns des autres, pour avoir un espace à soi. Ici, la réalité est tout autre, c'est comme une favela, avec des maisons, des cahutes, collées les unes aux autres."*

Le Ribeirão das Lavras ["ruisseau des filons"], qui coule à travers ces villages, doit son nom à l'exploitation de l'or survenue très tôt dans la région. Déjà, au XVIe siècle, le Portugais Afonso Sardinha procédait ici à l'extraction aurifère. Moins d'un siècle plus tard aurait lieu la découverte des gisements du Minas Gerais par les *bandeirantes* paulistes, ces aventuriers, acteurs de premier plan de la "conquête" de l'intérieur du Brésil, qui réduisirent en esclavage des milliers d'indigènes, le plus souvent des Guarani.

Une plaie encore ouverte aujourd'hui, pour les habitants des villages du Pic de Jaraguá, et que les noms donnés aux autoroutes alentour, qui étouffent leurs terres, n'aident pas à panser. La *rodovia dos Bandeirantes* et la *rodovia Anhanguera* ["Vieux diable" en tupi-guarani, le surnom de deux célèbres *bandeirantes*] rendent encore hommage à ceux que les peuples autochtones considèrent comme des assassins.

—***Gustavo Basso,*** *(de São Paulo) publié le 9 juillet*



← L'écologiste Amine Kessaci dans le quartier de Frais-Vallon, en juillet 2024. *Photo Andrea Mantovani/The New York Times*

Société. À Marseille aussi “on a des idées”

Amine Kessaci, 20 ans, a grandi dans un quartier défavorisé de la ville, très touché par la violence. Militant chez les Verts, il souhaite faire entendre la voix des classes populaires. Il a été battu de peu aux élections législatives de juin.

[redacted]

—The New York Times, *extraits (New York)*

À 17 ans, Amine Kessaci s'est retrouvé assis tout près d'Emmanuel Macron, venu à Marseille pour amorcer sa seconde campagne à la présidence de la République. C'était en 2021. Le chef de l'État, connu pour son approche jupitérienne de la politique, avait alors présenté son plan d'aide massif à destination de la cité phocéenne, deuxième ville de France par sa population. Un programme censé doper l'économie locale et mettre fin à la violence incontrôlée qui ravageait la métropole.

Ce jour-là, Amine n'a pas laissé filer sa chance. D'une voix calme mais déterminée, ce fils d'immigrés algériens a profité de l'entretien improvisé avec Emmanuel Macron pour l'exhorter à se montrer moins solitaire dans sa prise de décisions. *“Ça ne sert à rien de venir avec un plan qui vient de Paris, qui a été fait dans un avion ou je ne sais où. Il faut que, ce plan, vous le construisiez avec nous”*, a-t-il pressé le président, qui n'a pas réagi sur le fond, se contentant de lui demander son âge puis de l'applaudir timidement. Moins de trois ans plus tard, Amine Kessaci se présentait aux élections législatives sous la bannière du Nouveau Front populaire [après s'être engagé sur la liste d'Europe Écologie-Les Verts durant la campagne des européennes]. Il s'est incliné de peu – 835 voix – face à Gisèle Lelouis, 72 ans, la candidate du Rassemblement national (RN).

Mutation sociétale. Le scrutin s'est soldé par une impasse politique, et les Français attendent toujours la formation d'un nouveau gouvernement. La candidature du jeune homme est le reflet d'un pays en pleine mutation. Il représente ces Français issus de l'immigration qui se démènent pour être vus et pleinement intégrés dans la société, et qui rêvent d'intégrer les cercles du pouvoir, longtemps réservés aux élites.

La campagne des législatives a mis en évidence la coexistence de visions très différentes pour l'avenir du pays. Bien qu'il ait édulcoré son discours, le RN défend toujours une ligne dure sur l'immigration, qu'il accuse souvent d'être à l'origine de la délinquance et de menacer l'identité française.

Dans sa candidature, le jeune homme défendait un message simple : bien conscient de la réalité du quotidien de ses concitoyens les plus modestes, en particulier les plus jeunes, il avait à cœur de faire bouger les lignes, notamment dans les quartiers populaires du nord de la ville, où il a grandi. Il souligne d'ailleurs l'importance de l'expérience de la vie, le plus précieux des atouts, selon lui, pour représenter la nation.

Si plusieurs personnalités d'origine étrangère occupent des postes importants au sommet de l'État, l'Assemblée, elle, ne comptait en 2022 que 32 députés issus de la diversité sur 577, d'après *France 24*, et peu de descendants d'immigrés de la deuxième génération, comme Amine Kessaci.

> “On est capables de régler nos problèmes nous-mêmes.”
> **Amine Kessaci**

Après la Seconde Guerre mondiale, de nombreux immigrés sont arrivés d'Afrique – notamment des anciennes colonies et protectorats français du Nord et de l'Ouest – pour répondre au besoin croissant de main-d'œuvre. La plupart vivaient en périphérie des grandes agglomérations, dans des quartiers dépourvus de nombreux services publics, devenus symboles de l'exclusion sociale et des inégalités économiques. Amine Kessaci a grandi dans l'un de ces quartiers, dans une tour délabrée de Frais-Vallon, à quinze minutes en métro du centre de Marseille. L'une des zones les plus ravagées par la criminalité en France.



PORTRAIT

Près de son ancien immeuble, où vit toujours son père, des jeunes hommes, le visage à moitié dissimulé par des masques noirs, surveillent les allées et venues, attentifs à d'éventuelles menaces pour leur trafic de drogue. Les habitants de ces quartiers savent bien ce qu'est la véritable insécurité, et pourtant, ce sont eux qui s'en plaignent le moins, constate Kessaci. L'extrême droite a fait de ce sujet l'un de ses chevaux de bataille, récoltant au passage de nombreuses voix.

Rachid Zerrouki se réjouit de voir un jeune comme Amine Kessaci s'investir en politique. *“C'est important de se sentir représenté”*, relève cet enseignant qui travaille auprès d'élèves en décrochage scolaire. Dans ces cités, la misère économique et sociale pousse de nombreux adolescents à sortir du système éducatif et à rejoindre les réseaux de narcotrafiquants, poursuit-il. *“On a du mal à leur trouver des stages pour leur ouvrir des perspectives professionnelles.”*

Drame familial. Amine Kessaci ne connaît que trop bien cette triste réalité. En décembre 2020, le corps de son frère aîné, Brahim, a été retrouvé calciné dans le coffre d'une voiture [sur fond de règlement de comptes entre trafiquants]. La police a mis des jours à l'identifier, jusqu'à ce que sa famille reconnaisse un bijou trouvé sur sa dépouille mortelle.

La période électorale a été très formatrice pour le jeune candidat, constate Karim Bentahar, qui travaille pour un conseil intercommunal de sécurité de prévention de la délinquance et de la radicalisation. C'est lui qui a dirigé sa campagne. *“J'ai vu un jeune qui avait grandi trop vite,* se souvient-il à propos de leur première rencontre, il y a trois ans. *Le décès brutal de son frère a nourri un élan positif, qui lui a permis de prendre son destin en main pour représenter avec dignité les jeunes dans la même situation que lui.”*

La ligne politique d'Amine Kessaci est aussi imprégnée de préoccupations environnementales et économiques qu'il partage avec d'autres candidats des Verts. Il défend notamment la création d'un impôt sur la fortune assorti d'un volet climatique, et la hausse du smic. À 16 ans, il a créé l'association Conscience, avec pour mission de faire entendre la voix des classes populaires à l'échelle nationale, notamment sur des questions de développement durable. *“On est capables de régler nos problèmes nous-mêmes,* expose-t-il. *On peut nettoyer nos quartiers. On en est capables. On lit, on a des idées, on s'intéresse à autre chose que la drogue.”*

Plus de trois ans après la mort de Brahim Kessaci, Marseille est toujours déchirée par la violence liée au narcotrafic. [Au début de juillet], un adolescent a trouvé la mort dans une fusillade près de Frais-Vallon. Amine Kessaci défend la dépénalisation du cannabis, qui permettrait selon lui d'affaiblir les trafiquants, et le retour de la police de proximité, supprimée en 2003. Depuis, lorsque les forces de l'ordre viennent dans les quartiers, c'est presque toujours en opération commando. Et, bien que ce dispositif ait disparu avant sa naissance, le jeune homme entend encore parler des bonnes relations qui régnaient à l'époque entre les habitants de la cité et les policiers locaux.

Malgré sa défaite aux législatives, Amine Kessaci reste optimiste quant à son avenir politique. Il œuvre désormais pour inciter ses concitoyens à s'inscrire sur les listes électorales, tout en poursuivant ses études de droit à l'université d'Aix-Marseille. *“Je n'ai que 20 ans,* conclut-il, *et la prochaine fois sera la bonne.”*

—Aida Alami,
publié le 25 août

VOYAGE

Sanglier et asticots… Mes aventures gustatives en Corse

De retour de vacances, cette journaliste allemande raconte son séjour sur l'île de Beauté, où "le concept de végétarisme n'a pas franchi la Méditerranée".

—**Die Zeit** *(Hambourg)*

La cuisine corse n'est pas pour les papilles sensibles. Le miel du maquis a une saveur presque piquante, les gâteaux à base de farine de châtaigne un goût corsé à souhait, et la crème de noisette locale évoque du chocolat noir fondu à la noisette. Qu'en est-il de la charcuterie et du fromage ? Ils demandent parfois un certain courage. Chose que je ne tarderai pas à apprendre au cours de mon séjour sur l'île de Beauté.

Je m'étais promis d'aller y randonner sur une portion du GR20, le chemin qui enfile tous les sommets corses, escalade des versants escarpés, dévale des pentes qui conservent longtemps leur manteau neigeux, et dont certaines sont surnommées *"descentes de la mort"* parce qu'un randonneur y perd la vie de temps en temps.

À chaque étape, les refuges de montagne nous proposent de la bière corse et des plateaux de charcuterie et de fromage. Contrairement à la cochonnaille du continent, le fromage et la charcuterie corses font toujours de l'effet quand c'est la tenancière du refuge qui vous apporte le plateau ô combien traditionnel avec un sourire satisfait jusqu'aux oreilles.

Dans mon cas, c'est ce qui se passera le deuxième jour de ma randonnée : sur un côté du plateau trône un fromage à la fleur épaisse comme le pouce, qui me fait penser à de la barbe à papa vert olive. À ses côtés, une rondelle de fromage jaune orangé grouillant de petits asticots. Pas un, pas deux, mais des centaines. Le *casgiu merzu*, c'est le nom du brebis en question.

Fromage explosif. La patronne m'explique fièrement que les asticots mangent le fromage et que leur digestion en accélère la fermentation. *"C'est pour ça que notre fromage traditionnel a ce crémeux incomparable."* Je songe immédiatement à *Astérix en Corse* : les relents du *casgiu merzu* y font exploser le bateau des pirates.

À vrai dire, je suis végétarienne. Je n'ai mangé du salami de mon plein gré qu'à deux reprises dans ma vie d'adulte, et les deux fois en Corse. À la vue du fromage en question, je n'ai pas pu faire autrement que botter en touche – et me rattraper sur le plateau de charcuterie à base de porc et de sanglier. Bonne pioche : les spécialités étaient certes puissantes et relevées, mais inoffensives en comparaison. Autant dire une pause pour les papilles dans le contexte de la montagne corse.

Que l'on soit végétarien ou non, impossible de passer à côté du sanglier de toute façon. Presque toute l'île a des allures de parc animalier. Des hardes de sangliers vous passent à tout bout de champ devant le nez – sur les petites routes, sur le chemin des crêtes, et jusque dans les rues de la capitale, Ajaccio. Les ongulés font du gras dans les forêts de chênes, et du muscle sur les pentes abruptes et inextricables du maquis corse.

En chemin, il n'est pas rare d'entendre grogner de loin, même s'il s'agit parfois de cochons domestiques parqués dans l'enclos d'une paysanne. Quand ça fourrage dans les fourrés, ce sont des sangliers en liberté. Les animaux évitent les humains et les autochtones les esquivent en voiture ou à vélo sans se formaliser.

Après tout, c'est essentiellement après les glands, les châtaignes et les champignons qu'en ont les sangliers. Ce n'est que lorsqu'il y a des marcassins dans la harde qu'il convient de garder ses distances avec des bêtes qui peuvent peser dans les 200 kilos : les adultes défendent farouchement leurs petits, et les canines de l'animal sont impressionnantes.



↙ *Dessin de* **Montana Forbes,** *Royaume-Uni.*

Parfum de noisette. Les animaux sont omniprésents sur l'île, et les commerces et les restaurants le leur rendent bien. Tous proposent des spécialités à base de [porc et de] sanglier : le *figatellu,* saucisse de foie souvent fumée, de couleur presque noire ; le *lonzu,* filet maigre au parfum de noisette ; la *coppa,* salami de couleur rougeâtre. Tous sont un ravissement pour les papilles.

> **La saucisse corse est tellement prisée qu'elle est l'objet d'une fraude assidue.**

La saucisse corse est tant prisée qu'elle est l'objet d'une fraude assidue. Certains importent de la viande industrielle italienne ou polonaise sur l'île pour en faire du saucisson prétendument local, d'autres se contentent de coller sur les produits bon marché du continent la fameuse tête de Maure coiffée de son bandeau. Pour ne pas être trompé sur la marchandise, le mieux est encore de se rendre directement dans les exploitations qui proposent le saucisson en vente directe – ou de s'assurer qu'une localité corse soit explicitement mentionnée sur l'étiquette.

"Les cochons ont la belle vie ici", assurent les autochtones, qui précisent qu'ils sont bien obligés d'en manger quelques-uns pour en réguler le nombre. *"On vit en bonne intelligence"*, ajoutent-ils en débitant le saucisson à l'aide d'un grand couteau – et, en Corse, mieux vaut toujours approuver les gens du cru. Il faut dire que les tenanciers sont souvent de fiers patriotes que l'on ne contredit pas à la légère.

C'est grâce à leur amour de la singularité corse que l'intérieur de l'île reste sauvage et la cuisine traditionnelle. C'est ce qui explique peut-être aussi que le concept de végétarisme n'ait pas franchi la Méditerranée. Les boulettes véganes sont bonnes pour le continent, l'île tient à ses saucisses sauvages.

—**Annika Joeres,**
publié le 19 août



courrierinternational.com

Mes peines et mes joies sur le GR20 corse, le sentier le plus difficile d'Europe. Un journaliste du **Guardian** s'est lancé au printemps sur le GR20, sentier de randonnée qui traverse la Corse du nord au sud. Même les sections "faciles" sont éprouvantes pour le corps et l'esprit, raconte-t-il. Mais les plus persévérants seront amplement récompensés de leur peine.

IKON IMAGES

C02406

ABONNEZ-VOUS À *COURRIER INTERNATIONAL*

Illustrations : © Vérane Cottin



☐ **10,75 € / mois**
au lieu de ~~19,77 €~~ sans engagement.
Je m'abonne directement sur le site.

OU



☐ **129 € pour 1 AN**
(soit **52 nos**) au lieu de ~~237,20 €~~.
Je règle par chèque bancaire
à l'ordre de Courrier international.





LE MAGAZINE PAPIER
LIVRÉ CHAQUE SEMAINE.





L'ACCÈS AU SITE INTERNET
EN ILLIMITÉ SUR TOUS LES SUPPORTS NUMÉRIQUES.

+ EN CADEAU *LA GOURDE DOPPER*

- Une empreinte carbone nulle : grâce à 85 % de matériaux recyclés et à une usine basée aux Pays-Bas qui tourne à 100 % à partir d'énergie renouvelable, la Dopper Original se démarque par sa neutralité carbone
- Aucun gaspillage d'eau : l'eau utilisée lors de la production est traitée dans un cycle fermé et n'est pas rejetée dans l'environnement
- La Dopper Original est fabriquée aux Pays-Bas grâce à l'énergie éolienne
- 100 % recyclable en fin de vie
- Tous les matériaux sont sans toxines ni produits chimiques nuisibles
- Contenance : 450 ml



BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à : Courrier international – Service abonnements A2100 – 62066 Arras Cedex 9

SIMPLE **RAPIDE**



Abonnez-vous directement sur le site Internet :
https://abo.courrierinternational.com/2024/auto6
et profitez immédiatement de vos contenus numériques.

OU FLASHEZ CE CODE QR.



JE CHOISIS L'OFFRE 1 AN, J'INDIQUE MES COORDONNÉES ET JE JOINS UN CHÈQUE. RCO24BA06

☐ MONSIEUR ☐ MADAME NOM : .... PRÉNOM : ....

ADRESSE : ....

CP : VILLE : .... E-MAIL : ....

☐ J'accepte de recevoir les offres commerciales de Courrier international. ☐ J'accepte de recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international.

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.05.2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. Vous recevrez votre cadeau dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires. ☐ Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international. ☐ Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGVU sont consultables et téléchargeables à cette adresse : https://www.courrierinternational.com/page/cgvu



↙ Dessin de **Nishant Choksi** *paru dans* **NZZ am Sonntag Magazin**, *Zurich.*

Les Français et le vin, une si longue histoire



La consommation de ce breuvage a beau reculer dans l'Hexagone, la France reste attachée à ses vins et au rituel de l'apéro. Des habitudes qui remontent à l'Antiquité et qui ont été entretenues par le secteur viti-vinicole ces dernières années, relate ce journal néerlandais.

—**NRC,** *extraits* (Amsterdam)

Paris, 18 heures, un mercredi de novembre. Il fait 13 °C et il bruine. La terrasse de Chez Prune, dans le Xe arrondissement branché, est pleine. Sous les auvents rouges, des Parisiens emmitouflés dans leur écharpe et leur manteau prennent l'apéro : un verre (ou deux) avant le dîner. Sur les tables, des verres de rouge, des demis de bière, quelques sodas. *"Je bois l'apéro cinq jours par semaine après le boulot"*, confie Catherine Giraud (43 ans), assise en terrasse avec une amie. Elle travaille comme attachée de presse dans le cinéma. C'est une façon de terminer la journée de travail : *"On a fini, on a envie de voir nos proches, ceux qu'on aime. Pour discuter, se détendre. Autour d'un petit verre de vin."*

Vertigineuse. L'apéro – sacré en France – témoigne de l'omniprésence de l'alcool dans le quotidien des Français. Les chiffres ne mentent pas : un Français sur cinq boit plus de deux verres d'alcool par jour. Exception faite de l'Allemagne, la France est, à égalité avec l'Espagne, le pays d'Europe occidentale où l'on boit le plus : 10,5 litres d'alcool pur par personne et par an, selon l'OCDE. C'est beaucoup plus que la moyenne, qui est de 8,5 litres – les Néerlandais se situent à 8,1. La boisson alcoolisée la plus consommée est le vin.

Si les Français boivent beaucoup, ils buvaient encore plus avant ! Sous la pression de la communauté scientifique, avertissant des dangers de l'alcool, leur consommation a diminué de moitié depuis les années 1960. Celle du vin a même connu une chute vertigineuse, passant de plus de 120 litres par personne et par an en 1960 à 40 litres en 2020. Mais, sur la même période, le taux d'alcool du vin a augmenté, la hausse des températures entraînant une surmaturité des raisins et produisant des vins plus lourds au taux d'alcool élevé. La baisse de la consommation s'est poursuivie : celle-ci a encore diminué de 32 % au cours de la dernière décennie. Les jeunes, en particulier, privilégient plus souvent d'autres boissons : bières, cocktails, boissons sans alcool.

Les habitudes des Français varient selon les générations. *"Moi, je bois mon apéro quasiment tous les soirs,* admet Catherine Giraud. *Mes parents en prennent même deux par jour, avec le verre de pastis avant le déjeuner."* Son amie et ancienne collègue Juliette Saint-Sardos (29 ans) a, elle aussi, son verre de vin rouge devant elle. Elle précise qu'en principe elle ne boit pas pendant les heures de travail, mais qu'un de ses collègues, âgé de 75 ans, descend une bouteille de vin tous les midis. *"Une fois, j'ai bu entre midi et deux, mais j'étais trop bourrée, je n'ai pas pu travailler l'après-midi !"*

Élisabeth Jullo, 22 ans, travaille dans une galerie d'art. Assise à une table un peu plus loin, elle confirme que ses grands-parents boivent tous les jours. Ses parents ouvrent de temps en temps une bonne bouteille. Elle choisit parfois un Coca zéro, *"mais en général, [elle prend] du vin. C'est moins cher."*

Ainsi le vin est-il toujours indissociable du quotidien des Français, même chez les plus jeunes. Comment l'expliquer ? Les experts aiment à rappeler la longue histoire de cette boisson en France. Florence Monferran est historienne et journaliste spécialisée dans le vin, tout en étant viticultrice à Vic-la-Gardiole, près de Montpellier. Elle nous éclaire : *"Les Grecs et les Romains qui sont arrivés dans ce qui était alors la Gaule sont venus apporter la 'civilisation'. Ils ont importé leurs us et coutumes, dont la consommation de vin lors des banquets. Les élites – rois, princes, mais aussi propriétaires terriens locaux – se sont mises à planter des vignes pour pouvoir offrir du vin à leurs hôtes, une façon de se démarquer de leurs compatriotes 'barbares'."*

> **Au Moyen Âge, on trouve déjà des vignobles dans tout le pays.**

L'habitude de boire du vin se répand. Au Moyen Âge, on trouve déjà des vignobles dans toute la France. *"À cette époque, les Français buvaient plus de vin que jamais"*, explique Didier Nourrisson, historien spécialiste des comportements alimentaires à l'université Lyon-I Claude-Bernard. *"On ne pouvait pas se fier à l'eau, car elle pouvait être porteuse de maladies. Il en a*

↙ *Dessin de* **Nishant Choksi,** *Royaume-Uni.*



été ainsi jusqu'au XXe siècle." Même les enfants ont bu du vin pendant des siècles ! Didier Nourrisson : *"Dès qu'ils cessaient de consommer le lait maternel, on mettait un peu de vin dans leur verre en guise de désinfectant. À partir de 7 ans, ils buvaient du vin dilué dans l'eau, par verres entiers."*

L'idée que le vin était bon pour la santé s'est imposée. C'est seulement en 1956 qu'il a été interdit de servir du vin aux élèves de moins de 14 ans dans les cantines scolaires. Au XXe siècle, le vin

Ce n'est qu'en 1956 qu'il a été interdit de servir du vin aux moins de 14 ans dans les cantines scolaires.

était encore considéré comme un médicament. Florence Monferran le rappelle : *"On vous prescrivait par exemple un verre de bourgogne pour lutter contre la fatigue."* Les scientifiques ont longtemps tenté de prouver les propriétés curatives du vin. Dans les années 1980, on a beaucoup parlé du "paradoxe français". Cette théorie – aujourd'hui démentie – avançait que les Français, malgré leur cuisine très riche, étaient moins exposés aux maladies cardio-vasculaires grâce à leur consommation de vin rouge.

La production du vin a fait l'objet d'une codification en 1936 : c'est à cette date qu'ont été créées les premières appellations, qui indiquent la région d'origine d'un vin. *"Cette mention permet aux Français de se sentir attachés à une région particulière par l'entremise du vin,* explique Florence Monferran. *Nous constatons, par exemple, que les jeunes et les citadins s'intéressent au vin parce qu'ils veulent se relier à leur terroir, leurs terres, leurs racines."*



Tandis que le vin s'ancrait de plus en plus dans la culture française, les voitures suivaient un mouvement similaire. C'est ainsi qu'après un pic d'accidents mortels dans les années 1970, le gouvernement français a commencé à travailler sur la prévention. *"À partir de la fin des années 1980 et du début des années 1990, on a assisté à l'émergence de nombreuses campagnes de sécurité routière",* explique Cécile Pineau, enseignante à l'École des nouveaux métiers de la communication de Paris (Efap) et spécialiste des publicités pour l'alcool. *"À l'époque, les producteurs d'alcool pouvaient encore faire à peu près ce qu'ils voulaient. Une marque de bière a même lancé une publicité dans laquelle un automobiliste sirotait une bière dans une station-service, les clés de sa voiture posées sur la table. Le slogan disait : 'Faites une petite pause.'"*

Constatant qu'une partie non négligeable des accidents étaient dus à l'ivresse et que les effets néfastes de l'alcool sur la santé étaient de plus en plus évidents, le gouvernement a tout de même imposé des restrictions à la publicité pour l'alcool. *"Une loi stricte a été adoptée : la loi Évin de 1991, dont le principe fondateur voulait que les publicités ne puissent plus inciter à boire",* poursuit Cécile Pineau. Par la suite, la jurisprudence a également interdit la présence de personnes dans les publicités. (Les touristes qui sillonnent la France auront sans doute remarqué à quel point les publicités pour les boissons peuvent être ennuyeuses.)

La réputation dont jouissait le vin en France a alors éclaté au grand jour. *"Un très grand nombre de procès ont été intentés contre des producteurs de boissons alcoolisées pour violation de la loi Évin",* nous apprend Cécile Pineau. Invariablement, ces derniers perdaient. Sauf les producteurs de vin ! Deux campagnes, en 2004 et 2005, ont toutefois été jugées contraires à la loi, parce que le visuel (des portraits de vignerons) et le slogan "Buvons moins, buvons meilleur" avaient été considérés comme une incitation à la consommation d'alcool. *"Ces procès ont suscité un vif émoi en France : on s'en prenait à notre vin ! L'idée que la loi Évin n'était pas adaptée aux us et coutumes du pays s'est alors imposée."* Résultat : elle a été modifiée pour que les producteurs de vin aient davantage de latitude. Par exemple, ils furent à nouveau autorisés à décrire la couleur et les arômes – des exceptions qui ne s'appliquent pas aux producteurs d'autres boissons alcoolisées.

Impossible de ne pas y voir l'influence du puissant lobby du vin en France, qui représente les intérêts de ce gigantesque secteur économique. Avec une production de près de 5 milliards de litres de vin par an, le pays est le deuxième producteur mondial après l'Italie. Environ un demi-million de Français travaillent directement ou indirectement dans le secteur viti-vinicole. Ils ne manquent pas une occasion de préserver le statut du vin, que ce soit dans des magazines spécialisés – ou d'autres médias – ou par l'entremise de publicités et d'événements. *"Ils font tout ce qu'ils peuvent pour soutenir l'idée que le vin est une boisson historique",* analyse Cécile Pineau.

La filière du vin entretient des liens étroits avec les personnalités politiques. *"Ce n'est pas comme s'ils corrompaient ouvertement les parlementaires,* concède Didier Nourrisson. *Mais ceux-ci sont invités à des dégustations, à des dîners de prestige. Les producteurs font alors part de leurs préoccupations, notamment économiques, dont les politiques tiennent compte lorsqu'ils votent des projets de loi."* Les gouvernements sont traditionnellement prudents à l'égard des mesures susceptibles de nuire au secteur viti-vinicole. *"Surtout les gouvernements de droite",* précise Cécile Pineau.

"Un peu triste". Le président [Emmanuel] Macron, qui ne se considère ni de gauche ni de droite, semble être lui aussi du côté du vin. Depuis sa première campagne électorale, en 2017, il s'est montré amateur de vin et s'est entouré de personnes issues du monde viti-vinicole. Avant même son élection, il avait promis que la loi Évin ne serait pas durcie. Il a pris conseil pendant des années auprès d'une ancienne membre du lobby Vin & Société. Par ailleurs, sous la présidence de Macron, les producteurs d'alcool ont été invités à collaborer avec le ministère de la Santé sur des programmes de prévention – un peu comme si Philip Morris participait à une campagne de lutte contre le tabagisme.

Les organisations de lutte contre les addictions ont accusé le président d'être influencé par le

"Avant, on buvait tous les jours la fameuse piquette, de moindre qualité."
Cécile Pineau, ENSEIGNANTE À L'EFAP

lobby du vin et de l'alcool. En 2019, lors d'une visite en Champagne, le président Macron a annoncé que le ministère de la Santé avait annulé le lancement de deux campagnes de prévention sur les risques liés à la consommation d'alcool.

La façon dont Emmanuel Macron évoque sa propre consommation d'alcool fait aussi froncer les sourcils. Il a ainsi déclaré un jour qu'il buvait deux verres de vin par jour, l'un au déjeuner, l'autre au dîner, car *"un repas sans vin, c'est un peu triste".*

Le secteur viti-vinicole est content : après Jacques Chirac, qui appréciait surtout la bière mexicaine, l'abstème Nicolas Sarkozy, et François Hollande, qui refusait de s'engager dans la promotion du vin malgré son côté bon vivant, Macron a été reconnu comme un amateur de vin dès sa première élection, en 2017. L'année dernière, *La Revue du vin de France* a nommé le président *"personnalité de l'année"* pour célébrer *"son engagement constant en faveur du vin et de sa culture".*

Malgré ces diverses impulsions, la baisse de la consommation est une réalité. De son côté, le secteur viti-vinicole s'adapte. *"Il s'agit désormais de privilégier la qualité à la quantité,* explique Cécile Pineau. *Avant, on buvait tous les jours du vin de moindre qualité, la fameuse piquette, ou bien on allongeait le vin avec de l'eau."* Aujourd'hui, les Français achètent des vins plus chers. Ajouter de l'eau est perçu comme une sorte de sacrilège.

Les restaurants ont également changé leur fusil d'épaule : déguster un vin différent pour chaque plat dans les restaurants chics est une pratique qui remonte à seulement quelques années. Et il n'est plus rare d'emporter sa bouteille de vin à la maison en fin de soirée si elle n'est pas terminée. *"Avant, nous nous forcions à la finir,* se souvient Cécile Pineau. *Nous ne tournons pas le dos au vin, nous adaptons un peu nos traditions."* Didier Nourrisson confirme : *"Le vin a toujours bonne réputation."* Un Français sur cinq pense d'ailleurs encore que boire est bon pour la santé ; une idée très souvent véhiculée dans les médias. Le petit verre de vin quotidien qu'affectionnait la religieuse Lucile Randon, décédée récemment à l'âge de 118 ans, a ainsi été cité par BFM-TV comme l'un des grands *"secrets"* de sa longévité.

Sur la terrasse de Chez Prune, Élisabeth Jullo confirme : *"Il paraît qu'un verre de vin par jour, c'est bon pour la santé."* Et la galeriste d'ajouter, d'un air dubitatif : *"Mais j'ignore si c'est vrai."*

—Floor Bouma,
publié le 30 novembre 2023



SOURCE

NRC
Amsterdam, Pays-Bas
Quotidien
nrc.nl
Créé en 1970, c'est le quotidien de référence de l'intelligentsia néerlandaise. Libéral de tradition, rigoureux par choix, informé sans frontières.

E.Leclerc



Foire aux Vins

BEST-SELLERS : LE MEILLEUR DE NOS VINS

Ticket E.Leclerc 50% avec la Carte (1)

sur la 2e bouteille achetée parmi une sélection de best-sellers (2) valorisant le savoir-faire français.

L'ÉDITION 2024 PLONGE AU CŒUR DE L'EXCELLENCE VITICOLE FRANÇAISE. MARIANT AVEC BRIO VINS DE GARDE, CÉPAGES RARES ET NOUVELLE GÉNÉRATION DE VIGNERONS. UNE SÉLECTION À DÉCOUVRIR EN EXCLUSIVITÉ

À PARTIR DU 1ER OCTOBRE

CHEZ E.LECLERC

maCave E.Leclerc

MACAVE E.LECLERC, L'APPLI POUR GÉRER SA CAVE COMME UN PRO

+ de 2000 références, notes et favoris, gestion de cave.



Flashez pour télécharger l'appli et créer votre compte.



65 INCROYABLES DONT 45 À - DE 10€ À DÉCOUVRIR (3)

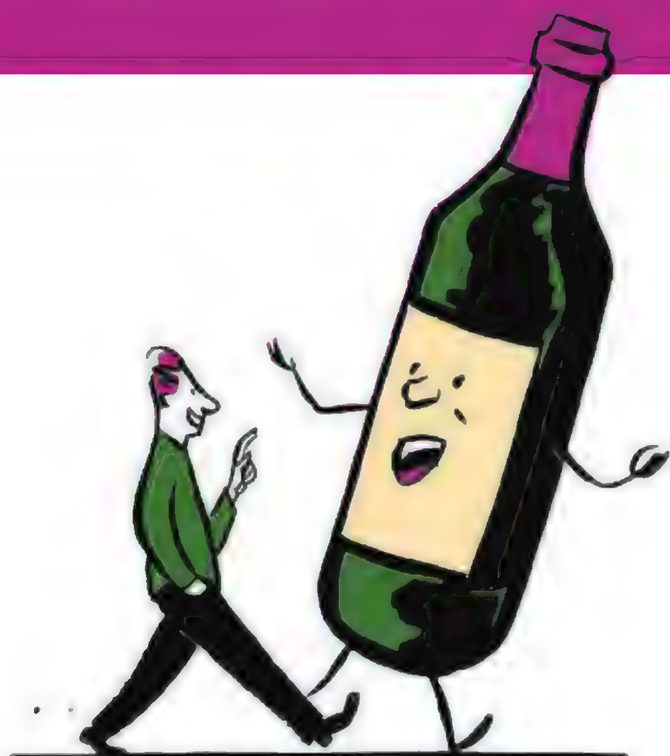
Pour cette sélection, c'est plus de 2500 vins qui ont été dégustés à l'aveugle par la commission nationale de vins E.Leclerc et Andreas Larsson, meilleur sommelier du monde 2007.

(1) Bon d'achat réservé aux porteurs de la Carte E.Leclerc, sur présentation en caisse de la Carte E.Leclerc et valable dès le lendemain de son obtention, cumulable sur la carte E.Leclerc et utilisable sur tous les produits de l'ensemble des centres E.Leclerc participant au programme de fidélité. Les produits bénéficiant d'une offre « 2e produit à 50 % en Ticket E.Leclerc » sont limités à 18 produits par foyer pour cette opération. (2) Détail de la sélection dans votre magasin. (3) Voir détails de l'offre en magasin ou sur https://www.e.leclerc/cat/les-incroyables-eleclerc.

Pour connaître la liste des magasins et Drives participants, les dates et les modalités, appelez : ALLO E.Leclerc N°Cristal 09 69 32 42 52 APPEL NON SURTAXÉ du lundi au samedi de 9h à 19h.

E.LECLERC, CRÉATEUR DE LA FOIRE AUX VINS DEPUIS 1973

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.
LA LOI INTERDIT LA VENTE D'ALCOOL AUX MINEURS. DES CONTRÔLES SERONT RÉALISÉS EN CAISSE.



↙ Dessin de **Nishant Choksi,** *Royaume-Uni.*

Le Beaujolais en quête de reconnaissance

En avril, une candidature a été soumise pour faire classer des lieux-dits de l'appellation moulin-à-vent en "premiers crus". Une démarche qui marque la mue de la région, souligne ce journaliste spécialisé.

—The Washington Post, *extraits (Washington)*

Le Beaujolais veut être pris au sérieux. Pendant des décennies, cette région située entre la Bourgogne et Lyon a été connue pour son beaujolais nouveau, un vin juteux et charnu, dont la mise sur le marché peu de temps après les vendanges est fêtée dans le monde entier. C'est un moment délicieux, amusant et qui dure quelques semaines.

Qui disait "beaujolais nouveau", disait jusqu'à présent Georges Dubœuf, mais ce [négociant, surnommé le] "roi du Beaujolais" est mort au début de 2020 à l'âge de 86 ans. Néanmoins, cela fait longtemps que les amateurs de vin, les sommeliers et les écrivains aiment à débusquer des bons vins issus des dix crus du Beaujolais (saint-amour, juliénas, chénas, fleurie, moulin-à-vent, chiroubles, morgon, régnié, côte-de-brouilly et brouilly), en raison de leur qualité et de leur prix abordable, en général compris entre 22 et 35 euros. Tel était, dans les grandes lignes, le tableau que l'on se faisait du Beaujolais. Mais les viticulteurs de la région souhaitent aujourd'hui y apporter un peu plus de finesse.

Le 17 avril, les vignerons de moulin-à-vent ont déposé officiellement leur candidature pour le classement de quatorze de leurs meilleurs "lieux-dits" (terroirs viticoles) en "premiers crus". Cette date n'a pas été choisie par hasard, car c'est également un 17 avril, en 1924, que moulin-à-vent est devenu le premier vignoble du Beaujolais à bénéficier du label d'appellation d'origine, avant de se voir attribuer, en 1936, la mention nationale et plus officielle d'"appellation d'origine contrôlée" (AOC).

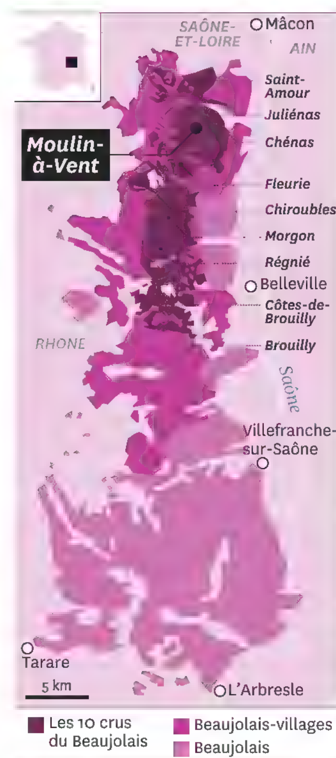
Gamay. Désormais, les vignerons de moulin-à-vent veulent emboîter le pas à leurs collègues de fleurie et de brouilly, qui ont demandé le statut de premier cru l'année dernière. Cependant, il faudra attendre des années avant qu'une décision ne soit rendue, du fait des lourdeurs administratives, particulièrement importantes en France. Entre-temps, les vignerons vont tout faire pour nous convaincre que leurs vins méritent bien une promotion.

Quelques éléments contextuels : le beaujolais est produit à partir de gamay, un cépage interdit en 1395 en Bourgogne par Philippe le Hardi, alors duc de Bourgogne, au profit du pinot noir, qu'il préférait. C'est ce qui explique sans doute pourquoi le beaujolais a été relégué au second plan par son célèbre voisin du nord. Les sols granitiques (pour la plupart) de la région ont une bien moins bonne réputation que ceux, calcaires, de la Bourgogne. Mais, grâce aux derniers progrès effectués en science des sols, il a été possible d'affiner la carte de ceux de la région : on sait désormais que l'appellation moulin-à-vent s'étend également sur des sols volcaniques, sédimentaires, marneux et calcaires – même si les lieux proposés pour le classement en premiers crus sont granitiques. Lancées en 2009 dans tout le Beaujolais, ces études de sol ont justifié les candidatures au statut de premier cru, en permettant de visualiser l'influence du sol sur le vin.

Il existe aussi un lien avec le climat. *"Les années plus fraîches, nos vins peuvent faire penser aux pinots noirs de Bourgogne,* explique Brice Laffond, vigneron au Château du Moulin-à-Vent. *Durant les années favorisant un mûrissement plus rapide, ils rappellent davantage les syrahs du nord du Rhône."* Avec le changement climatique, cette relation avec le Rhône pourrait se renforcer.



Il m'a été donné d'apprécier la qualité des moulins-à-vent lors de ma dernière visite dans la région. Depuis 2020, l'appellation propose de bonnes cuvées sans discontinuer, avec des vins terreux, dont le caractère corsé laisse présager un potentiel de garde de plusieurs années. Le Château des Jacques, un vénérable domaine appartenant au géant bourguignon qu'est la maison Louis Jadot, m'a impressionné par ses notes veloutées classiques. Quant au Château du Moulin-à-Vent, situé au pied du fameux moulin à vent qui a donné son nom au cru, il adopte une approche plus douce, gage de bien-être et de confiance tranquille plutôt que de puissance. Les vins du Domaine de Colette semblent avoir mis en bouteille les cerises de Montmorency [par leurs arômes], tandis que le Domaine des Vieilles Caves les cuisine en clafoutis. Mais tous deux présentent des marqueurs communs d'un cru beaujolais, et plus particulièrement d'un moulin-à-vent.



Si la tradition occupe une grande place, l'innovation n'est pas en reste. Ainsi, au Domaine de la Sionnière, Estelle et Thomas Patenôtre ont complété la gamme de leurs vins réconfortants par une cuvée signature irrésistible, vieillie dix-huit mois en amphore, ce qui lui confère une robe sombre, une grande richesse aromatique et un côté terreux. Quant à Denis Falaize, qui a abandonné sa carrière d'ingénieur chimiste pour devenir vigneron en se rapprochant de sa famille à Lyon, il produit une version plus légère du beaujolais sous l'étiquette Zest Of.

Cependant, tout le monde n'est pas favorable à cette montée en gamme. *"C'est trop tôt",* estime Charlotte Perrachon, passée maître dans l'art d'amadouer la terre pour qu'elle révèle toute son âme dans les vins qu'elle produit au Château Bonnet. Selon elle, le classement en premier cru du moulin-à-vent et d'autres appellations pourrait rendre plus difficile et plus coûteux l'achat de terres et la création de domaines par les jeunes viticulteurs.

Diversité. D'autres, en revanche, pensent que le statut de premier cru ouvrira de belles perspectives à la région dans son ensemble. *"Cela mettra en évidence la diversité de notre appellation et montrera que nous ne sommes pas une petite région qui ne produit qu'un seul type de vin",* souligne Nicolas Loron, du Domaine des Fontaines.

Un des arguments capables de convaincre les fonctionnaires parisiens que ces quatorze vignobles méritent le statut de premier cru, c'est la capacité de leurs vins à bien vieillir. Si les crus du Beaujolais n'ont jamais eu le caractère éphémère et temporaire du beaujolais nouveau, ils n'ont pas non plus marqué les esprits en tant que vins de garde. Durant ma visite, j'ai pu déguster plusieurs millésimes plus anciens, notamment un Château des Jacques Clos des Rochegrès de 1978, frais et plein de vie, ainsi qu'un Château du Moulin-à-Vent de 1967, dont les arômes de truffe et de champignons sauvages débordaient du verre. Certes, ce n'est pas donné à tout le monde de goûter des vins aussi anciens, mais beaucoup de cuvées 2020 et d'autres millésimes récents méritent d'être découverts. Ce sont des vins délicieux, et nul besoin d'un institut gouvernemental pour nous le dire !

—Dave McIntyre,
publié le 11 avril

SOURCE

THE WASHINGTON POST
Washington, États-Unis
Quotidien
washingtonpost.com
Traditionnellement au centre droit, le grand quotidien de la capitale fédérale américaine se distingue par sa couverture très pointue de la vie politique américaine, ses reportages, ainsi que par ses chroniqueurs de tous bords politiques.

Courrier international — nº 1766 du 5 au 11 septembre 2024

↙ *Dessin de* **Nishant Choksi,** *Royaume-Uni.*

Le “vin nature”, ce label que l’on envie à la France

Qu’est-ce qu’un vin naturel ? De l’autre côté des Pyrénées, la question se pose depuis plusieurs années, et certains viticulteurs regardent du côté français, où des cahiers des charges existent.

—El País *extraits (Madrid)*

L’un des débats les plus passionnés parmi ceux qui traversent le monde du vin concerne l’utilisation de l’adjectif “naturel” associé au substantif “vin”. Existe-t-il des vins naturels ? Si certains vins sont naturels, cela signifie-t-il que d’autres ne le sont pas ? Qui décide quels vins sont naturels et lesquels ne le sont pas ?

La discussion n’est pas nouvelle. Au XIXe siècle, une première distinction est introduite entre les vins naturels et les vins artificiels élaborés en ayant recours à des pratiques de correction, ou en mélangeant de l’eau, de l’éthanol et d’autres substances (ce qui est interdit de nos jours). L’objectif était de lutter contre la généralisation d’un nouveau procédé, la chaptalisation, consistant à ajouter du sucre dans les moûts pour augmenter la teneur finale en alcool.

SPÉCIAL VINS

Sans additifs. Les méthodes œnologiques découvertes dans la seconde moitié du XIXe siècle finirent néanmoins par supplanter les procédés traditionnels de vinification. Mais, au milieu du XXe siècle, toujours en France, un mouvement contraire est apparu face à l’intégration d’acidifiants, d’agents stabilisants et d’antiseptiques dans les protocoles de vinification, ainsi que de procédés tels que la filtration. Il a été lancé par Jules Chauvet, un négociant-éleveur de vin qui s’est mis à faire du vin sans soufre. Ses pas furent rapidement suivis par Jacques Néauport et Marcel Lapierre dans le Beaujolais, ainsi que Pierre Overnoy dans le Jura. Tous sont des pionniers des vins naturels [aussi appelés “vins nature” en France] tels que nous les concevons aujourd’hui.

En Espagne, le mouvement a commencé en 2008 avec la création de l’Asociación de Productores de Vinos Naturales (PVN) [Association des producteurs de vins naturels] par 11 vignerons, principalement de Catalogne et d’Andalousie, réunis autour de Benoît Valée, un œnologue français qui avait ouvert L’Ànima del Vi à Barcelone, un charmant bar à vins naturels qui n’allait pas tarder à devenir un véritable temple.

“Quand on parle de jus d’orange naturel, écrit Benoît Valée à ce moment-là, *nous comprenons tous qu’il s’agit du jus donné par une orange pressée et qu’il n’y a rien d’autre dedans. J’aimerais que ceux qui critiquent l’appellation ‘vin naturel’ me disent si un jus d’orange auquel on a ajouté du sucre, de la vitamine B, des colorants et des conservateurs, puis qu’on a clarifié et pasteurisé, leur semble toujours un jus d’orange naturel au seul motif qu’il provient d’une orange.”*

Avec ces lignes, Benoît Valée mettait dans le mille. Selon la loi sur la vigne et le vin promulguée en 2003, le vin est *“l’aliment naturel obtenu exclusivement par fermentation alcoolique, totale ou partielle, de raisins frais, pressés ou non, ou de moûts de raisins”*. On pourrait penser que tous les vins sont naturels puisqu’ils proviennent *“exclusivement”* de raisins ou de moûts de raisins, mais ce n’est pas si simple.

“Les gens ne savent pas que le vin peut contenir plus de 60 ingrédients, souligne Eva Parga, chercheuse à l’Instituto de Productos Naturales y Agrobiología [Institut des produits naturels et d’agrobiologie] du Consejo Superior de Investigaciones Científicas (CSIC) [Conseil supérieur des recherches scientifiques, équivalent du CNRS français]. *On y trouve des adjuvants, des additifs et des sulfites avec des taux de 0 à 400 milligrammes par litre. Le vin est un exemple type d’asymétrie d’information, parce que l’étiquette sur la bouteille ne dit pas au consommateur ce que fait le producteur.”*

Vin Méthode Nature. Comme le disait Valée, il est difficile de maintenir qu’un produit contenant davantage d’ingrédients que le Coca-Cola puisse être qualifié de “naturel”. Et puisqu’il existe des vins faits avec du raisin et seulement du raisin, on peut légitimement se demander comment les différencier. Cela dit, la PVN a sa propre définition du vin naturel, plutôt laxiste, qui est la suivante : *“Un vin élaboré uniquement à partir de raisins, sans rien ajouter ni enlever. Le résultat est un reflet fidèle de la terre qui a donné le vin.”*

Nos voisins de l’autre côté des Pyrénées sont bien plus précis. En 2019, un groupe de vignerons français a créé le Syndicat de défense des vins naturels, une association qui a osé aller plus loin qu’une petite définition : les irréductibles Gaulois ont lancé le label Vin Méthode Nature, auquel peuvent prétendre les vignerons de toute la planète.

Jorge Vega est le propriétaire du domaine Puerta del Viento, dans la région du Bierzo [León]. Il a été le premier Espagnol à obtenir le label français, en 2021. Seuls quatre autres vignerons le détiennent en dehors de la France. Un vin naturel, explique-t-il, *“est élaboré par le viticulteur lui-même. Il est le fruit d’une viticulture biologique, biodynamique, régénératrice ou mixte. Il est fait sans additifs ni utilisation du froid pendant la fermentation. De plus, toutes les cuvées produites par le domaine doivent respecter les mêmes critères.”* Inutile de dire que sa position coïncide parfaitement avec les conditions nécessaires à l’obtention de la certification Vin Méthode Nature.





“Les gens ne savent pas que le vin peut contenir plus de 60 ingrédients.”

Eva Parga, CHERCHEUSE

Le 8 décembre 2023, le moratoire injustifiable qui exemptait l’industrie du vin de mentionner les ingrédients sur les étiquettes a pris fin. Cette exception contrevenait au droit à l’information des consommateurs depuis l’établissement des règles sur l’étiquetage des produits alimentaires en Europe en 1976, et alimentait l’“asymétrie de l’information” évoquée par Eva Parga.

Désormais, un code QR figure sur les bouteilles. Selon les études du CSIC, cette solution est la moins pratique pour les consommateurs, mais c’est celle qui a été poussée par le Comité européen des entreprises vins, un puissant lobby. Ce code QR renvoie vers une étiquette en ligne listant les ingrédients, des informations nutritionnelles et d’autres données, mais sans mention des “auxiliaires technologiques” qui représentent environ la moitié de ce qui peut être ajouté au vin.

Cette réglementation aurait pu être une bonne nouvelle, mais elle est en fait une occasion manquée. C’est pourquoi il est aujourd’hui plus pertinent que jamais de définir de façon officielle ce qu’est un vin naturel, et d’envisager une certification qui le distingue visuellement. Ces sujets, encore une fois, engendrent les conflits les plus sanglants dans le monde du vin.

“Ce certificat serait surtout destiné à l’industrie, comme cela a été le cas pour le label écologique, résume Nacho González. *On pourrait déjà commencer par la base, donner la liste des ingrédients.”* Comme beaucoup de membres de la PVN, dont il fait partie, et de ses sympathisants, il craint qu’un label n’entraîne une homogénéisation des vins naturels, n’ensevelisse les vignerons sous une bureaucratie encore plus lourde que celle qu’ils subissent déjà, et ne fasse disparaître les producteurs artisanaux au profit des producteurs industriels.

Pour certains néanmoins, comme Jorge Vega, un label est une bonne idée. *“J’ai demandé le label français pour voir comment ça fonctionnait,* confie-t-il. *J’ai vu que c’était facile et que je pouvais le faire. Mais ma principale motivation est le droit à l’information des consommateurs.”* Sur les marchés où les consommateurs sont plus méfiants, ajoute-t-il, comme au Danemark, la certification s’avère également un déclencheur d’achat.

—Jordi Luqué,
publié le 17 janvier

SOURCE



EL PAÍS
Madrid, Espagne
Quotidien
elpais.com
Fondé en 1976, six mois après la mort de Franco, “Le Pays” est le journal le plus lu en Espagne. Quotidien de centre gauche, il appartient au groupe éditorial espagnol Prisa.

MONOPRIX.fr

DU 13 AU 29 SEPTEMBRE*

FOIRE AUX VINS

-30%**
dès 3 bouteilles achetées
sur une sélection quotidienne

AVEC LA CARTE

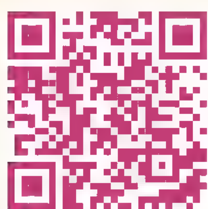


DÉCOUVREZ NOTRE SÉLECTION DU WEEK-END





JE DÉCOUVRE
LA FOIRE AUX VINS
SUR MONOPRIX.fr



* Les 15, 22 et 29 septembre, uniquement pour les magasins ouverts le dimanche. ** Remise immédiate en caisse pour l'achat simultané de 3 bouteilles au choix, panachables ou identiques, sur une sélection différente chaque jour et signalée en magasin avec la carte M'. Offre non cumulable avec toute autre offre ou promotion en cours. Voir conditions générales du programme de fidélité carte M' en magasin ou sur MONOPRIX.fr. MONOPRIX HOLDING – RCS Nanterre : 775 705 601 – Capital : 75 288 300 € - Pré-presse : NANOTERA

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION



En Indonésie, des “écoles Lego” antisismiques

Matériaux. Après le tremblement de terre dévastateur de 2018, des établissements scolaires sur l’île de Lombok ont été reconstruits en briques antisismiques de plastique recyclé. Un projet qui contribue à limiter les déchets.



—**Al-Jazeera,** *extraits* (*Doha*)

Azra, 13 ans, se souvient d’être sortie de chez elle en courant ce soir du 5 août 2018, juste après un violent séisme de magnitude 6,9. *“On a vu les maisons s’effondrer une par une. Ça nous a beaucoup traumatisés.”*

Ce tremblement de terre dans le nord-ouest de Lombok, le plus fort jamais enregistré sur l’île indonésienne, a tué 560 personnes et endommagé ou détruit pratiquement toutes les structures de cette zone rurale située à deux heures de route au nord de la ville de Mataram, derrière des montagnes couvertes de forêts.

La maison d’Azra a également été détruite. *“J’étais contente qu’il n’y ait pas de victimes dans ma famille, mais j’étais triste aussi parce que je savais que mes parents avaient fait de gros efforts pour trouver l’argent pour construire la maison.”*

Depuis, les maisons des villages qui bordent la route côtière ont été reconstruites et la vie paraît revenue à la normale autour des boutiques et des *warung* [“étals”] qui vendent du poulet frit et du riz. Mais la catastrophe continue d’avoir un effet sur l’éducation des enfants.

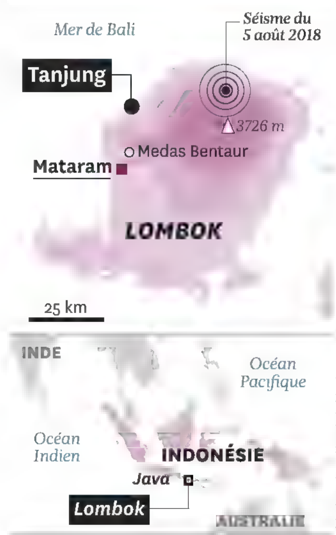
Après le séisme, les écoles ont été fermées pendant trois mois. À la reprise des cours, les élèves se sont retrouvés sous des tentes dressées sur les terrains des écoles ou des mosquées. L’Autorité nationale de gestion des catastrophes a compté plus de 400 établissements gravement endommagés et complètement inutilisables. La pandémie de Covid-19 a largement entamé les efforts de reconstruction, mais les choses avancent lentement depuis.

Au début de cette année, Azra et ses camarades de cinquième avaient toujours cours dans une salle improvisée. Leur collège se trouve dans une zone agricole à la périphérie de la ville côtière de Tanjung. Les autorités n’avaient pas rénové suffisamment de bâtiments pour accueillir les 400 élèves de l’établissement, les cours s’y déroulaient dans des espèces de hangars bricolés avec des plaques de contreplaqué. *“On n’était pas bien là-dedans parce qu’il faisait très chaud”*, confie Azra. À la saison des pluies (de novembre à mars), les salles étaient inondées et les élèves avaient les pieds dans l’eau.

En février, Azra et ses camarades ont été les premiers élèves du collège à avoir cours dans des salles antisismiques faites de briques de plastique recyclé. Sur le terrain poussiéreux qu’occupe l’école, ces nouvelles salles se dressent comme une lueur d’espoir à côté des ruines de la bibliothèque et du laboratoire de science, qui n’ont toujours pas été déblayées.

Ces salles de cours en briques modulaires s’inscrivent dans le cadre d’un projet pionnier dirigé par l’organisation non gouvernementale australienne Classroom of Hope [“Classe de l’espoir”]. Ces briques qui s’assemblent comme des Lego permettent de construire un bâtiment entier en une semaine. Ce projet s’appuie aussi sur une approche d’économie circulaire, afin de réduire la pollution de déchets plastiques en Indonésie : chaque classe permettant de sortir de l’environnement [en la recyclant] environ 1,8 tonne de déchets plastiques.

Le principal objectif du projet, c’est toutefois d’améliorer l’accès à l’éducation, indique Tanya Armstrong, directrice de Classroom of Hope : *“Nos recherches montrent que les enfants apprennent deux fois moins dans des locaux temporaires que dans un établissement permanent.”*



D’après des évaluations sur le terrain réalisées par l’association, il faudrait au moins 100 écoles réhabilitées dans le nord de Lombok pour que la région se remette complètement du tremblement de terre.

Sentiment de sécurité. Lors de notre visite des plus récentes réalisations [en juin], nous avons pu constater un enthousiasme flagrant chez les élèves comme chez les enseignants. Tous se sentent plus en sécurité dans ces bâtiments que dans ceux construits en matériaux conventionnels – surtout depuis le séisme.

À l’école primaire Sigar Penjalin, qui se trouve également dans le village de Tanjung, on est en train de mettre la dernière main aux deux salles qui vont remplacer les structures fatiguées où se déroulaient les cours. Les élèves étaient installés sous des auvents et n’étaient séparés du bruit et des gaz d’échappement de la route que par de fins panneaux de bois et de métal.

Elles apportent une impression de normalité bienvenue à l’établissement, selon la directrice, Baiq Nurhasanah, 46 ans. *“Il y a eu des secousses tous les jours durant le mois qui a suivi le séisme. Les gens qui s’étaient réfugiés dans les collines [par crainte des tsunamis] avaient peur de revenir dans leurs villages. Les enfants étaient très inquiets de retourner à l’école”*, souligne-t-elle. Cette enseignante joviale au hidjab jaune vif salue affectueusement les enfants qui se précipitent vers elle dans la cour de l’école, mais les larmes lui montent aux yeux en évoquant un de ses élèves, mort avec quatre membres de sa famille, dans l’effondrement de sa maison. *“Tout le monde est encore traumatisé ici.”*

Les écoles en briques modulaires sont conçues pour résister à une activité sismique importante. Testés par des ingénieurs en génie civil de l’université de Californie, ces modules en nid d’abeille réagissent avec davantage de flexibilité que les matériaux conventionnels. Ils sont en outre cent fois plus légers que le béton armé, ce qui réduit les risques de blessure en cas de tremblement de terre.

Classroom of Hope est partenaire de l’entreprise finlandaise Block Solutions, qui a mis au point ce système modulaire pour une construction rapide, l’un des premiers du genre pour la reconstruction après une catastrophe. Une usine indonésienne, Block Solutions Indonesia, a ouvert dans le sud de Lombok en juin 2023, afin de réduire les coûts et l’empreinte carbone générée par l’expédition des modules depuis la Finlande.

←↓ **Reconstruction de deux classes en briques modulaires dans l'école Sigar Penjalin.** *Photo Block Solution*

Sur place, les briques sont fabriquées avec du polypropylène recyclé, qu'on trouve en général dans les bouteilles opaques, utilisées pour les produits de nettoyage ou les récipients de denrées alimentaires. Les déchets sont collectés à Lombok et dans d'autres provinces, puis transformés en granulés dans l'usine de recyclage la plus proche, dans l'est de Java, et deviennent ensuite des briques. Block Solutions produit désormais ses briques pour d'autres projets en Indonésie.

Les cinq premières classes en briques modulaires ont été bâties en 2021 pour l'école primaire Taman Sari, sur les pentes d'une zone couverte de forêt dense du village de Medas Bentaur, sur la côte ouest [de Lombok], qui compte un peu moins de 1000 habitants. La plupart d'entre eux vivent de la récolte et de la vente de bambou, ou sont ouvriers dans la construction.

Depuis, 22 écoles, soit un total de 70 salles de classe, ont été construites. L'objectif est d'arriver à 117 écoles dans cinq à sept ans, en fonction des fonds récoltés, avance Tanya Armstrong.



Les établissements bénéficiant du programme sont choisis en collaboration avec les autorités.

Comme le processus de reconstruction traîne en longueur dans le nord de Lombok, la demande pour les blocs modulaires est forte, mais toutes les écoles endommagées par le tremblement de terre n'y ont pas droit, même si elles sont manifestement dans un triste état.

Priorité aux plus démunis. C'est par exemple le cas de l'école primaire Pemenang Barat, à vingt minutes de route de Tanjung, située dans des collines surplombant des rizières. Son directeur, Haji Jurami, 54 ans, nous fait visiter les lieux avec gravité. Les élèves y suivent les cours sous des plafonds aux panneaux fendus. Les cadres métalliques et fils électriques sont apparents, et l'enduit se détache par plaques. L'école a malgré tout été considérée comme structurellement sûre.

Son directeur a interpellé les autorités. *"Les bâtiments se sont à moitié écroulés, le toit s'effondre, les murs craquent. Ce n'est pas agréable d'être à l'école, nous sommes toujours hantés par la situation"*, témoigne-t-il. Les autorités ont accepté de rénover l'établissement, mais sans fixer de délai.

"On doit donner la priorité aux endroits où les enfants en ont le plus besoin – où les cours se font à l'extérieur ou bien lorsqu'il y a 70 élèves par classe", précise Tanya Armstrong. Chaque salle de classe en briques modulaires coûte 22 000 dollars australiens [à peu près 13 500 euros], et l'ONG ne fonctionne qu'avec des dons.

Dans l'archipel indonésien, 78 % des établissements scolaires (soit 413 000 écoles) sont soumis au risque sismique, d'après les inspections officielles et les évaluations propres à certains établissements en 2022, signale Fadli Usman, responsable humanitaire et résilience de [l'ONG] Save the Children Indonésie.

Les autorités s'efforcent depuis quelques années de réduire la vulnérabilité des écoles aux séismes, ajoute-t-il. Elles ont par exemple mis en place un programme annuel de rénovation des établissements endommagés, qui utilise du béton armé résistant aux tremblements de terre. Fadli Usman considère que le programme de briques modulaires représente un moyen durable de faire face aux tremblements de terre et pourrait être élargi s'il était intégré à la gestion nationale des séismes.

En attendant, Azril, 13 ans, camarade de classe d'Azra, trouve ces installations *"beaucoup plus confortables"*. Azra, elle, déclare en souriant : *"On est super contents d'avoir tous nos cours dans ce nouveau collège parce que c'est juste unique, c'est comme des Lego."*

—Louise Hunt, *publié le 7 juillet*

SOURCE

AL-JAZEERA
Doha, Qatar
aljazeera.net
Site de la chaîne satellitaire Al-Jazeera (littéralement "L'île"). Lancée en 1996, cette chaîne est devenue au fil des années la plus regardée dans le monde arabe et parmi les diasporas arabes. Le site publie des informations, des analyses, ainsi que les émissions politiques ou culturelles les plus populaires.

LA LETTRE TECH



Tous les quinze jours, l'actualité de la Silicon Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

Au bar des fans de Nvidia, des stups dans les égouts et les rivaux de Pavel

Il y a mieux que le Super Bowl. **New York Magazine** a été invité par les supporteurs de Nvidia dans un bar des sports de Manhattan pour suivre en direct l'annonce des résultats trimestriels de l'entreprise reine des semi-conducteurs de nouvelle génération. L'ambiance était enthousiaste et la bière coulait à flots jusqu'à ce que les sept écrans du Storehouse affichent la triste nouvelle : la firme, deuxième valorisation du monde après Apple, n'a engrangé "que" 30 milliards de dollars entre avril et juin. Assez décevant pour faire chuter de 7 % une action que Goldman Sachs décrivait encore en février comme *"la plus importante de la planète Terre"*, et assombrir les frimousses de dizaines d'investisseurs de moins de 30 ans massés dans le bar.

Jensen Huang, fondateur de Nvidia, n'a pas autant de soucis à se faire. Ce "techie" taciturne dispose encore d'une fortune personnelle de 91 milliards de dollars, principalement en actions d'un phénomène tech dont la valeur boursière a dépassé brièvement les 3 000 milliards de dollars en juin.

Flicage en sous-sol

La vérité se cache dans les bas-fonds, dans les égouts des villes américaines, pour être précis. Durant la pandémie, les municipalités analysaient leurs eaux usées pour surveiller la progression du Covid-19. Maintenant, nous raconte **The Atlantic,** elles recourent aux mêmes laboratoires pour évaluer le niveau de consommation de drogues illicites. Il ne s'agit pas d'identifier les consommateurs, mais de mesurer la présence de fentanyl (un succédané surpuissant de l'héroïne) dans un secteur donné afin de pouvoir agir avant les premières overdoses. Cette veille sanitaire aide à prévoir le nombre de tubes de Narcan (le médicament antisurdose) dont auront besoin les services de secours. Ces analyses peuvent facilement être circonscrites à des territoires précis, autour d'écoles, comme en Arizona, mais cette surveillance commence à susciter des inquiétudes éthiques car elle pourrait permettre d'incriminer des individus sans enquête judiciaire.

Mauvaise réputation

L'arrestation de Pavel Dourov, le fondateur de la messagerie Telegram, provoque des remous dans la Silicon Valley. Selon **The New York Times,** ses concurrents d'autres messageries cryptées (WhatsApp, Signal ou iMessage) craignent que l'irresponsabilité du génial techie ternisse leur réputation. L'incident a permis de révéler les limites du cryptage de Telegram, vendu comme inviolable pour les conversations privées, mais rarement activé lorsqu'il s'agit de groupes. Ses rivaux craignent que leurs utilisateurs se mettent à douter de la protection de leurs propos en ligne (*lire également notre dossier pages 10 à 16*).—



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

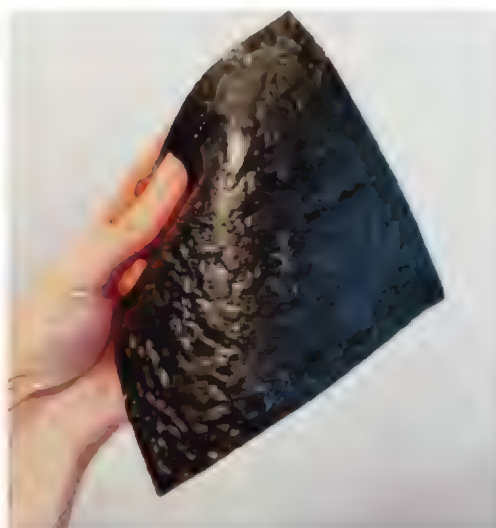
Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **La Lettre tech.**



L'avenir du cuir est dans le mycélium

Matériaux. Des chercheurs tentent de trouver la recette idéale d'un ersatz de cuir conçu à partir de champignons. Des marques de luxe s'y essaient déjà.





↙ Du cuir fongique (au stade de la culture des champignons à gauche, et le produit final à droite). *Photo Assia Crawford*

[redacted]

—**Nautilus** *extraits* *(New York)*

Voici une recette un peu particulière : versez 100 grammes de farine de blé complet dans un saladier, ajoutez une demi-cuillère à café d'extrait de malt, une demi-cuillère à café de crème de tartre, une cuillère à soupe de gomme xanthane et un soupçon d'acide citrique (du jus de citron peut faire l'affaire), puis délayez le mélange dans 500 millilitres d'eau. Malaxez jusqu'à obtenir une pâte que vous étalerez sur une plaque à pâtisserie carrée. Saupoudrez de spores de champignon (de préférence des reishis) et laissez reposer à l'abri de la lumière pendant deux à trois semaines. Après quoi, si l'on en croit une étude récente menée par Assia Crawford et son équipe, vous aurez cultivé suffisamment de cuir fongique pour vous confectionner un porte-monnaie unique en son genre.

"Pour l'heure, le matériau que nous produisons est loin d'être aussi durable que le cuir traditionnel dont on fait des chaussures", concède Assia Crawford. Dans son laboratoire, elle poursuit les expérimentations sur de petits échantillons. Mais il n'est pas exclu qu'à l'avenir la plupart des produits en cuir soient remplacés par des substituts dérivés de champignons, affirme-t-elle.

Et elle n'est pas la première à tenter de fabriquer du cuir à partir de champignons. De grandes marques comme Lululemon, Stella McCartney et Hermès utilisent déjà des textiles à base de champignons, ou "mycotextiles", dans certains produits haut de gamme. Mais ces matériaux demeurent hors de prix car leur fabrication est lente et très gourmande en main-d'œuvre.

À la tête d'un laboratoire de bio-ingénierie à l'université du Colorado à Denver, Assia Crawford cherche à mettre au point un nouveau procédé qui sera si économique et facile à mettre en œuvre que ces tissus bio-conçus pourraient, à terme, concurrencer les cuirs animaux classiques et même les cuirs synthétiques issus de dérivés du pétrole.

Toucher identique. Au toucher, le cuir fongique ressemble à s'y méprendre au cuir animal : souple avec une texture irrégulière. La finition varie toutefois en fonction du traitement appliqué aux tapis fongiques à l'issue de leur croissance. Un utilisateur averti notera probablement une différence dans l'odeur plus que dans l'apparence : le cuir de champignon dégage un parfum terreux et boisé. Mais contrairement aux cuirs robustes fabriqués avec des peaux d'animaux, le matériau développé par Assia Crawford est si léger qu'un rien suffit à l'érafler ou à le déchirer. C'est pourquoi elle estime qu'à court terme il serait plus adapté pour recouvrir des objets qui ne sont pas soumis à une forte usure, tels que les baffles acoustiques suspendus aux plafonds pour réduire le bruit dans les espaces ouverts ou en décoration intérieure ou pour *"tout objet auquel on voudrait donner un toucher plus doux, plus délicat"*.



Les champignons sont les bâtisseurs invisibles du monde, en ceci que leur corps est en grande partie dissimulé dans le sol. Ils sont constitués de mycélium, un tissu qui peut prendre toutes sortes de textures et de formes. Le mycélium peut être assez résistant pour percer le béton ou former des filaments aussi fins qu'une fibre de soie. Tout comme les plantes nous ont donné un éventail de matériaux, des bois durs jusqu'au coton, les champignons recèlent un vaste potentiel inexploité qui permettrait de fabriquer des matériaux de construction ou des tissus.

Le mycélium contient de la chitine, une molécule complexe qui est le principal composant de l'exosquelette des insectes et des crustacés, plus résistante que la cellulose végétale qui confère au bois sa dureté et au coton sa solidité. La chitine peut être souple ou dure, ou les deux à la fois, selon les autres éléments entrant dans la composition du mycotextile.

Culture cellulaire. Pour produire du cuir, les chercheurs ont sélectionné les espèces les plus colonisatrices, c'est-à-dire capables de se développer rapidement sur un substrat, en évinçant d'autres micro-organismes présents, par exemple, sous forme de spores en suspension dans l'air, explique Assia Crawford. Car pour transposer un procédé à l'échelle industrielle, une qualité constante est primordiale et la contamination un problème majeur. En fin de compte, poursuit-elle, *"notre choix s'est porté sur deux espèces : le reishi, ou ganoderme luisant* (Ganoderma lucidum), *largement utilisé en médecine traditionnelle chinoise, et le pleurote rose* (Pleurotus djamor)*"*.

Au terme de leur croissance, ces champignons forment une feuille d'un centimètre d'épaisseur sur les plaques de culture. Le reishi s'amalgame en un tapis uniforme de couleur crème, tandis que les pleurotes roses acquièrent un motif sculptural complexe que la chercheuse trouve très attrayant.

Les étapes suivantes consistent à décoller la pâte cultivée de la plaque à l'aide d'une spatule, puis à la comprimer à chaud pour la réduire à 2 à 3 millimètres d'épaisseur et la rendre aussi fine qu'un cuir traditionnel. Un procédé de tannage identique à celui utilisé dans la fabrication du cuir traditionnel peut avoir des effets comparables sur ces feuilles de mycélium, en en renforçant la fibre. Mais la scientifique préfère tester un procédé s'appuyant sur des solutions naturelles, comme la teinture aux algues bleues.

Les procédés de tannage chimique employés pour fabriquer du cuir animal polluent les cours d'eau. Mais une fois détachée de sa carcasse, une peau d'animal est fragile et se détériorerait rapidement si elle n'était pas soumise à un traitement chimique. Le tannage végétal, qui consiste à tremper le cuir dans de l'eau additionnée d'écorces d'arbres et de noix de galle broyées, était courant jusqu'au début du XIXe siècle. Mais il fallait jusqu'à plusieurs semaines pour obtenir le même résultat qu'en plongeant le matériau pendant une nuit dans une solution chimique hautement chargée en métaux lourds, technique qui a fait du cuir un produit de consommation courante.

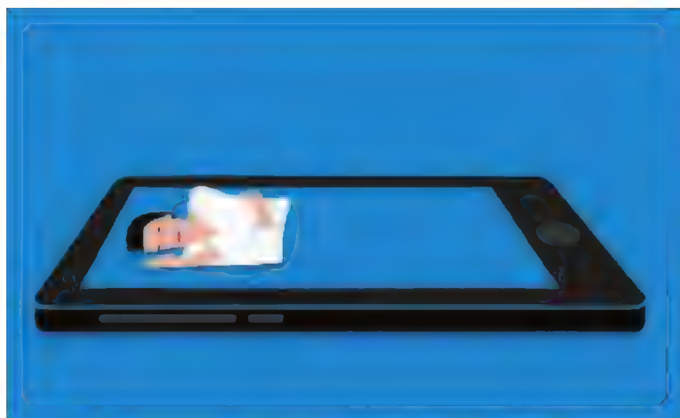
De nombreuses tanneries des grands pays producteurs de cuir, comme l'Inde, le Pakistan et la Thaïlande, rejettent les eaux usées de ces procédés chimiques dans les cours d'eau, qui sont ainsi contaminés. Et si les cuirs de synthèse ne nécessitent pas d'abattre des animaux, nombre des matériaux utilisés pour les fabriquer sont des plastiques issus de combustibles fossiles, et ils ne sont pas biodégradables.

Ce qui rend la recette décrite en tête de cet article spéciale, c'est que la pâte doit être stérilisée avant la mise en culture des champignons, sans quoi on risque de cultiver un champ de levures ou de bactéries. Cela signifie que la culture du cuir fongique n'est pour le moment possible que dans des conditions de parfaite asepsie que seul le secteur du luxe peut s'offrir. Par ailleurs, si la commercialisation en masse du cuir fongique est encore un défi technique, elle implique également la disparition des pratiques qui ont rendu la fabrication industrielle de cuir animal si abordable.

"C'est un peu comme pour lancer une roue, estime Assia Crawford. *Pour initier son mouvement, il faut pousser fort."* Et qui sait ? un jour, peut-être, le cuir de champignon deviendra une seconde peau.

—***Elena Kazamia,*** *publié le 11 juin*

Dans le prochain numéro : Comment les amateurs de cueillette de champignons font avancer la connaissance.



↙ *Dessin de* **Falco,** *Cuba.*

Pourquoi ne rêve-t-on pas de notre téléphone portable ?

Neurosciences. Omniprésent au quotidien, le téléphone portable n'apparaît que rarement dans nos rêves. *Zeit Magazin* en donne les raisons.

—Zeit Magazin (*Hambourg*)

Peut-être vous êtes-vous retrouvé englué dans du chewing-gum. Peut-être avez-vous survolé l'Himalaya sur un chameau parlant, ou surpris votre partenaire en flagrant délit avec Harry Styles. Et vous vous êtes sûrement déjà retrouvé nu devant une salle de conférences bondée, en ayant complètement oublié le sujet de votre discours. Mais dans tous ces rêves, où était donc votre portable ?

En moyenne, nous passons plus de deux heures par jour à l'utiliser pour scroller, pianoter, poster, liker et téléphoner. Même quand nous ne nous en servons pas, nous avons notre portable à la main, ou au moins à portée de vue. Depuis longtemps déjà, il est devenu le prolongement de notre corps. Pourtant, il n'apparaît que rarement dans nos rêves.

Selon l'analyse d'une base de données en anglais rassemblant près de 16 000 rêves d'individus le plus divers possible, les mots "téléphone" ou "portable" apparaissent dans 2 % d'entre eux à peine. *"Personne ne m'a encore jamais raconté de rêve où un portable jouait un rôle important"*, affirme Brigitte Holzinger, psychothérapeute et directrice de l'Institut berlinois de recherche sur la conscience et le rêve.

Une nouvelle rassurante, montrant que le portable n'exerce aucune influence décisive sur nous ? Détrompez-vous. Dans le domaine de l'onirologie [la science des rêves], plusieurs théories expliquent pourquoi nous rêvons, et par conséquent aussi pourquoi nous rêvons si peu de

L'absence nocturne de nos téléphones prouverait à quel point nous en sommes dépendants.

nos portables. Certaines sources suggèrent que leur absence nocturne prouve surtout à quel point nous en sommes dépendants quand nous sommes éveillés.

Pour Brigitte Holzinger, un point est essentiel : les rêves sont des espaces du possible. Nous y réalisons nos souhaits les plus secrets, ce que pensait également Sigmund Freud. Et notre téléphone portable, que nous avons constamment sur nous, prêts à l'emploi, ne nous laisse aucune possibilité de désir. Il n'y a que s'il venait à nous manquer qu'il pourrait occuper une place plus importante dans nos rêves, avance la psychothérapeute. *"C'est quand il n'est pas là que l'on rêve le plus souvent de son partenaire"*, observe-t-elle. Par conséquent, si l'on ne rêve jamais de son smartphone, cela ne veut pas dire qu'il ne faudrait pas s'en séparer plus souvent. Au contraire, *"les alcooliques rêvent surtout d'alcool quand ils sont en manque"*.

À en croire une autre théorie, nous rêverions pour nous préparer à des dangers bien réels. Le neuroscientifique finlandais Antti Revonsuo définit les rêves comme les *"programmes d'installation"* de notre logiciel génétique. Notre organisme aurait donc besoin de la nuit pour transférer dans notre conscience des trucs et astuces de survie encodés dans notre patrimoine génétique. Si vous rêvez pendant la nuit que vous fuyez un ours, votre cerveau réagira plus rapidement si la situation se présente vraiment.

Les rêves répondraient alors à une logique d'évolution. Or ils ne nous préparent pas seulement à des menaces physiques directes, mais aussi à des dangers émotionnels et sociaux. C'est pourquoi nous rêvons de tromperie, ou de cette fameuse nudité en pleine conférence – et non d'un portable que nous aurions à la main. *"Nos téléphones sont tout le temps avec nous, et ils ne nous menacent pas"*, souligne Brigitte Holzinger. Pas directement, en tout cas.

Peut-être sommes-nous susceptibles de céder à la panique quand notre portable est déchargé ou qu'il a disparu, mais la menace qu'il représente est davantage sociale et émotionnelle. Il nous transmet de mauvaises nouvelles, des appels déplaisants, la nouvelle photo de profil de notre ex sur Instagram. Quand on consulte son portable juste avant de s'endormir notamment, on peut y trouver des informations bouleversantes qui joueront un rôle dans nos rêves. Mais pas le téléphone lui-même.

"Ce qui nous préoccupe, c'est le contenu, pas le contenant", résume Brigitte Holzinger. Si on regarde *Terminator* avant d'aller se coucher, ce n'est pas de la télévision que l'on rêvera, mais d'Arnold Schwarzenegger, voire de la fin du monde. De même, si on continue à suivre le profil d'un ex sur les réseaux sociaux, on rêvera de lui, pas de notre téléphone. Raison de plus pour bannir ce dernier de la chambre à coucher, et pour cesser de suivre son ex.

En ce qui concerne les émotions, de multiples recherches montrent que le fait de scroller sur son téléphone, surtout sur les réseaux sociaux, libère de la dopamine. Mais le frisson n'est pas à la hauteur de la véritable émotion que l'on ressent quand on entre vraiment en interaction avec des gens. Ce qui est logique. Quand on aperçoit son ex avec sa nouvelle petite amie dans un

Si nous rêvons si rarement de nos portables, c'est parce qu'ils stimuleraient peu nos organismes.

bar, on est plus affecté que par un post sur Instagram qui les montre tous les deux assis autour d'un café et d'une pâtisserie. C'est pour cette raison que les moments de ce genre occupent souvent une place prépondérante dans nos rêves.

Le spécialiste [américain] des rêves Kelly Bulkeley va même plus loin. Il considère que si nous rêvons si rarement de nos portables c'est parce qu'ils stimulent fort peu nos organismes. La conduite d'un véhicule constitue par exemple une expérience qui implique plusieurs sens et influence tout notre corps – on ressent la vibration de la voiture, on entend le moteur, on voit la route qui défile, on sent l'odeur de l'essence. L'utilisation d'un téléphone, en revanche, ne représente que peu de stimuli physiques. Ce qui ne suffit pas pour se retrouver dans notre monde onirique.

"Échanges télépathiques". Certaines actions qui nous viennent naturellement dans notre vie quotidienne nous posent problème dans les rêves. Comme l'écriture et la lecture. *"Quand nous dormons, notre motricité fine ne fonctionne pas très bien"*, indique Brigitte Holzinger. On peut parfois avoir l'impression de lire des textes, mais ce n'est pas le cas en réalité. Ce qui fait que l'on rêve peut-être de livres, mais plus rarement qu'on les lit.

Cela tient vraisemblablement au fait, entre autres, que l'organe sensoriel le plus important pour la lecture, l'œil, n'est pas disponible durant le sommeil. Mais surtout, deux zones du cerveau sont endormies à ce moment-là : l'aire de Broca et celle de Wernicke, qui jouent un rôle essentiel dans le langage. Sans elles, la capacité à articuler nous fait défaut. C'est pour cela que les rêves opèrent principalement à partir d'images, précise Brigitte Holzinger. *"Dans les rêves, on parle rarement avec d'autres, les échanges donnent plutôt l'impression d'être télépathiques."*

L'ouïe est particulièrement à la peine pendant le sommeil, bien que les oreilles soient tout à fait ouvertes aux bruits de la réalité – qu'il s'agisse d'un cambrioleur, d'un bébé qui pleure ou du réveil. Par conséquent, notre portable est pour ainsi dire inutile dans nos rêves : nous ne pouvons pas lire ce qui s'affiche sur son écran, ni nous en servir pour téléphoner.

Du reste, nous n'avons bien souvent rien de cohérent à communiquer dans nos rêves, car tout n'y est que chaos. Il s'y passe sans cesse quelque chose de nouveau, l'environnement est en mutation permanente, les gens s'y transforment en d'autres… Car la nuit, dans le cerveau, les barrières tombent. L'activité du cortex préfrontal est réduite. Or, c'est grâce à lui que nous pensons de façon logique, que nous soupesons et calculons les conséquences.

En matière d'évolution, il est la partie la plus jeune du cerveau. Ce qui incite des chercheurs à penser que, quand nous le mettons en veilleuse dans nos rêves, nous redevenons comme nos ancêtres. Lesquels n'avaient justement pas de portables. *"À long terme, cette idée pourrait se confirmer, si, à l'avenir, nous nous mettons à rêver plus souvent de téléphones"*, commente Brigitte Holzinger. Et si les scientifiques disposent des données comparatives nécessaires. C'est pourquoi les chercheurs comme Brigitte Holzinger sont ravis quand les gens consignent leurs rêves par écrit et les partagent avec la science. Même à l'aide de leurs portables.

—Laura Sophia Jung, *publié le 2 juin*

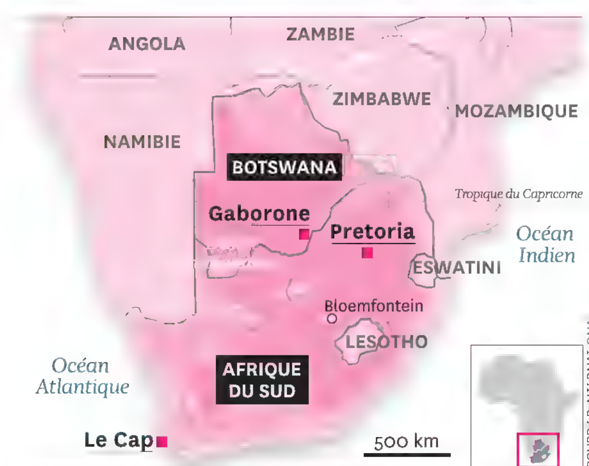
360°





L'album de tous les miens

La famille du photographe Thero Makepe est éparpillée entre le Botswana et l'Afrique du Sud. Dans la série *We Didn't Choose to Be Born Here*, il mêle mises en scène et archives pour renouer les fils de son histoire, marquée du sceau de l'apartheid.



← Ce montage symbolise l'immersion du photographe (*en bas*) dans l'histoire de sa famille, ici photographiée lors du dévoilement d'une pierre tombale.

←← Autoportrait de Thero Makepe dans le costume de son grand-père maternel. La photo a été prise à Robben Island, une île-prison sous l'apartheid.
Photos Thero Makepe

Le photographe

THERO MAKEPE
Né en 1996, Thero Makepe grandit à Gaborone, capitale du Botswana. Il traverse la frontière et étudie les beaux-arts à l'université du Cap, au moment où l'Afrique du Sud connaît, en 2016, une vaste mobilisation étudiante contre une hausse des frais de scolarité. C'est alors qu'il se spécialise dans la photographie, avec une prédilection pour la mise en scène plutôt que la prise sur le vif. Il aime aussi travailler avec des miniatures. Il a participé à des expositions collectives à Johannesburg, à Francfort ou à Amsterdam.



J'ai besoin de prendre du plaisir dans ce que je fais, j'aime jouer, expérimenter." Pour le photographe botswanais Thero Makepe, les premiers contacts avec l'appareil, à l'adolescence, relevaient du loisir. *"Je faisais des clips avec des amis, ou je m'essayais à la photographie de rue."* Ce n'est que durant ses études d'art qu'il privilégie la photo à la peinture et décide de s'y consacrer entièrement. Quelle que soit la discipline, la vocation lui vient de loin : son grand-père maternel, qui a grandement participé à son éducation, tenait à avoir un artiste dans la famille. Or *"quand on grandit au Botswana, on n'a pas tant de modèles d'artistes professionnels, à plein temps"*.

Dans les dernières années de ses études, il veut rendre hommage à ce grand-père, Hippolytus Mothopeng, musicien de jazz dans les années 1960 et 1970. Son premier projet, intitulé *Music for my Good Eye* ("Musique pour mon bon œil"), relate l'histoire de ce dernier, qui a fui l'Afrique du Sud en 1958 *"pour échapper à l'apartheid et se construire une vie meilleure au Botswana"*. Le titre vient de ce que l'aïeul a perdu la vue avant la naissance de son petit-fils, qui a à cœur de bâtir des ponts entre l'image et le son.

Puis Thero Makepe reprend et prolonge ce travail dans ce qui devient *We Didn't Choose to Be Born Here* ["Nous n'avons pas choisi de naître ici"]. Il se penche alors sur une autre partie de sa famille, celle qui est restée en Afrique du Sud. En particulier un grand-oncle, Zephania Mothopeng, un temps président du Congrès panafricain d'Azanie (PAC), issu d'une scission en 1959 de l'ANC, le parti de Nelson Mandela, et également frappé d'illégalité en 1960. *"Ils étaient davantage d'extrême gauche, je dirais, ils croyaient à la lutte armée."* Zephaniah subit la répression du régime, la torture et de nombreuses incarcérations.

Le photographe recueille les témoignages de membres de sa famille, dont John, le fils de Zephania, musicien lui aussi. *"C'était ma première conversation en tant qu'adulte avec lui. Il m'a raconté [en 2019] tout ce qu'il avait vécu, lui qui était le fils d'un militant politique de premier plan, sous l'apartheid. La famille a vécu non seulement la persécution de l'État, mais aussi l'exclusion sociale."* Ému par ces traumatismes dont il ne connaissait pas les détails, Thero Makepe se sent investi d'*"une responsabilité, celle de raconter ce versant de l'histoire, celui du PAC, encore trop méconnu"*.

Pour créer un fil narratif, il mêle les photos d'archives personnelles et publiques avec des mises en scène de membres de sa famille ou de lui-même. La série s'accompagne d'une playlist, disponible sur Spotify, comprenant entre autres des morceaux du groupe de John. *"Mon travail photographique a pour but de combler les vides. Si ma mère ou ma tante me raconte une histoire [pour laquelle il n'y a pas d'archive], il s'agit de recréer ce moment."* Le projet a été facile à mener à bien avec sa famille immédiate, au Botswana. En revanche, côté sud-africain, la démarche a été un peu plus délicate. *"Cela venait raviver une blessure qui avait été refermée. C'est un travail sur le temps long, un projet sur cinq ans, et aujourd'hui encore certains membres de ma famille commencent seulement à s'ouvrir."*

—**Courrier international**





↑ La mère du photographe (*archive de 1980*).

↗ Hippolytus Mothopeng (*à gauche*), le grand-père du photographe (*archive de 1958*).

↓ Tebogo, un oncle du photographe, et sa fille Amantle. Reconstitution du 14 juin 1985, jour où l'armée sud-africaine a mené un raid au Botswana, traquant des exilés.







←← La mère et la sœur du photographe, au chevet de la grand-mère de celui-ci, en 2020, à Gaborone.

← La mère de Thero Makepe, en 2019. Dans sa jeunesse, elle aurait voulu répondre aux lettres que son grand-oncle Zephania lui envoyait de Robben Island. Ce n'était pas autorisé.





← L'oncle Tebogo sur le banc d'une église, en 2022. Son père, Hippolytus, était un fervent chrétien anglican.

←← Mamello, la sœur cadette du photographe, en 2021.
Photos Thero Makepe



idées.

↓ *Dessin de* **Nick Lowndes** *paru dans* **The New Statesman,** *Londres.*



—**The New Statesman** (*Londres*)

Comment WhatsApp transforme nos démocraties

Au sommet des États, la prise de décision tend à se déporter des salles de réunion vers les boucles de messagerie instantanée. Le manque de transparence et le copinage deviennent la règle.

Ceux qui nous gouvernent ont toujours utilisé les technologies à leur disposition. Depuis l'imprimerie jusqu'aux e-mails en passant par le télégraphe, les nouvelles inventions influent sur la manière de prendre les décisions et sur ceux qui les prennent. Même phénomène à l'heure du smartphone, apparemment indispensable dans les activités des politiques et hauts fonctionnaires actuels.

"Aujourd'hui, on a tous besoin [*d'un smartphone*], a affirmé Boris Johnson lors de la pandémie de Covid-19, alors qu'il était Premier ministre. *J'ai besoin d'être en contact avec les gens."* Les Britanniques ont découvert ses habitudes en matière de communication quand ses messages ont fuité, y compris celui où il disait que son ministre de la Santé était *"nul à chier"*. Des révélations ultérieures sur cette période nous ont laissé l'impression très nette que le pays était dirigé par WhatsApp.

Le Royaume-Uni n'est pas un cas isolé. Partout dans le monde, on s'inquiète de voir les gouvernants user et abuser des textos. À Bruxelles, l'ombre du "Pfizergate" plane sur la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen [en fonction depuis décembre 2019 et réélue en juillet 2024]. Le scandale a été révélé par *The New York Times* dans un article d'avril 2021. On y apprenait que l'accord entre l'UE et Pfizer sur les vaccins contre le Covid avait été négocié par une série de messages et d'appels entre la présidente de la Commission et le PDG des laboratoires Pfizer. Le fait qu'une question d'une telle portée ait été négociée en direct a amené le médiateur européen à exiger que ces messages soient rendus publics.

Le débat critique sur l'exercice du pouvoir par les textos tend à se concentrer sur l'accès aux informations. Apparemment, les responsables politiques gèrent des affaires importantes sans guère rendre de comptes aux citoyens. Qu'en est-il de la transparence ? Le fait que les services de messagerie instantanée soient aux mains de grandes sociétés privées est un autre aspect du problème. Enfin, depuis qu'Obama a débarqué à la Maison-Blanche avec son BlackBerry, la question de la sécurité a commencé à se poser.

Mais ce qui est en jeu, c'est aussi la manière dont les grandes décisions peuvent être prises dans l'instant. À mesure que les discussions passent de la salle de réunion au groupe de discussion et son espace virtuel [sur WhatsApp], elles entrent dans une zone moins officielle, aux frontières éthiques plus floues.

Examinons certaines caractéristiques de cette technologie. Contrairement aux vraies réunions, la messagerie instantanée permet des échanges sans début ni fin. Les conversations commencent à l'initiative de l'un des participants et appellent des réponses rapides.

Spontanéité. Un cas en Espagne pendant la pandémie a montré les risques. Le maire de Madrid, José Luis Martínez-Almeida, aurait obtenu un accord pour des équipements médicaux lors d'un échange WhatsApp à 1 heure du matin, le 24 mars 2020. L'un de ses adjoints a été exclu de la discussion parce qu'il n'était pas sur son téléphone, d'autres se sont plaints qu'on leur ait forcé la main pour accepter l'accord rapidement. Des éléments gênants n'ont pas tardé à apparaître : l'accord profitait à un proche du maire, les masques étaient vendus trop cher et des commissions exorbitantes étaient facturées. Almeida a reconnu qu'il s'était trompé, mais il a défendu l'action de certains de ses adjoints, à une époque où il était si difficile d'obtenir des ressources rares. Par la suite, un tribunal a intenté aux fournisseurs un procès pour corruption.

La messagerie instantanée est synonyme de spontanéité, ce qui fait que ses utilisateurs sont souvent distraits d'une autre activité ou dérangés en dehors de leur travail. Ce média est fondé sur la distraction et l'immédiateté. Certes, tout dépend de la manière dont on utilise la technologie. Tout le monde ne fait pas de textos en pyjama ou en regardant la télévision – mais on n'est jamais vraiment sûr que ce ne soit pas le cas.

Ces messageries sont soupçonnées de donner à ceux qui les utilisent un pouvoir exorbitant. Grâce à elles, en effet, les dirigeants ont tendance à se passer des hauts fonctionnaires qui les assistent et pourraient encadrer leur action. Des individus peu à l'aise peuvent être exclus, tandis que des conseillers de confiance ou des journalistes favorisés vont entrer dans le cercle de discussion. Les grandes entreprises peuvent étendre leur influence. Ces technologies permettent en effet de contourner les hiérarchies et de créer des réseaux d'influence occultes. Désormais, ceux qui resteraient à la porte dans le monde réel peuvent s'inviter dans les espaces virtuels, tandis qu'une absence qui serait remarquée "sur place" pourra être plus facilement excusée.

De plus, ces technologies encouragent le mélange des genres. Elles brouillent les frontières entre l'officiel et l'officieux, entre différentes institutions, entre les affaires publiques et le monde extérieur. L'action

politique s'est toujours appuyée sur des rituels visant à renforcer la séparation entre les fonctions et les personnes. Qu'il s'agisse de la couronne d'un monarque ou de la composition d'un parlement, le code vestimentaire et l'agencement de l'espace sont censés conférer un caractère solennel à la situation en faisant sentir aux participants qu'ils représentent des intérêts supérieurs – un groupe social, une institution, le bien commun. Si de nombreux rituels peuvent être reproduits dans la communication médiatisée, beaucoup ne peuvent pas l'être. Ceux qui communiquent par ces outils sortent du contexte institutionnel qui a pour but de dépersonnaliser les échanges [au sommet de l'État]. Le copinage devient la règle.

La messagerie instantanée comme méthode de gouvernement est emblématique de quelque chose de plus large : un monde où les décisions politiques sont prises de manière officieuse et où le pouvoir appartient à des individus importants et aux réseaux qu'ils constituent. On tend à associer le jeu politique à des institutions austères et à une logique bureaucratique, mais cette image est trompeuse. En politique étrangère comme en politique intérieure, on assiste plus généralement à une "désinstitutionnalisation" du pouvoir : les responsables politiques agissent de leur seule initiative, et les liens de confiance l'emportent sur la définition officielle des rôles. Voilà à quoi ressemble la formation d'une élite dirigeante. Les confinements ont nettement renforcé cette tendance, mais les habitudes ne sont pas près de changer. Qu'une politique concerne l'immigration, l'inflation ou Israël, la question fondamentale sera de savoir sur quel groupe WhatsApp elle est menée.

Que les politiques adoptent cette technologie malgré les risques en dit long sur leurs priorités.

En quoi est-ce vraiment nouveau ? Dans le monde politique, le fait que les questions importantes soient débattues dans les couloirs, en privé, a longtemps été une source d'inquiétude. On peut supposer que la messagerie instantanée a ceci d'attrayant qu'elle permet aux responsables politiques de faire autrement ce qu'ils avaient déjà tendance à faire. Alors faut-il vraiment attacher de l'importance à cette technologie ? N'est-elle jamais que la nouvelle manière de faire ce qui s'est toujours fait ?

La principale nouveauté est avant tout que ces modes de comportement sont plus "traçables". On peut effacer les messages, ce qui donne un sentiment de maîtrise sur le moment, mais personne ne peut être certain qu'ils n'ont pas été copiés ou partagés par leur(s) interlocuteur(s). De telles conversations présentent, on l'a vu, de grandes possibilités de fuites.

Ce qui revient à dire que l'adoption de cette technologie est plus paradoxale qu'il n'y paraît. Certes, son côté pratique la rend très attrayante. Par ailleurs, elle peut se révéler gratifiante socialement et psychologiquement : faire partie d'un "premier cercle" est valorisant et vous garantit l'accès [à l'information] – vous avez la possibilité de vous sentir supérieur à ceux qui n'en sont pas. Pourtant, la traçabilité de ces communications fait qu'elles présentent des risques évidents. Car lorsqu'elles sont divulguées, elles font grincer des dents et peuvent nuire à une réputation.

Mépris des règles. Que les responsables politiques adoptent cette technologie malgré les risques en dit long sur les priorités de ceux qui sont au pouvoir. Si les modes de communication privés les séduisent, c'est parce que ceux qui les utilisent ont bien plus envie d'obtenir des "résultats" tangibles que de respecter les règles démocratiques. Ils ont le sentiment qu'il est déjà bien suffisant de faire avancer les choses, et pour l'essentiel ils n'ont que mépris pour tout ce qui peut entraver leur action. Les politologues distinguent entre la légitimité des bons résultats et celle des bonnes méthodes – entre les résultats et la bonne procédure. La généralisation de la messagerie instantanée reflète la prédominance des premiers sur la seconde.

La légitimité des résultats a toujours été au cœur des institutions transnationales. Elle correspond à la centralité de la technocratie dans un contexte comme celui de l'UE, où le pouvoir s'exerce toujours dans une optique de résolution des problèmes. Mais avec le temps, le pouvoir a fini par s'exercer de la même manière dans un contexte national. L'affaiblissement des partis, et plus généralement le déclin des idéologies, a conduit les élus à se définir moins par leur respect des procédures que par leur capacité à agir avec fermeté. Conscients qu'une part importante de leur électorat est attirée par un style de gestion populiste ou "techno-populiste", qui cherche à obtenir le bien commun "sans médiations", ces décideurs peuvent eux aussi devenir intolérants à l'égard des procédures et désireux de montrer leur capacité à résoudre les problèmes.

Reste à savoir comment on pourrait limiter cette pratique. Les réformateurs ont tendance à réclamer une meilleure réglementation de la technologie. Le médiateur européen a fait plusieurs recommandations dans ce sens : que les messages instantanés soient reconnus comme des documents de l'UE, archivés et consultables sur demande. Mais avec de telles mesures, on perd de vue que tout l'intérêt de ces technologies tient précisément au fait qu'elles permettent de s'affranchir des règles.

Si l'on rend une technologie transparente, d'autres seront adoptées qui permettront à leur tour de contourner les procédures. Un vrai changement consisterait au contraire à modifier les conditions qui rendent attrayantes les utilisations abusives de la technologie, en rééquilibrant notamment les normes de légitimité que les responsables sont tenus de respecter. Au lieu de privilégier technocratiquement les résultats, cela signifierait de relancer un modèle de gouvernement dans lequel une plus large participation et une plus grande transparence seraient mises à l'honneur.

L'utilisation des messageries par les responsables exacerbe les pathologies de l'action politique et les rend traçables, mais ce n'est pas le cœur du problème. Ce mode de comportement ne sera découragé ni par des règles de bonne conduite ni par des fuites arbitraires ou motivées. Seules des structures laissant moins de pouvoir discrétionnaire à des individus apporteraient un début de solution.

—***Jonathan White,*** *publié le 11 mai*

L'auteur


© TWITTER

JONATHAN WHITE
Enseignant en sciences politiques à la prestigieuse London School of Economics, Jonathan White contribue sporadiquement au *New Statesman*, magazine de référence pour la gauche de gouvernement britannique. Ses recherches portent notamment sur la sociologie politique et la théorie politique, avec une attention particulière pour la démocratie européenne. Son dernier ouvrage en date, *In the Long Run. The Future as a Political Idea* ("À long terme. L'avenir comme idée politique", inédit en français), a paru cette année chez l'éditeur britannique indépendant Profile.

plein écran.





↙ **Capture d'écran d'une publicité réalisée à l'occasion du 40e anniversaire de la franchise Five Star Chicken.**
Capture écran Courtesy of BBDO Bangkok

Les pubs thaïlandaises rivalisent de créativité

Grâce à leur talent, les agences de publicité thaïlandaises ont acquis une notoriété mondiale. Leurs clips sont de petits bijoux, témoigne cette journaliste singapourienne depuis Bangkok.

—The Straits Times, *extraits (Singapour)*

Je n'ai pas la larme facile, mais certaines publicités thaïlandaises ont le don de me faire pleurer. Elles s'apparentent davantage à des films super captivants, desquels on n'arrive pas à détacher son regard. Sorti en 2023, un petit bijou de cinq minutes réussit par exemple à associer grands-parents esseulés, TikTok et poulet frit.

Le clip s'ouvre sur un visage ridé peint en bleu. La femme à qui il appartient porte de fausses oreilles pointues et une perruque de dreadlocks, qui la font ressembler à la princesse Neytiri dans le film de science-fiction *Avatar*. Amusée sans doute par le manque de réalisme de son cosplay, elle éclate de rire devant la caméra qui tourne une vidéo TikTok. Mais plus loin dans le film, c'est avec un sérieux retrouvé qu'elle lance : *"Mamie s'inquiète vraiment pour toi. J'aimerais beaucoup te revoir. Viens manger avec moi ! Ça me ferait tellement plaisir !"*

On comprend alors qu'elle s'est aventurée sur TikTok pour attirer l'attention de sa petite-fille. La jeune femme, trop absorbée par son travail en ville et par les contenus postés sur les réseaux sociaux, pense rarement à sa grand-mère. Mais quand elle découvre la vidéo postée sur TikTok par sa mamie, les larmes lui montent aux yeux. Elle saute alors dans un train pour aller faire un câlin à sa grand-mère ; on les voit ensuite se régaler ensemble de poulet frit de la franchise Five Star Chicken.

L'histoire est poignante, et les personnages si authentiques que l'on tolère l'apparition d'images de poulet frit, et que l'on a même presque envie de courir en acheter. Ce genre de films publicitaires est très courant en Thaïlande, le géant régional du secteur.

D'ailleurs, les créatifs du royaume raflent régulièrement des prix lors de festivals régionaux comme l'Adfest [à Pattaya, en Thaïlande] ou internationaux comme le Festival international de la créativité – Cannes Lions. Lors de l'édition 2024 de ce dernier [en juin, à Cannes], les agences thaïlandaises ont remporté 7 récompenses sur les 58 décernées dans la catégorie film, faisant de la Thaïlande le pays d'Asie au plus beau palmarès.

PUBLICITÉ

"Nous créons des publicités qui ne ressemblent pas à des publicités. Notre souhait, c'est de faire rire, de faire pleurer, de faire crier et de donner envie de les relayer, explique Thasorn Boonyanate, le directeur de la création pour l'agence BBDO Bangkok. *C'est le soft power de la Thaïlande."*

Avec leurs musiques grandiloquentes, leurs histoires aux multiples rebondissements, leur capacité à s'attaquer à des problèmes du monde réel et leur humour carrément décalé, les publicités thaïlandaises long format sont prisées des grandes marques du monde entier. Certains films peuvent dépasser les cinq minutes haut la main.

Des clients étrangers se rendent exprès à Bangkok à la recherche d'agences qui en réalisent, affirme Thasorn Boonyanate, qui ajoute : *"Lorsque des clients envisagent d'établir un centre d'affaires, ils pensent à Singapour. Mais pour la publicité, c'est à la Thaïlande qu'ils songent en premier."*

Interrogé sur les raisons pour lesquelles les Thaïlandais sont si doués à ce jeu-là, Thasorn Boonyanate, 38 ans, portant barbichette et cheveux longs ondulés, se penche en avant pour déclarer d'un air conspirateur, en haussant les sourcils : *"C'est tout simplement le reflet de la culture thaïlandaise."* Puis de préciser dans un éclat de rire : *"Nous sommes un pays où l'on s'amuse beaucoup. On adore s'amuser !"*

Marissa Chantamas, la directrice de l'école des arts de la communication Albert-Laurence, à l'université de l'Assomption, en Thaïlande, renchérit : *"Nous aimons bien nous moquer de nous-mêmes. Heureusement, car autrement nous ne tiendrions pas longtemps le coup en vivant dans ce pays où tout va mal en permanence. Il vaut mieux en rire !"*

De fait, les soubresauts politiques, la corruption, la paperasserie et la médiocrité des transports publics sont autant de sources d'inspiration pour les créatifs à la recherche de la prochaine publicité marquante. En raison de son penchant pour l'incongru et le surprenant, le consommateur thaïlandais est enclin aux dépenses, pour peu qu'une publicité percutante l'y pousse. *"On ne fait pas une publicité juste pour qu'elle soit bien, mais aussi pour qu'elle fasse vendre"*, avoue Marissa Chantamas.

Juteux marché. La publicité rapporte, assure Marissa Chantamas. C'est ce qui explique que les entreprises n'hésitent pas à investir dans ce domaine pour vendre différents produits, allant des inhalateurs aux voitures de luxe. *"Ce n'est pas uniquement le propre des grandes marques en Thaïlande ; on trouve aussi de petites marques qui le font"*, précise la spécialiste. Mais la barre est mise de plus en plus haut dans ce secteur qui génère 112 milliards de bahts [près de 3 milliards d'euros] de chiffre d'affaires, car désormais les Thaïlandais sont habitués à être éblouis.

Une publicité, qui a remporté plusieurs prix en 2017, vante les mérites de Verena Sure, un produit amaigrissant. Elle égratigne au passage la bureaucratie et les petits rackets dont sont victimes les Thaïlandais au quotidien. On y voit un agent de police stopper un véhicule sous prétexte que la viande [que le conducteur transporte dans son coffre] est *"trop grasse"*. Le même policier arrête ensuite une moto au motif qu'elle contient de l'essence. Le réalisateur joue sur la polysémie de ce dernier terme qui, en thaï, signifie également "huile". On finit par comprendre là où il veut en venir, lorsque la caméra zoome sur un flacon de gélules censées stopper l'absorption de graisses par l'organisme – et dont le policier personnifie finalement le rôle.

"Quand on crée, on n'y va pas avec le dos de la cuillère, indique Sunard Thanasanaksorn, le directeur général de l'agence Accenture Song Thailand. *Si on doit réaliser une pub humoristique, on fait dans l'hilarant, et dans le cas d'une pub émotionnelle, on pousse le curseur de l'émotion au maximum."*

Critique sociale. L'humour est notamment exploité par les publicitaires pour glisser des commentaires, parmi les plus acerbes qui soient, sur la société. Ainsi, dans une production devenue virale, l'agence Salmon House attaque le tristement célèbre service de bus nº 8 de Bangkok, que la ville a tenté de réorganiser. Cette ligne, qui dessert plus de 20 kilomètres entre la périphérie et le cœur de la capitale, est malheureusement connue pour ses véhicules délabrés, son personnel désagréable et ses chauffeurs imprudents.

Salmon House a réalisé un spot parodique de deux minutes à ce sujet. On y voit une contrôleuse accueillir les passagers à la manière d'une hôtesse de l'air : *"En cas d'urgence, utilisez les sorties de secours les plus proches de vous"*, dit-elle en montrant les fenêtres ouvertes du bus. *"En cas d'irruption à bord d'élèves violents de filières professionnelles, un gilet pare-balles est à votre disposition sous votre siège"*, continue-t-elle, en faisant allusion aux rixes entre étudiants dans la ville. *"En cas de véhicule roulant à tombeau ouvert, des amulettes tomberont automatiquement à votre portée"*, récite-t-elle sur un ton monocorde – une façon de se moquer des Thaïlandais qui croient en la protection divine.

Mise en ligne en 2016, la vidéo a été visionnée 10 millions de fois. Elle m'a fait mourir de rire, mais a aussi eu le mérite d'éveiller mon attention sur les situations indignes qui sont le lot quotidien de toutes ces personnes ne pouvant se déplacer autrement qu'en bus. C'était tellement bien que je n'ai même pas été agacée par le placement de produit mettant en avant une marque d'en-cas, que la contrôleuse vend sur un chariot dans le bus. Des publicités si bien ficelées me feraient acheter volontiers n'importe quoi, ne serait-ce que pour avoir l'assurance d'en voir d'autres du même calibre…

—Tan Hui Yee,
publié le 10 août

l'entretien.

Ce qui est sain, c'est de faire cohabiter les gens

—Liu Thai Ker

—**El País Semanal,** *extraits (Madrid)*

À Singapour, à partir de la fin des années 1960, l'architecte Liu Thai Ker a participé à la création d'un modèle urbain dirigiste inédit, permettant mixité sociale et logements abordables. Âgé de 86 ans, il relate cette expérience.

EL PAÍS : **Rares sont les urbanistes qui ont la possibilité de concevoir une ville entière. Qu'est-ce qui vous a permis de le faire ?**
LIU THAI KER : J'ai étudié l'architecture en Australie parce que je ne pouvais pas me permettre de faire des études sans travailler et que, là-bas, je pouvais suivre les cours à temps partiel. Pendant onze ans, j'ai été le meilleur étudiant de l'université de Nouvelle-Galles du Sud [à Sydney]. Une fois mon diplôme en poche, je me suis dit que, pour être un bon architecte, je devais aussi apprendre l'urbanisme. J'ai présenté une demande à Harvard, où j'ai été admis, mais Yale m'a offert une bourse, et c'est donc là que je suis allé.

C'est là que vous vous êtes intéressé aux infrastructures de transport.
J'ai compris que, pour être un bon urbaniste, il fallait comprendre comment les gens se déplacent. J'ai approché un professeur spécialisé dans le domaine, l'ingénieur Herbert S. Levinson [1924-2017], avec qui je suis devenu ami. Le gouvernement de Singapour a fini par entendre parler de moi parce qu'il n'y avait personne à l'époque qui prenait en compte ces éléments dans les aménagements. Le ministre du Logement est venu me chercher.

Vous travailliez à l'époque au cabinet new-yorkais de Ieoh Ming Pei [un célèbre architecte américain (1917-2019) qui a notamment dessiné la pyramide du Louvre], n'est-ce pas ?
Oui, c'est exact. J'y ai passé quatre ans [de 1965 à 1969]. Comme moi, Pei était d'origine chinoise, et c'était un architecte très consciencieux. J'ai travaillé avec lui jusqu'à ce qu'on m'offre cet emploi au ministère du Logement [de Singapour]. Je me suis dit qu'aux États-Unis je ne serais qu'un architecte parmi de nombreux autres, alors que ma contribution aurait une grande valeur dans mon pays.



LIU THAI KER
Liu Thai Ker est né le 23 février 1938 dans une famille chinoise installée à Muar (actuelle Malaisie). Il grandit à Singapour, alors colonie britannique, où les siens s'installent après guerre. Son père, Liu Kang, est un peintre renommé. Après des études à l'étranger, Liu Thai Ker revient en 1969 dans un Singapour nouvellement indépendant et intègre le Housing and Development Board, chargé de remédier à la pénurie de logements dans la cité-État. Puis, en 1989, il est nommé planificateur en chef de l'urbanisme local. En 1992, il est recruté comme directeur du cabinet singapourien RSP. En 2017, il crée sa propre société, Morrow Architects and Planners. Il est encore en activité aujourd'hui.

MORROW ARCHITECTS & PLANNERS

La destruction des bidonvilles et l'adoption d'un modèle d'habitation sociale étaient au cœur de votre programme d'aménagement urbain.
Ce n'était pas mon idée : c'était la politique du gouvernement [du Premier ministre Lee Kwan Yew, *voir encadré "contexte"*]. À l'époque, à Singapour, il n'y avait pas de sentiment d'appartenance. Nous étions un pays nouveau. Les Chinois qui y vivaient, comme moi, considéraient que la Chine était leur pays. Les Indiens avaient le regard tourné vers l'Inde, et les Malais vers la Malaisie. Le gouvernement cherchait le moyen de créer un pays uni malgré les différences, et la solution qu'il a trouvée passait par le logement, car il donne un sentiment d'appartenance et permet de bâtir une identité.

Au lieu de créer un quartier indien, un quartier chinois et un quartier malais, comme cela a été fait dans bien des villes, vous avez choisi de miser sur la coexistence des différents groupes ethniques.
Nous avons pensé que mélanger les gens favoriserait le respect, les liens sociaux et la cohabitation. Nous avons établi une règle simple fondée sur un pourcentage et nous nous sommes dit qu'il fallait qu'il y ait des gens issus de différents groupes ethniques et de différentes classes sociales dans tous les quartiers et dans tous les immeubles résidentiels. Aujourd'hui, nous avons appris à cohabiter les uns avec les autres. C'était une décision simple, certes, mais il a été difficile de l'appliquer.

Pourquoi ?
Certaines personnes affirmaient qu'en obligeant les gens à cohabiter l'ingénierie sociale interférait avec la liberté personnelle.

Vous avez également établi des normes qui forcent les gens à être aimables. Il y avait même des instructions sur la façon de nettoyer les toilettes…
Nous avons dû partir de zéro pour faciliter la cohabitation.

Avez-vous supprimé des libertés ?
Nous avons plutôt cherché à développer le sens des responsabilités. L'État offre l'éducation gratuite. En retour, les parents doivent veiller à ce que leurs enfants terminent leurs études primaires. S'ils ne le font pas, ils risquent une amende.
Quand vous donnez, vous pouvez exiger en retour. Quand vous donnez à la population ce que vous lui promettez, vous gagnez la confiance des citoyens.

Singapour a réglé le problème du logement en 1985.
La clé, c'est que les logements n'appartiennent pas aux particuliers mais à l'État, qui consent des baux de quatre-vingt-dix-neuf ans. Nous avons cherché à éviter la ségrégation raciale et économique. Nous ne voulions pas que les plus démunis vivent tous dans le même quartier et nous avons donc bâti des tours d'habitation avec des logements différents, dont les loyers varient selon la superficie ou le nombre de pièces.

Où avez-vous trouvé l'argent pour transformer le pays ?
En plus des logements, nous avons construit des commerces et des usines qui permettaient de générer des revenus.

Vous avez su voir le potentiel destructeur des voitures.
Nous avons décidé que l'État ne paierait pas pour que les citoyens puissent stationner leur voiture dans la rue.

Nous avons compris que limiter le nombre de voitures permettrait de contrôler la pollution.

Vous avez pris une décision que de nombreuses villes ont fini par prendre cinquante ans plus tard. Comment avez-vous eu cette intuition à une époque où la voiture était considérée comme un symbole de liberté ?
Ce n'était pas ma décision. C'est Lee Kuan Yew qui l'a prise. Il voulait que Singapour soit l'une des grandes capitales du monde. Pour ça, il fallait que la circulation soit fluide, que les habitants aient accès à des parcs et que la ville affiche un faible niveau de pollution.

Considère-t-on encore aujourd'hui ces éléments comme constitutifs d'une grande ville ? Le manque d'eau ne remet-il pas en question la quantité de parcs que l'on peut entretenir ?
C'est la technologie qui nous sauvera des grandes sécheresses. Les systèmes de drainage ont été améliorés et les eaux de pluie sont désormais récupérées. Les eaux résiduelles peuvent être utilisées pour l'irrigation, voire être traitées puis consommées.

Considérez-vous Dubaï comme une ville d'avenir ?
Non. On y trouve des projets intéressants, mais la structure urbaine ne fonctionne pas comme elle le devrait. Je n'aime pas critiquer les autres villes, mais je crois qu'en architecture vous avez un problème quand la forme obéit à la mode plutôt qu'à la fonction. Même si je suis très connu aujourd'hui, ce n'est pas la quête de célébrité qui m'a poussé à prendre les décisions que j'ai prises : je voulais être utile. Je crois que la forme des bâtiments ne devrait pas être déterminée par la mode ou par le désir de gloire des architectes qui les dessinent.

Vous avez toujours pensé ainsi ou c'est quelque chose que vous avez appris avec le temps ?
J'ai toujours été contre l'architecture inutilement formaliste. Ou contre l'architecture qui vise à battre des records : la tour la plus haute, l'édifice le plus cher… Les modes sont passagères. Vous pouvez miser sur la surprise, mais ça ne dure pas, et les gens finissent par se lasser. Les meilleurs bâtiments sont ceux dont on ne se lasse pas. Ils ne représentent pas une époque, ils existent hors du temps.

Diriez-vous que les critères qui définissent la qualité d'une ville évoluent peu dans le temps ?
Il faut se demander de quoi a besoin une personne pour vivre. Elle a besoin d'un endroit où vivre – un logement –, d'un emploi, d'une école pour ses enfants. Mais d'une voiture ? On a cru au départ que les voitures révolutionneraient les villes. Mais c'était une vision à court terme. En ville elles présentent plus d'inconvénients que d'avantages. Elles créent des problèmes sociaux. On en parlait déjà dans les années 1960, à l'époque où j'étudiais à Yale. Quand vous misez tout sur la voiture, les gens cessent de marcher et, quand ils vieillissent, ils deviennent isolés. Vous affectez aux routes et aux parkings des fonds qui auraient pu être utilisés pour développer le système de transport public. Je crois que c'est à l'aune du bien-être des personnes âgées et des enfants que se mesure la qualité d'une ville.

> “Quand vous donnez à la population ce que vous lui promettez, vous gagnez la confiance des citoyens.”
> **Liu Thai Ker**

Comment définissez-vous la prospérité ?
Les meilleures villes sont celles où les habitants ont confiance en leurs autorités. Quand une politique gouvernementale fonctionne, l'économie décolle. Des emplois sont créés, et la population augmente parce qu'on a besoin de plus de gens pour occuper ces emplois. Singapour accueille beaucoup d'immigrés, car nous savons que nous avons besoin de ces personnes si nous voulons que le pays puisse continuer de fonctionner. Il y a parmi eux des ouvriers et des chefs d'entreprise.

Dans la majeure partie du monde, on semble plus enclins à considérer le logement comme une occasion de faire des affaires que comme un droit à défendre.
Ça ne peut pas être un prétexte pour gagner de l'argent. À Singapour, nous avons créé un bureau de lutte contre la corruption.

Et ça fonctionne ?
Les règles sont rigoureusement appliquées, oui. Je travaille beaucoup en Chine ces temps-ci et je constate qu'ils cherchent à appliquer les mêmes règles là-bas. Je pense que ce sera bon pour la Chine.

La demande d'appartements touristiques fait augmenter les prix des loyers [dans maintes villes du monde], ce qui fait qu'un nombre croissant de citoyens n'arrivent plus à se loger.
Avec le système de logement social [de Singapour], il n'y a pas de gentrification, car les touristes ne peuvent pas expulser les gens de chez eux.

Y a-t-il des immeubles vides à Singapour ?
Vous voulez dire achetés à des fins d'investissement ? Le contrôle exercé n'est pas aussi strict que je le voudrais, mais il l'est quand même plus que dans la majorité des villes. Ce qui joue en faveur de Singapour, c'est que tout le monde a un toit grâce au système de logement social. Le gouvernement contrôle l'excédent de logements sur le marché. Il ne les laisse pas entre les mains des acteurs privés. Pour assurer la stabilité d'une ville, il faut limiter les loyers et éviter l'inflation. Quand vous choisissez de laisser le marché décider, vous en arrivez à ne plus connaître le véritable prix des choses.

Combien de temps devrait durer un édifice ?
Quand j'ai commencé à concevoir la ville, j'ai discuté avec mes collègues ingénieurs. Même si Singapour était alors très pauvre, je leur ai demandé de faire en sorte que les bâtiments qu'ils construisaient



↙ *Dessin de* **Belle Mellor** *paru dans* **The Guardian,** *Londres.*

durent des siècles. Construire pour démolir ensuite est une perte d'argent et d'énergie qu'on ne peut pas se permettre.

Au milieu du XXe siècle, les architectes formaient encore une élite sociale. Diriez-vous que votre parcours personnel a contribué à faire germer en vous l'idée d'offrir des logements aux citoyens ?
Il est certain que le fait d'avoir moi-même connu la pauvreté m'a aidé à me mettre dans la peau des plus démunis. Nous vivions dans une toute petite maison. Ce n'était pas un taudis, mais nous n'avions pas de toilettes et nous devions utiliser un seau. Je sais par expérience ce que vivent certaines personnes.

Qui possède une voiture à Singapour ?
Très peu de gens. Le prix à l'achat et les coûts d'entretien sont très élevés, ce qui a un effet dissuasif. Comme nous avons un système de transport public efficace, qui permet d'aller partout, personne ne proteste. Quatre-vingt-six pour cent de la population se déplace en transport en commun. Et les vélos sont de plus en plus nombreux. L'un de mes regrets est de ne pas avoir prévu de voies cyclables quand nous avons conçu la ville.

Et vous, comment vous déplacez-vous ?
Je possède une voiture.

Comment peut-on défendre le système de transport public et avoir une voiture ?
C'est simple : j'ai une voiture parce que je peux me le permettre. Ce que je défends, c'est l'idée qu'il faille payer cher pour en avoir une et qu'un nombre limité de personnes puissent posséder un véhicule.

Vous avez travaillé à l'aménagement de plusieurs grandes villes partout dans le monde : en Chine, en Russie…
J'ai contribué à l'aménagement de 70 villes, parmi lesquelles trois étaient des mégapoles. Deux de celles-ci sont en Chine et comptent respectivement 11 et 12 millions d'habitants. Je travaille actuellement sur les plans d'une ville dont la population sera de 32 millions de personnes.

Où se trouve-t-elle ?
Je ne peux pas en parler.

Appliquerez-vous les mêmes idées qu'à Singapour ?
Je crois que les bonnes décisions d'urbanisme peuvent être appliquées partout dans le monde.

Peut-on construire une grande ville dans un endroit très sec ?
Oui, à condition de prévoir un bon système de récupération des eaux résiduelles. Le recyclage des eaux représente l'avenir des villes. Il est plus coûteux de recycler les eaux usées que de ne rien faire, certes, mais c'est une solution qui s'inscrit dans une vision à long terme. Il est vrai que les villes ont besoin d'eau, mais on peut en économiser de grandes quantités grâce à une planification avisée.

Vous n'aimez pas les villes intelligentes.
Ce n'est pas parce qu'on attribue l'étiquette *smart* à une agglomération qu'on en fait une ville intelligente. Les technologies peuvent améliorer le fonctionnement d'une ville en permettant, par exemple, de connaître l'horaire des bus et le nombre de places disponibles dans un parking. Mais la clé d'un bon fonctionnement, c'est la planification. Il faut partir de bonnes bases pour pouvoir offrir aux citadins une ville saine et de bonnes conditions de vie. Et, à mon avis, ce qui est sain, c'est de faire cohabiter les gens.

Qu'est-ce qui rend Singapour unique sur le plan de la planification urbaine ?
Le logement social pour tous, les transports publics et la protection de la nature. C'est un système de priorités qui peut s'appliquer n'importe où dans le monde.

On vous considère comme un visionnaire. Vous aviez prévu les problèmes auxquels se heurteraient les villes : les enjeux liés à la mobilité et au logement, le manque d'eau, la cohabitation avec la nature. Comment avez-vous fait ?
Je ne saurai jamais si c'est le fait d'avoir grandi dans un logement sans toilettes ou d'avoir rencontré un ingénieur spécialisé dans les transports publics comme Levinson. Après tout, nous sommes la somme de ce que nous vivons, de ce que nous apprenons et des idées que nous finissons par développer. La clé, ce sont les professeurs. Je ne parle pas seulement de ceux qui enseignent à l'école, mais aussi des gens qui nous aident à appréhender le monde qui nous entoure avec des livres, en donnant l'exemple ou en partageant leurs interrogations.

Vous avez fondé votre propre cabinet [en 2017] après avoir signé les plans de la cité-État de Singapour.
J'ai senti que j'avais atteint un niveau de connaissances des problèmes urbains que très peu de gens avaient. Et j'ai voulu partager ces connaissances avec mes employés pour pouvoir prendre un jour ma retraite.

Vous gagnez plus d'argent maintenant que vous ne travaillez plus pour l'État et que vous êtes passé au secteur privé ?
Il n'est pas nécessairement facile de travailler dans le privé, car il faut composer avec les fluctuations des marchés. Je trouve qu'il est plus pratique de travailler pour le gouvernement. Mais je veux pouvoir partager mes connaissances avec d'autres villes du monde, et il n'y a qu'un seul moyen de le faire, c'est d'avoir mon propre cabinet. Je vois ça comme une mission plus qu'une simple entreprise.

Vous avez 86 ans. Quand prévoyez-vous de prendre votre retraite ?
Dans… vingt ans, peut-être ?

Avez-vous déjà regretté de n'avoir pas fait une carrière de peintre [à la demande de son père, lui-même artiste, qui l'avait convaincu d'étudier plutôt l'architecture] ?
Non. Je crois que ce que je fais contribue davantage au bien-être de l'humanité. Je dessine toujours et je pratique aussi la calligraphie. En tant qu'architecte, je crois que j'apprends plus en dessinant qu'en réfléchissant. Je dessine des villes. Être urbaniste est un travail complexe mais passionnant. Or tout est plus facile quand on est animé par la passion.

D'où vient la vôtre ?
Je suis passionné parce que je sens que j'appartiens à l'humanité. Je ne suis pas croyant, mais ma manière d'être dans le monde s'inscrit dans une démarche spirituelle.

—Propos recueillis par Anatxu Zabalbeascoa,
publié le 1er juin

Contexte

LE MODÈLE SINGAPOURIEN

Sans Lee Kuan Yew, Singapour ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui. *"Son héritage politique est incommensurable"*, écrivait en 2015 **Lianhe Zaobao,** un quotidien sinophone local, après la disparition de l'ex-Premier ministre, *"père de la nation"*. Né à Singapour en 1923, au pouvoir de 1959 à 1990, Lee Kuan Yew obtient en 1965 l'autonomie puis l'indépendance de la cité, au prix d'une rupture avec la Malaisie qui laisse le territoire démuni. Mais il réussit, en quelques années, à faire de Singapour un centre régional à la fois financier, de services et de haute technologie, et une cité-jardin protégée des embouteillages et de la pollution. C'est à l'élaboration de ce grand projet que participe Liu Thai Ker en imaginant un parc de logements sociaux qui absorbe la population des bidonvilles et suscite encore aujourd'hui *"l'envie du monde entier"*, comme le titrait récemment **The New York Times.** Notamment parce que le système de baux sur quatre-vingt-dix-neuf ans et l'interdiction de vente protègent, au moins en partie, ces logements de la spéculation immobilière. Mais ces succès ont un revers, qui transparaît dans l'interview de Liu Thai Ker : ils ont été conduits d'une main autoritaire par un régime qui est, de facto, à parti unique depuis l'indépendance. Répression de l'opposition et censure des médias, en autres, sont partie intégrante du modèle singapourien.

"Je défends l'idée qu'il faille payer cher pour avoir une voiture. Ainsi, un nombre limité de personnes peut en posséder une."
Liu Thai Ker